





Les principales caractéristiques des PME  
dans la wilaya d'Oran

## AVERTISSEMENT

*Les points de vue et opinions exprimés dans cet ouvrage ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Cread et, par conséquent, relèvent de la seule responsabilité intellectuelle et morale de leurs auteurs.*

© CREAD – Alger

ISBN : 978-9931-395-27-0

Dépôt légal : 4<sup>ème</sup> Trimestres 2020

Ahmed Bouyakoub

# Les principales caractéristiques des PME dans la wilaya d'Oran



مركز البحث في الإقتصاد  
المصنق من أجل التنمية

**CREAD**

Directeur du Projet :

---

**BOUYACOUB Ahmed**

*Pr. – LAREG Université d'Oran 2*

Avec la contribution de :

---

ABEDOU Abderrahmane, Directeur de recherche – CREAD

BEHIDJI Kamel, Maître assistant, – Université d'Oran

BELOUTI Nabil, Maître assistant, – Université d'Oran

LASSAS Ahmed, Maître assistant, – Université d'Oran

# Sommaire

INTRODUCTION GÉNÉRALE .....	8
<b>PARTIE I. CARACTÉRISTIQUES GLOBALES DES PME</b>	
<b>DANS LA WILAYA D'ORAN .....</b>	<b>11</b>
Chapitre 1	
Rappels théoriques .....	13
Chapitre 2	
Caractéristiques de la wilaya d'Oran .....	22
Chapitre 3	
Evolution des PME dans la wilaya d'Oran .....	26
<b>PARTIE II. RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES DE L'ENQUÊTE.....</b>	<b>79</b>
Chapitre 4	
Principales caractéristiques de l'échantillon.....	82
Chapitre 5	
Les éléments de fonctionnement des PME de la wilaya d'Oran ....	87
Chapitre 6	
Les éléments de performance des PME .....	115
Conclusion générale .....	128
Bibliographie .....	134

## Introduction générale

Notre étude porte sur la nature des caractéristiques des PME dans la wilaya d'Oran. En effet, l'analyse des données relatives à la PME, au niveau national comme au niveau des wilayate permet d'identifier un certain nombre de caractéristiques en matière d'évolution démographique (ouverture, fermeture, réactivation), d'activité, de secteurs, de taille, de nature juridique, etc. Ces caractéristiques de PME semblent différentes d'une wilaya à une autre.

La première question de l'étude est de savoir **quelle est la nature de ces différences et /ou ressemblances ?**

Au niveau de la wilaya d'Oran, les données indiquent que la croissance du nombre de PME, entre 2003 et 2009, a été la plus faible d'Algérie. Pourquoi, la wilaya a-t-elle enregistré la plus faible croissance de PME au cours de la dernière décennie ? Cette tendance enregistrée entre 2003 et 2009 se vérifie-t-elle sur une longue période ? Si la réponse est positive, **se pose alors la question de savoir pourquoi la wilaya d'Oran est-elle la moins attractive en matière d'activité entrepreneuriale ?**

Dans cette wilaya, l'année 2009 a été très particulière. En effet, elle a été la seule à enregistrer une chute du nombre de ses PME, de l'ordre de 9,17% par rapport à l'année 2008. Autrement dit, le nombre de fermetures d'entreprises a été plus élevé que le nombre de créations nouvelles et de réactivation. **Pourquoi cette évolution démographique ?** Est-ce le signe d'une crise de saturation du marché ? Une crise liée aux facteurs d'attractivité régionale ?

Le projet consiste à tenter de répondre à ces trois principales questions à partir d'une enquête administrée auprès de différentes institutions de l'environnement concernées par le développement de la PME d'une part, et auprès d'un nombre de PME représentatives (du point de vue activité, taille, secteur, management...) de ce type d'entreprises de la wilaya d'Oran, d'autre part.

Au plan méthodologique, deux types d'enquêtes étaient prévus, l'une auprès de trois cents entreprises devait permettre de répondre à



ces questions principales sur les caractéristiques principales des PME, l'autre devait concerner les principales institutions administrant de manière directe et indirecte la promotion de la PME dans une wilaya (directions de la PME, CNRC, ANSEJ, ANDI, CASNOS, CNAS...)

Mais, compte tenu des difficultés objectives liées à l'enquête de terrain et de la limite du temps imparti à l'étude, nous n'avons pas pu ni mener toutes les enquêtes prévues, ni le faire de manière indépendante auprès des PME, compte tenu de l'impossibilité de financer directement l'enquête de terrain : le système comptable de l'université ne permet pas de rémunérer les enquêteurs dont nous avons besoin, malgré notre tentative de trouver des solutions.

Cette difficulté ne nous a pas empêchés de mener des enquêtes de terrain. Nous avons pu la contourner grâce à l'aide du CREAD qui a pu associer notre questionnaire à une enquête qu'il menait sur la compétitivité des PME, sur le territoire national, et la wilaya d'Oran particulièrement, sans pouvoir bénéficier de notre financement, pourtant disponible et non utilisé. Des entretiens ont été menés avec certains responsables des institutions concernées par le développement de la PME à Oran et nous ont permis de mieux affiner certaines conclusions.

La première exploitation des questionnaires a permis de tirer un certain nombre de conclusions importantes concernant à la fois les caractéristiques des PME de la wilaya et l'évolution de leur démographie. Ce premier rapport ne concerne que des résultats préliminaires que nous avons pu exploiter dans un laps de temps réduit. Une exploitation approfondie nécessitera plus de temps et permettra de faire le tour de toutes les questions posées dans le cadre de cette étude. Nous présentons ces résultats en deux parties :

- 1) Les principales caractéristiques démographiques des PME de la wilaya d'Oran
- 2) Les résultats préliminaires de l'étude.



# **PARTIE I**

## **CARACTÉRISTIQUES GLOBALES DES PME DANS LA WILAYA D'ORAN**

## Introduction

Dans cette première partie, nous commençons par la présentation de quelques repères théoriques concernant la PME (chapitre 1), avant de présenter les principales caractéristiques de la Wilaya d'Oran comme territoire économique (chapitre 2), et, de terminer en exposant, de manière détaillée, l'évolution démographique des PME dans la wilaya d'Oran.

L'objet du premier chapitre ne vise pas à revenir sur les débats concernant la PME comme forme économique de production de biens et services marchands et qui s'est développée au cours de ces dernières décennies dans toutes les économies de marché. Il présente très succinctement l'évolution du concept de PME et son adoption comme objet de recherche scientifique depuis au moins deux décennies dans les économies développées. Il montre également comment la PME s'est imposée dans la recherche scientifique en Algérie, même si elle reste encore relativement peu explorée. Cette recherche va dans le sens du renforcement de cette tendance.

Le deuxième chapitre, même s'il est très réduit en dimension, présente de manière très synthétique les principales caractéristiques de la wilaya d'Oran, en s'appuyant implicitement sur l'hypothèse que l'attractivité d'un territoire pour les investissements dépend en grande partie des ressources disponibles et accessibles pour un entrepreneur potentiel.

Le troisième chapitre présente les résultats d'une exploitation détaillée des données relatives à l'évolution des PME, à l'échelle nationale, et dans la wilaya d'Oran, au cours de la période 2002-2012. Nous avons identifié une série de conclusions très importantes concernant la dynamique démographique des PME à l'échelle de cette wilaya, en comparaison avec les autres wilayate et avec la moyenne nationale. Ces conclusions permettent de répondre aux premiers questionnements de notre étude et éclairent les analyses relatives aux caractéristiques des PME de la wilaya d'Oran qui fait l'objet de notre deuxième partie.

## CHAPITRE 1

# Rappels théoriques

## Etat synthétique de la recherche sur les PME et démographie des entreprises

L'importance de la PME dans l'économie n'est plus à démontrer. Pourtant, ce champ de recherche n'a commencé à intéresser les sciences économiques et de gestion qu'à partir des années 1970, lorsque les premières questions environnementales en relation avec la massification de la production, de la consommation et la forte dépendance aux énergies fossiles, consécutive au premier choc pétrolier, furent posées dans un essai devenu célèbre intitulé « *Small is beautiful* » (E.F. Schumacher, 1973). Malgré cela, il faudra attendre les années 1990 pour que la PME devienne une véritable problématique scientifique et de politique économique du fait de sa contribution à l'emploi, l'innovation, la compétitivité, la croissance et la cohésion sociale, contribution qui sera fortement reconnue par la première conférence mondiale de l'OCDE sur la PME (Bologne 2000) et fortement réitérée depuis dans ses aspects stratégiques (OCDE 2004, 2006 et 2007).

### 1.1 - La PME, une identité épistémologique en construction

Dans son incontournable étude sur l'état de l'art en recherche sur les PME, Olivier Torres (2004, 2007) retrace de manière systématique, les nombreux débats et les controverses qui ont marqué les essais de justification théorique qui ont précédé l'émergence et la consolidation de la PME en tant qu'objet de recherche scientifique à part entière. Cette véritable quête pour une « identité épistémologique » de la PME selon la formule consacrée de l'auteur, va connaître avec les sciences de

gestion, une accélération notable compte tenu des intérêts multiples à la fois théorique, méthodologique et social.

## **1.2 - La PME comme champ, outil et objet d'analyse scientifique**

La PME s'est d'abord révélée comme champ d'analyse scientifique du fait, en premier lieu, de son importance dans les tissus industriels et de services dans l'ensemble des économies de la planète consécutivement aux libéralisations totales ou partielles de ces économies de plus en plus mondialisées ; en second lieu, la PME, en relation avec l'entrepreneuriat, va susciter l'intérêt croissant et étendu des institutions nationales et internationales économiques puis politiques en tant que sources de croissance et de lutte contre le chômage, la pauvreté et les discriminations sociales provoqués par les dérives ultra libérales de la mondialisation économique ; enfin, les comportements et les pratiques entrepreneuriales et managériales des chefs d'entreprises PME qui ouvrent des perspectives nouvelles de recherche sur les questions liées autant au processus de décision de gestion, d'innovation et de croissance économique et sociale que celles en relation avec les responsabilités sociétales des PME.

## **1.3 - Les principaux courants de recherche sur la PME**

Deux courants essentiels vont émerger de la longue controverse qui a marqué les travaux sur la validation de la PME en tant qu'entité de recherche scientifique. Le premier courant essentiellement axé sur le caractère spécifique de la PME du fait de la taille considérée comme un élément déterminant en relation avec les questions liées à l'organisation et la croissance et dont les critiques les plus pertinentes vont surtout se concentrer sur les difficultés objectives à « identifier la frontière critique » que le découpage par taille implique (O. Torres 2007). C'est précisément à partir de ces critiques que se développera le deuxième courant dit de la diversité, qui, sans remettre en cause le caractère spécifique de la PME, va privilégier une approche contingente et typologique de la PME basée sur d'autres considérations que la taille

comme le niveau économique, la nature de l'activité, la technologie, l'environnement socioculturel, etc.

## **La question des PME dans les pays en développement (PED)**

### **2.1 - Les spécificités « paradoxales » des PME dans les PED**

Dans les pays en développement où précisément le tissu économique et industriel, lorsqu'il existe, ou qu'il est en cours de constitution, reste très fragile du fait essentiellement des séquelles de la colonisation et des grandes faiblesses des institutions de régulation, et où les TPE représentent la quasi-totalité des établissements économiques, la plupart des travaux sur ces questions sont surtout empiriques et ont été menés de manière parcellaire ou localisée dans certains pays d'Afrique et d'Amérique du Sud sous les auspices d'organisations universitaires et nationales surtout américaines (MIT, USAID...) ou internationales (BIT, CNUCED, BIRD, OCDE...) soulignent ces spécificités qui influencent de manière importante « le comportement adaptatif » des entrepreneurs propriétaires de TPE (S.Marniesse, 2007).

### **2.2 - Des conditions environnementales difficiles pour les affaires**

Dans la plupart des PED étudiés, les activités économiques et commerciales des TPE s'effectuent dans des conditions généralement difficiles caractérisées notamment par un certain nombre de faits que l'on peut d'ailleurs généraliser à tous les pays de niveau similaire et dont les plus saillants sont relevés annuellement dans les enquêtes de la Banque mondiale concernant le « *Doing business* » :

- des débouchés généralement instables
- des difficultés d'accès aux intrants, aux équipements et au crédit
- un cadre institutionnel et réglementaire inadapté
- un degré important de corruption
- des infrastructures déficientes

- des marchés de taille limitée
- les comportements du chef d'entreprise.

### **2.3 – Des avantages comparatifs substantiels**

Les conditions difficiles citées plus haut sont paradoxalement en grande partie à l'origine de nombreux avantages comparatifs dont bénéficient les entreprises en général et les TPE, en particulier dans les PED, et qui favorisent chez celles-ci des dispositions importantes à développer de meilleures capacités à s'adapter aux aléas de l'environnement socioéconomique et institutionnel dans lequel elles activent (S.Marniesse, 2007). Parmi ces avantages comparatifs, sont souvent cités entre autres :

- L'existence de niches pour un certain nombre de produits et de services, du fait de pouvoir d'achat réduit, de conditions de crédit ou d'habitudes culturelles ou alimentaires
- Les relations « personnalisées » et de proximité avec une clientèle plutôt familière souvent d'origine familiale, communautaire ou « localisée »
- Les conditions « favorables » sur les salaires dues au caractère familial ou tribal des emplois et de l'absence ou de l'ignorance de la législation du travail
- L'accès relativement facile aux prêts privés d'origine familial, communautaire ou de placements individuels non déclarés
- L'utilisation duale des facilités productives à des fins autres qu'économiques (habitation, transport familial, restauration...)
- Le respect relatif des réglementations locales et / ou internationales.

### **2.4 - Des comportements « frileux » des chefs d'entreprises**

Même si la personnalité, la perception et le comportement du chef d'entreprise de TPE reste un sujet de recherche qui continue de mobiliser beaucoup de chercheurs dans les pays développés, notamment pour ce qui concerne les problèmes liés au développement durable et à la responsabilité sociale (E. Bonneveux, 2009), ces mêmes questions revêtent un caractère d'autant plus « spécifique » que le rôle et les



pouvoirs du chef d'entreprise de TPE dans les PED sont d'autant plus importants qu'ils s'exercent dans des sociétés encore traditionnelles où la position sociale relève aussi de considérations extra-économiques fortement marquées par la culture et la religion. Si l'on se réfère aux différentes études et travaux cités plus haut, ce qui semble singulariser les chefs d'entreprises en général et des TPE en particulier dans les PED, c'est la notable « frilosité » qui les caractérise quant « au risque de grandir » (S.Marniesse, 2007). Cette frilosité que l'on peut, à la limite, considérer comme une forme de rationalité limitée si on prend en compte les conditions difficiles d'exercice ainsi que les raisons avancées dont les plus importantes sont :

- La perte des avantages comparatifs listés précédemment
- La plus grande visibilité reste problématique compte tenu de l'état des institutions et du climat des affaires
- L'obligation de se plier aux lois et réglementations en matière de droit local et international pour toutes les fonctions managériales
- La concurrence déséquilibrée des grandes entreprises locales et étrangères notamment de financement et d'exigence de qualité
- La perte de flexibilité et d'adaptabilité aux aléas du marché
- La perte d'autonomie de gestion par le contrôle bancaire à travers les prêts.

## **De la recherche sur la PME en Algérie**

### **3.1- Une préoccupation académique liée à la politique économique**

Le statut de la recherche étant quasi public en Algérie, l'intérêt académique pour la PME dans le pays est historiquement et jusqu'à nos jours, structurellement lié aux décisions de l'État en matière de politique économique et sociale. C'est ainsi que, dès les premiers plans de développement, la question des PME a été déclarée, notamment à travers ce qu'on appelait d'abord « les industries connexes » puis les petites et moyennes industries (PMI) et qu'un schéma directeur a été élaboré visant la construction de réseaux de sous-traitance autour

des « pôles industriels » alors constitués uniquement par les grandes entreprises publiques. L'intérêt pour la PME en Algérie deviendra réel avec la restructuration organique des entreprises publiques entamée dès les débuts des années 1980 et les premiers signes d'allègement de la pression sur le secteur privé jusqu'alors ostracisé malgré une présence discrète mais réelle des représentants de ce secteur dans les rouages des institutions publiques (D. Liabès, 1984).

### **3.2 - Un intérêt tout récent pour les chercheurs**

Même si comme il a été souligné précédemment, la question des PME n'a accaparé substantiellement l'attention des chercheurs dans les pays développés qu'à partir des années 1990, on ne peut que noter l'indigence de la recherche nationale dans ce domaine. Dans une analyse de longue période (1984-2003) sur les articles scientifiques publiés par l'unique centre de réflexion économique et sociale du pays qu'est le CREAD, le Pr. Bouyacoub constatait que « sur deux décennies, la question de l'entrepreneur et celle des PME/PMI ont fait l'objet de 15 articles, soit 3,5% des articles publiés... Le seul « grand entrepreneur » qui accaparait les chercheurs ... était l'Etat qui déléguait ces fonctions aux entreprises publiques » (Bouyacoub, 2004). Même si le milieu des années 1990 va voir les autorités publiques institutionnaliser l'importance stratégique des PME pour l'économie nationale à travers la création d'un ministère et des directions départementales totalement dédiées à ce type d'entreprises, ce n'est qu'à partir du début de la décennie 2000 que la recherche scientifique commencera à s'intéresser sérieusement à cette problématique.

### **3.3 - Des travaux essentiellement monographiques et localisés**

Ce qui peut être considéré comme une dynamique nouvelle de la recherche académique sur les PME reste néanmoins timide. A l'exception de quelques études sectorielles ou nationales entreprises par le CREAD à la demande de l'ancien ministère de la PME ou de la Banque mondiale, la plupart des travaux des équipes de recherche, ou dans le cadre de thèses, sont de nature souvent monographique,

statistique ou centrée sur des aspects particuliers de gestion et généralement localisée à une ville ou un secteur précis. Comme on peut le constater à partir des données du Plan National de Recherche (PNR), la part des projets de recherche consacrés à l'économie d'une manière générale et aux PME en particulier, reste négligeable. C'est ainsi que sur 2577 projets retenus seuls 114 concernent le domaine de l'économie (domaine 27), soit 4,42% du total, dont seulement une trentaine sont consacrés à la PME et à l'entrepreneuriat (DGRSDT, CREAD, CRASC 2013).

## **La démographie des entreprises : les facteurs déterminants de la démographie**

La démographie des entreprises et notamment des PME s'inscrit dans le cadre des recherches sur les questions liées à la croissance, au développement et, de manière générale, à l'évolution des organisations. Complètement ignorée par l'économie classique et passablement abordée par les économistes néo-classiques orthodoxes, elle va devenir avec les théoriciens des organisations, du développement de la firme et les apports de l'économie des populations, une branche importante de ce que l'on appelle déjà l'économie de l'évolution des organisations qui intègre autant les aspects économiques que ceux liés aux pressions des environnements sociaux et culturels internes et externes aux firmes (Singh 1994). Des thèses de l'économie du développement à celles « des activités résiduelles » macro-économiques du « trou industriel » et micro-économiques relatives aux « goulots d'étranglement » de l'absence d'entrepreneurs, et à l'émergence des TPE en tant qu'indicateurs de croissance et d'innovation portées entre autre par les institutions internationales (BM, BIT, OCDE), un vaste corpus théorique et empirique a été développé intégrant autant les questions liées aux conditions de base dans lesquelles évoluent les entreprises (état de l'industrie, caractéristiques mercatiques, technologies...) et les comportements des acteurs et des institutions (structures, stratégies...), que celles qui privilégient, à partir des théories biologiques (cycle de vie, sélection naturelle, taille d'équilibre...) et évolutionnistes (capacité d'adaptation, perturbation de l'équilibre...), une vision résolument

dynamique de la firme laquelle développe des comportements adaptatifs en fonction des étapes de son cycle de vie et des conditions de base citées plus haut dans lesquelles elle se trouve (S.Mariviesse, 2000).

## **Particularité du management des PME : quelques points de repère**

### **5.1 - La place de la PME dans les économies**

Les PME jouent un rôle primordial dans la création d'emplois dans de nombreux pays : D'après l'OCDE, les PME représentent, suivant les pays, entre 95 % et 99 % des entreprises et entre 60 % et 70 % des créations nettes d'emploi. Les principales raisons de création et d'existence des PME sont entre autres :

- La motivation d'une personne (un entrepreneur) à mener de manière autonome une activité économique
- L'occupation de segments de marché par des PME créées pour l'occasion lorsque les entreprises existantes ne sont pas assez réactives ;
- La réactivité industrielle et flexibilité du travail sont plus fortes dans les PME que dans les grandes entreprises ;
- Les grandes entreprises peuvent favoriser l'existence d'un réseau d'entreprises de petite dimension qui seront des sous-traitantes (exemple de l'organisation de Toyota ou de Benetton) et assumeront une partie des chocs conjoncturels.

### **5.2 - Les principales caractéristiques du management de la PME**

Les petites et les moyennes entreprises sont des entreprises dont la taille, définie à partir du nombre d'employés, du bilan ou du chiffre d'affaires, ne dépasse pas certaines limites. Les définitions de ces limites diffèrent selon les pays. Une PME est généralement une entreprise comprenant entre 20 et 249 salariés. En dessous, il s'agit d'une TPE (Très Petite Entreprise). Le management de la PME présente les caractéristiques suivantes (S.Marnesse, 2000) :

- Motivation d'une personne (un entrepreneur) à mener de manière autonome une activité économique
- Volonté de limiter la croissance de son entreprise afin de ne pas perdre le pouvoir ;
- Centralisation et personnalisation de la gestion autour du propriétaire-dirigeant,
- Stratégie intuitive ou peu formalisée,
- Système d'information interne simple et peu formalisé,
- Système d'information externe simple basé sur les contacts directs,
- Forte proximité des acteurs dans un réseau régional,
- Le recours à l'écrit n'est pas primordial, du fait de l'importance de l'ajustement mutuel,
- Structure plate,
- Pas de niveaux hiérarchiques, ou très peu,
- Capacité d'innover rapidement pour s'adapter au marché,
- Proximité entre patron et employés,
- Organisation en réseaux : la PME se structure avec d'autres PME. Une répartition des tâches s'opère (recherche, production, commercialisation...).

## CHAPITRE 2

## Caractéristiques de la wilaya d'Oran

Quelques éléments permettent d'identifier les principales caractéristiques de la wilaya d'Oran.

### Population : une croissance plus rapide que la moyenne nationale

L'évolution démographique de la wilaya d'Oran est particulière. Sa population est passée de 682560 habitants en 1977 à 1453152 habitants en 2008. La plus forte croissance a été enregistrée au cours de la décennie 1977-1987 avec un taux d'accroissement annuel moyen de 3,05 %. Ce taux a légèrement baissé entre 1987 et 1997 avec 2,45 % pour retomber à 1,9 % entre 1997 et 2007. Mais au cours de cette dernière décennie, ce taux d'accroissement de la population de la wilaya d'Oran a été nettement supérieur à la moyenne nationale qui a enregistré 1,6 %.

La population actuelle, à la fin décembre 2012 a atteint 1696994 habitants et dépassera largement les 2 millions d'habitants en 2020 selon les projections de l'ONS.

En 35 ans (1977-2012), la population de la wilaya d'Oran a été multipliée par 2,48 alors que celle de toute l'Algérie l'a été par 2,19.

**Tableau 01. Population de la wilaya d'Oran comparée à la population totale**

	Béjaia	Tizi Ouzou	Alger	Oran	Total
Population en 2008	912577	1127607	2988145	1454078	34080030
poids dans la population totale en %	2,68	3,31	8,77	4,27	100
Taux d'accroissement annuel moyen (1997 - 2007) en %	0,6	0,2	1,6	1,9	1,6

ONS, RGPH 2008

Par ordre d'importance, en 2008, la wilaya d'Oran est la 3ème wilaya après Alger et Sétif. On constate également que Béjaïa et Tizi-Ouzou, wilayate qui connaissent un certain dynamisme économique, ont connu des taux de croissance de la population très faible.

## Niveau d'instruction

Les caractéristiques du capital humain constituent un élément important pour le développement de l'activité économique dans les différents territoires comme nous l'avons montré en ce qui concerne l'Algérie (Bouyacoub, 2006). Qu'en est-il pour la wilaya d'Oran ?

### Alphabétisation

La wilaya d'Oran semble occuper une place intéressante en matière d'alphabétisation, sans être dans les premières places. En 2008, Elle affiche un taux d'alphabétisation de 84,2 % et se situe à la sixième place après Alger (87.7 %), Ghardaïa (86.2%), Béchar (85.6%), Annaba (85.3%), Constantine (85.3%). Elle est bien placée devant Tizi-Ouzou (77,7%) et Béjaïa (75,4%).

### Différents niveaux d'instruction

La répartition des niveaux d'instruction est différente d'une wilaya à une autre. Mais les différences sont légères.

**Tableau 02. Niveau d'instruction de la population âgée de 6 ans et plus en %**

	Oran	Alger	Bejaia	Tizi-Ouzou	Total
Sans Instruction	16	12,9	22,8	20,7	22,4
Alphabétisé	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1
Primaire	28	23,2	23,9	24,7	25,5
Moyen	29,2	29,8	27,5	28,8	27,7
Secondaire	16,3	20,3	16,3	15,8	15,9
Supérieur	9,2	11,9	8,4	9,2	7,6
ND	1,1	1,8	0,9	0,6	0,7

On constate que 9,2 % de la population d'Oran affiche un niveau d'instruction universitaire. Ce taux est supérieur à la moyenne nationale (7,6 %). Il est inférieur à ceux de la wilaya d'Alger, qui affiche le taux le plus élevé avec 11,9 %, Constantine (11,3%) et Annaba (11,1%). La wilaya d'Oran se présente parmi les cinq premières wilayate affichant le taux d'instruction de la population le plus élevé.

## L'activité

Le taux de la population active à Oran est nettement supérieur à la moyenne nationale. Mais le taux de femmes au foyer semble relativement plus élevé que celui des wilayate citées et se rapproche de la moyenne nationale.

**Tableau 03. Structure de la population de 15 ans et plus en %**

	Oran	Alger	Bejaia	Tizi Ouzou	Total
Actifs	46,43	47,88	43,34	46,71	43,93
Femmes au foyer	31,54	28,49	28,78	25,35	32,42
Étudiants et lycéens	11,06	12,76	17,01	15,35	13,87
Retraités	6,72	7,20	6,06	6,68	5,05
Pensionnés	1,50	1,03	1,74	2,62	1,46
Autres inactifs	2,41	2,16	2,75	2,99	2,96
ND	0,34	0,48	0,32	0,30	0,31
	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

### Le chômage

La wilaya se caractérise par un taux de chômage moyen légèrement inférieur à la moyenne nationale. En effet, pour l'année 2010, le taux affiché pour la wilaya d'Oran est de 8,40 %, alors que le taux national est de 10 %. A l'intérieur de la wilaya il y a de fortes disparités entre les communes puisque certaines dépassent le taux de 14%.



**Tableau 04. Taux de chômage dans la wilaya d'Oran**

Wilaya d'Oran	Fin 2010
Population totale	1 619 940
Population active	522 865
Population occupée	478 935
Population en chômage	43 930
Taux de chômage en %	8,40

*DPAT, Oran*

## Taux d'équipement des ménages

Oran présente des caractéristiques d'une wilaya dont les ménages sont relativement bien équipés. En prenant deux indicateurs significatifs, le véhicule et l'ordinateur, la wilaya d'Oran présente des taux relativement plus faibles que ceux des wilayate comme Béjaïa et Tizi-Ouzou et naturellement Alger. Mais ses taux d'équipement sont légèrement supérieurs à la moyenne nationale.

**Tableau 05 Taux d'équipement de la wilaya d'Oran**

	Oran	Alger	Bejaia	Tizi Ouzou	Total
Véhicule	27,3	39,5	28,7	27,3	23,7
Ordinateur	13,6	23,3	16,4	16,1	12,4
Accès à Internet	4	8	3,8	3,2	3,4

## CHAPITRE 3

## Evolution des PME dans la wilaya d'Oran

Les entreprises naissent et disparaissent tout comme les individus. Entre ces deux événements, il y a un cycle de vie au cours duquel elles traversent un certain nombre de phases. L'étude des changements qui affectent dans le temps la taille et la composition de la population d'entreprises résultant de ce processus constitue l'objet de la démographie des entreprises<sup>1</sup>. Au plan de l'analyse économique, la littérature théorique comme les travaux empiriques se sont développés autour de trois disciplines ; l'économie industrielle, l'économie du travail et la macroéconomie<sup>2</sup>. Les études théoriques se focalisent sur trois événements majeurs du phénomène démographique : la création des entreprises, la survie (la croissance) et la disparition. Pour les chercheurs, l'intérêt réside dans l'explication des défaillances d'entreprises, et l'impact des variables comme la taille, l'appartenance sectorielle ou la structures des marchés sur la probabilité associée à ces trois événements démographiques et, enfin, comment la dynamique démographique impacte les niveaux de création de l'emploi, de l'innovation et de la production<sup>3</sup>. Les vérifications empiriques de ces hypothèses ont été possibles grâce notamment à la constitution de bases de données très détaillées et la multiplication de nombreuses analyses comparatives, au plan international mais surtout infranational. Ces dernières s'imposaient comme axe nouveau dans la recherche, à cause notamment du fait que la conformité ou non de la démographie des firmes régionales au schéma national n'est pas toujours systématique, et devraient par conséquent être vérifiées et expliquées, tout comme les différences d'évolution

---

1. LEO J.G. VAN WISSEN, Demography of the firm: a useful metaphor? European journal of population N°18,2002 p264

2. Caves RE, Industrial organization and new findings on turnovers and mobility of firms, journal of economic literature, Vol 36 N° 4,1998, p 1947

3. OECD, 2001. Economic Outlook. Paris.386p

entre les régions d'un même pays<sup>4</sup>. C'est dans cette hypothèse que notre travail tente de mettre en relief les particularités des PME de la wilaya d'Oran. Par rapport à l'échelle nationale et avec des comparaisons entre quelques wilayate, les particularités des PME oranaises seront examinées en termes de leurs poids dans le tissu économiques, de leur dynamique de création et de disparition, et enfin, en termes de renouvellement dans le temps.

Le tissu économique regroupe les entités de production de biens et de services marchands. Le volume, la structure et notamment l'impact de ces entités sur les niveaux de production et d'emploi sont fortement liés aux jeux de créations et de disparitions dans le temps. En France, par exemple, chaque année ce sont presque 300 000 entreprises qui sont créées ou reprises, et presque autant qui cessent leur activité. La croissance du stock d'entreprises, le plus souvent inférieure à 1 %, concerne plus d'une entreprise sur dix, en termes de création, et plus d'une sur 10, en terme de disparition<sup>5</sup>. D'un autre côté, le renouvellement de ces entreprises transforme en profondeur le tissu productif, en modifiant les hiérarchies entre secteurs, entre entreprises de taille différente, entre firmes individuelles et sociétés, et, bien sûr, en redistribuant les activités et les emplois entre les territoires<sup>6</sup>. Dans les développements qui suivent, il est question de donner dans un premier moment (I) un aperçu global du tissu économique à Oran, le but étant de cerner son volume, sa structure et son évolution au cours de la période 2002-2012. Ensuite, nous examinerons les données sur les PME (II). Il s'agit d'analyser le stock global en termes de volume, de structure et de dynamique démographique, notamment, par secteur d'activité. Ce qui nous permettra, enfin, d'examiner le renouvellement du parc de PME dans cette wilaya. Toute au long de ces développements, il sera procédé à des comparaisons avec le tissu national mais aussi avec certaines wilayate.

---

4. Guéliffo HOUNTONDI, Concurrence sectorielle et démographie des firmes industrielles régionales : une étude économétrique sur la région Provence-Alpes-Côte-D'azur, *Revue d'économie industrielle*. Vol. 45. 3e trimestre 1988. p 59

5. Jean-Pierre HUIBAN et al. La démographie des établissements industriels : une différenciation entre espaces urbains, périurbains et ruraux, *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* 2006/5 – décembre, pages 751 à 779, p 752

6. Idem, p 752

Ainsi ce chapitre se structure comme suit :

- 1) Le tissu économique de la wilaya d'Oran
- 2) Les principales caractéristiques démographiques des PME de la wilaya d'Oran.

### **Les données utilisées**

Les données utilisées pour la présente étude sont tirées des statistiques concernant les immatriculations et les radiations des entités enregistrées au niveau du Centre national de registre de commerce (CNRC) et qui couvrent la période 2002-2011. Avant d'aller plus loin, il va falloir expliciter certains aspects liés à l'utilisation de ces données. Tout d'abord, il faudrait identifier les types d'entités concernées par cette étude. Les études théoriques tout comme les analyses empiriques prennent généralement en compte trois types d'entités lorsqu'il s'agit d'examiner la démographie des entreprises: la firme, l'entreprise et l'établissement<sup>7</sup>. La firme est « toute organisation qui tourne autour d'un processus de production ». L'établissement est un « ensemble de moyens de production (salariés, machines) qu'une entreprise exploite en un lieu donné »<sup>8</sup>. Enfin, l'entreprise est « toute entité qui a une existence légale ». L'existence légale se matérialise par la l'enregistrement de la propriété au niveau de l'administration publique (il s'agit, en Algérie, du Centre national des registres de commerce (CNRC). Nous utilisons pour la présente recherche le terme d'**entité économique**, lorsqu'il s'agit d'examiner le tissu économique dans une wilaya et le terme d'**entreprise** lorsque l'analyse portera sur les petites et moyennes entreprises (PME). Là aussi, le choix de types d'entités est discutable puisqu'une entreprise est susceptible de comporter plusieurs établissements, ce qui modifie la comptabilisation de leur création et de disparition. Pour la présente étude, nous retiendrons l'entreprise comme unité d'observation. Ce choix est fait sur la base de la disponibilité des données les concernant.

7. Leo J.G. VAN WISSEN, op ct, p264

8. Jean-Marie CALLIES, Une entreprise sur deux disparaît avant cinq ans, Economie et statistiques, N°215, 1988, pp.45-50

## Les événements démographiques

Par ailleurs, les événements qui affectent la démographie des entreprises sont la création et la cessation d'activité. Cette dernière est désignée dans ce document « disparition ». En fonction des données disponibles, la mesure du nombre d'entreprises résultant de ces deux événements a été faite sur la base des immatriculations qui matérialisent la création de l'entreprise<sup>9</sup> et formalise son existence légale et les radiations pour l'évaluation des disparitions. De ce fait, l'examen des mouvements démographiques se fera sur la base des créations pures (ex nihilo) et des disparitions brutes qui ne tiennent pas compte des ré-immatriculations ou des réactivations. Là encore, le choix des modalités de mesure est guidé par le type de données disponibles qui ne favorisent pas la comptabilisation de ces derniers événements pour toutes les séries publiées par le CNRC.

**Tableau 06. Les événements démographiques**

Date de l'événement	Date de prise en compte
Création	Immatriculation
Cessation (disparition)	Radiation

## Structure des données disponibles du CNRC

Par ailleurs, et contrairement à d'autres statistiques publiées, en l'occurrence celles du ministère de la PME, les séries du CNRC permettent d'avoir une répartition de ces mouvements par type de forme juridique et par type de secteur d'activité. Le tableau 07 résume la typologie des données disponibles telle que structurées dans les base de données du CNRC (données par wilaya).

Bien entendu, l'utilisation de ces données peut être discutée (nous reviendrons plus loin sur la question du choix des données). Par exemple, la date de création ou bien de la cessation effective de l'activité peut intervenir avec un certain décalage par rapport à l'immatriculation (à la radiation) du registre de commerce. Mais, nous ne disposons pas d'une évaluation objective de ce décalage. Par ailleurs, le principal

9. Jacques BONNEAU, la création d'entreprises, sources de renouvellement du tissu des PME, Economie et statistiques, N° 271-272, pp 25-36, p 29

Tableau 07 Structures des données disponibles du CNRC

	Personnes morales				Personnes physiques			
	Industrie dont bâtiment et travaux publics	Industrie artisanale	Commerce Gros, détail import & export	Services	Industrie dont bâtiment et travaux publics	Industrie artisanale	Commerces Gros, détail import & export	Services
(immatriculation)	x	x	x	x	x	x	x	x
(radiations)	x	x	x	x	x	x	x	x

objet de cette recherche concerne les PME. C'est pourquoi l'analyse portera principalement sur les entreprises sous forme de personnes morales, mais, ces dernières font partie d'un vaste tissu économique dont nous discuterons, dans la première partie, de quelques caractéristiques, notamment en termes de structure, d'évolution et de démographie. Dans la seconde partie, le travail portera sur l'identification des principales caractéristiques des petites et moyennes entreprises et leur comparaison avec le parc national et de quelques wilayate.

## Le tissu économique de la wilaya d'Oran

Le tissu économique regroupe toutes les entités de production de biens et services marchands. Nous utilisons le terme de stock pour désigner son volume. Statistiquement, le stock global est le nombre d'entités existantes à la fin de l'année. Le calcul de ce stock se fait par la formule suivante :

**Le stock disponible à l'année N = nombre d'entités existantes au début de l'année N + les créations (immatriculations) au cours de l'année N - les disparitions (radiations) de l'année N.**

Les créations comme les disparitions sont prises à leurs valeurs brutes, c'est-à-dire sans tenir compte des reprises ou des réimmatriculations. Nous avons retenu cette approche pour deux raisons. La première

Tableau 8. Évolution du stock global entre 2002 et 2012 dans la wilaya Oran

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Stock Oran	36590	39488	42482	46491	50138	53362	57088	60795	63690	70956	75746
Taux de variation %		7,92	7,58	9,44	7,84	6,43	6,98	6,49	4,76	11,41	6,75

réside dans le fait que les données publiées ne donnent pas le volume annuel des reprises. La deuxième raison tient au fait de l'importance des entreprises nouvelles dans le renouvellement du tissu productif. En France, par exemple, 30% des entreprises, formant le tissu économique, ont été créées ou acquises au cours des cinq dernières années<sup>10</sup>. S'il l'on se réfère aux données publiées par l'Office national des statistiques (ONS) en 2010, le même constat semble se dégager, puisque pour le cas des entreprises personnes morales, 48899 entreprises existantes en 2010 (33%) sur un total de 147757 ont été créées durant la période 2005-2010. Cela montre le poids important des créations nouvelles. S'agit-il là d'un trait universel ?

### 10.1 Evolution du stock global et du renouvellement sur la période 2002-2012

Ainsi, l'évolution du stock global de la wilaya d'Oran se présente comme suit (Tableau 8).

De 2002 à 2012, le bilan est globalement positif, tant pour la wilaya d'Oran que pour le stock national. En effet, sur cette période, le volume du tissu économique à Oran a doublé en l'espace de 10 ans, puisque le nombre d'entités économiques enregistré à la fin 2012 représente 2,07 fois ce que la wilaya comptait en 2002. La wilaya d'Oran se positionne à la 29ème place (les vingt dernières wilayate), loin derrière la wilaya d'Illizi qui est la première avec un taux de 2,73 suivie de la wilaya d'Alger (2,33). Le même constat se dégage pour le

10. Hubert JAYET & André TORRE (1994), « Études empiriques - Vie et mort des entreprises. Réflexions sur les dynamiques de renouvellement des tissus économiques » in Revue d'économie industrielle. Vol. 69. 3ème trimestre 1994. pp. 78

Tableau 09 l'évolution du stock global national des entités économiques entre 2002 et 2012

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Stock national	784940	871242	944474	1036723	1123453	1202150	1288829	1396801	1461361	1574546	1666099
Taux de variation %		10,99	8,41	9,77	8,37	7	7,21	8,38	4,62	7,75	5,81

niveau national. Comme le montre le tableau 09, le nombre d'entités en 2012 est le double de ce qui existait en 2002, soit 2,12 fois.

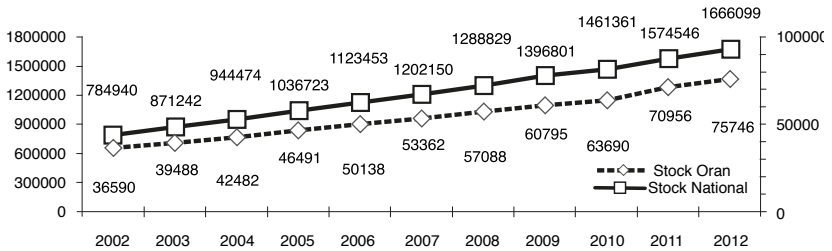
Bien entendu, un taux de renouvellement élevé n'implique pas systématiquement un tissu économique dense, mais traduit la capacité d'un espace géographique à drainer des investissements, à les retenir, et par conséquent, à renouveler rapidement ce qu'il perd comme entité de production sur le long terme. La wilaya d'Oran, selon cette approche, n'enregistre pas une performance élevée au cours sur cette période. Mais, pour relativiser cette contre-performance, comparons la situation d'Oran, en termes de croissance du volume du tissu économique, avec la croissance enregistrée au niveau national que le graphique 01 met en exergue.

Si la tendance générale sur la période 2002-2012 est à la hausse, entre ces deux dates, il existe des perturbations en matière de variation.

Celle-ci n'a pas connu un mouvement régulier aussi bien à Oran qu'au niveau national. Cela est visible surtout à partir de 2006, où la croissance commence à enregistrer des fluctuations significatives. Le stock entre 2007 et 2008 n'a évolué que de 6,98% alors que dans les cinq années précédentes le rythme de croissance du stock tourne autour de 8% en moyenne. L'année 2010 reste la moins dynamique, puisque le tissu économique n'a évolué que de 4,76% par rapport à 2009.

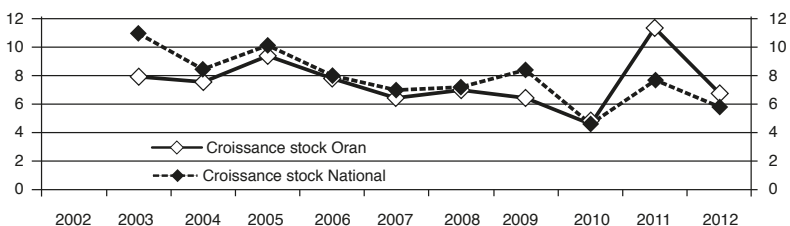


**Graphique 01. Evolution du stock global dans la wilaya d'Oran et au niveau national 2002-2012**



Curieusement, ce même constat apparait pour le stock national. En 2010, le taux de croissance calculé atteint son plus bas niveau sur toute la période, soit 4,62%, presque le même taux enregistré à Oran. C'est le premier constat que l'on peut formuler, le mouvement global du tissu économique dans la wilaya d'Oran n'est pas spécifique par rapport à celui enregistré au niveau national. Le graphique 02 met relief cette similarité entre les variations du stock national et celui de la wilaya d'Oran. Les deux graphes présentent relativement les mêmes fluctuations.

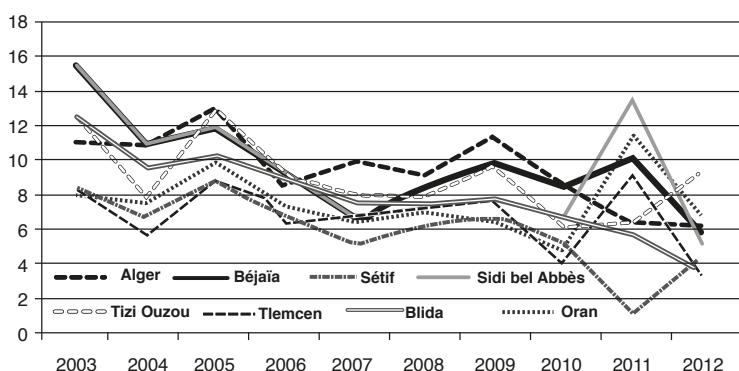
**Graphique 02. Evolution du taux de variation dans la wilaya d'Oran et au niveau national**



Cette similarité est nettement repérable en 2011. Aussi bien pour Oran que pour le niveau national, le nombre d'entités existantes en fin d'année a évolué respectivement de 11,44% et 8,05%. Cependant, l'évolution constatée du stock global ne permet pas de rendre compte des dynamiques réelles des entités économiques. Il faudrait, en effet,

interroger la dynamique de la structure du tissu économique. Cette structure a été appréhendée en termes de forme juridique et de type d'activité. L'examen des données de certaines wilayate permet de voir si cette ressemblance peut être repérée ailleurs qu'à Oran et le graphique 03 montre l'évolution du taux de croissance annuel pour les wilayate : Alger, Tizi-Ouzou, Béjaïa Blida, Tlemcen et Sétif. Le choix de ces dernières est lié à l'importance de leur poids respectif dans le stock national.

**Graphique 03 les taux de variation du stock dans certaines wilayate 2003-2012**



Toutes les wilayate citées ont connu une baisse de la croissance en 2010 par rapport à l'année 2009. Les taux enregistrés sont : Alger 8,5%, Tizi-Ouzou 6,5%, Béjaïa 8,5%, Blida 6,64%, Tlemcen 3,97%, et Sétif 5,23% ( cf. Annexe N° 2 le taux de croissance sur la période 2003-2011 dans quelques wilayate ). L'autre fait significatif se dégageant de ce graphique concerne la croissance au cours de l'année 2005. Toutes ces wilayate, y compris Oran, ont connu une hausse, qui est la plus importante durant toute la période étudiée, et qui tourne autour d'une moyenne de 12 %. Ce qui peut signifier qu'un facteur similaire (ou plusieurs) serait à l'origine de cette croissance et affecte toutes les wilayas.

Il ressort ainsi, que cette augmentation reste faible par rapport au niveau national et aux autres wilayate. En outre, cette augmentation cache en fait une évolution contrastée de la structure du tissu économique. Les secteurs d'activité n'évoluent pas de la même manière. Autrement dit, l'évolution du nombre d'entités et la dynamique

d'émergence et de disparition sont différentes selon le type d'activité et la forme juridique. Les titres qui suivent restituent une analyse du mouvement de la structure du tissu économique dans la wilaya d'Oran en comparaison avec le niveau national.

## 10.2 Le tissu économique à Oran : une analyse en termes de dynamique démographique

La dynamique démographique concerne tout d'abord, les créations. Nous avons utilisé l'indicateur « taux de création » (TC) appelé aussi taux d'entrée. Ce dernier fournit une première mesure de l'intensité d'ensemble des mouvements enregistrés. Une analyse complémentaire sera faite plus loin pour distinguer les formes juridiques et les secteurs d'activité les plus dynamiques. Le taux de création se calcule pour l'année N par le rapport des créations nouvelles de l'année N sur le stock existant au début de l'année N. Le calcul de ce taux tient compte des créations nouvelles (immatriculations) de chaque année et n'intègre pas les ré-immatriculations.

$$TC = (\text{Créations N} / \text{stock début N}) \times 100$$

### Les créations d'entités économiques

Les mouvements d'immatriculations nouvelles à Oran ont donné des taux de création supérieurs à 10%. En effet, les immatriculations nouvelles représentent par rapport au stock de début d'année des valeurs comprises entre 10,4% et 19,67%. Le tableau 10 compare les taux de création à Oran avec ceux enregistrés au niveau national.

La distribution des taux de création à Oran est dispersée, entre 10 et 19,67%. Sur cette période, l'émergence de nouvelles entités suit pratiquement une courbe en grand N. Après 03 années de forte croissance (14% en 2005). La wilaya d'Oran amorce en matière d'entrepreneuriat une chute jusqu'à 2010, date à laquelle elle enregistre le taux le plus faible de la période. Seulement 6324 nouvelles créations sur un stock total de 60795. Cette baisse du niveau de l'entrepreneuriat explique à notre sens la baisse de la croissance du stock global au cours de cette année. Cependant, en 2011, il semble qu'une nouvelle dynamique s'installe en termes de création d'entreprise puisque la wilaya

Tableau 10. Evolution 2003-2012 des taux de création Oran et national

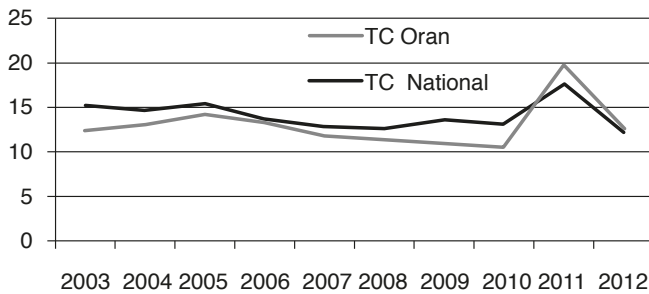
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Stock Oran	36590	39488	42482	46491	50138	53362	57088	60795	63690	70956	75746
Les créations Oran		4521	5128	5988	6111	5857	6038	6238	6324	12529	8931
TC à Oran %		12,36	12,99	14,1	13,14	11,68	11,32	10,93	10,4	19,67	12,59
TC National %		15,19	14,63	15,25	13,67	12,84	12,55	13,5	13	17,6	12,17

affiche une croissance de l'ordre de 19,67 % (la plus élevée sur cette décennie). En dépit donc de ces fluctuations, il y a une certaine permanence du phénomène de création d'entreprises. Certes, la conjoncture dont il est nécessaire d'en identifier les caractéristiques influe sur l'intensité des créations, mais sur toute la période étudiée, le taux de création demeure à un niveau élevé qui n'est jamais descendu au -dessous de 10%.

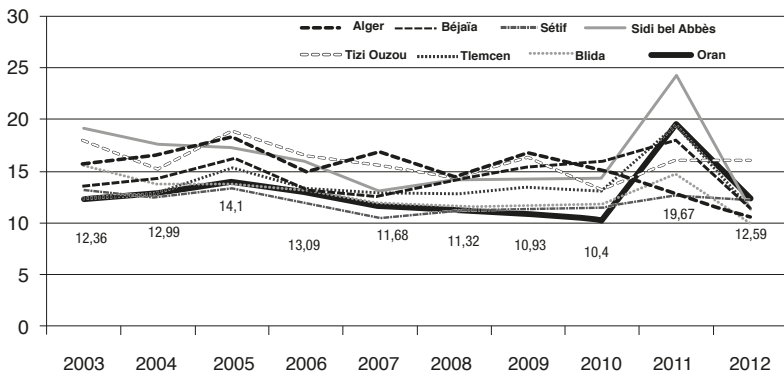
Par ailleurs, lorsqu'on compare la situation des créations au niveau national, la wilaya d'Oran affiche une nette faiblesse. La croissance du taux de création à l'échelle nationale n'a pas baissé au -dessous de 12 %, bien que ce taux ait connu des fluctuations baissières entre 2006 et 2010. Mais, comme à Oran, 2011 semble être une année de forte activité entrepreneuriale puisque le taux global des créations atteint 19,6 % du tissu économique, ce qui est bien supérieur à celui enregistré la même année au niveau national (17,6%). A l'exception de ces deux dernières années, le graphique 04 montre bien que, sur toute la période, les créations à Oran restent relativement faibles par rapport à la moyenne nationale.

### Qu'en est-il des autres wilayate ?

A titre de comparaison, nous avons retenu 8 wilayate pour mieux apprécier le taux de création à Oran. Le choix de ces dernières ne s'est pas fait sur un critère précis sauf celui de leur poids de leur tissu économique respectif. En 2011, le stock global des wilayate d'Alger, Blida, Béjaïa Tizi-Ouzou, Tlemcen, Sidi-bel-Abbès représente le tiers du stock national (33,93%). Ce qui suppose que ces wilayate ont connu des mouvements importants d'attraction de l'activité économique.

**Graphique 4 les taux de création à Oran et à l'échelle nationale**

Ainsi, lorsqu'on compare le taux de création d'Oran avec celui de ces huit wilayate, on peut facilement constater la faiblesse des créations à Oran.

**Graphique 05 Evolution des taux de création à Oran et comparaison avec huit wilayas**

Le graphique 05 montre bien cette situation, puisque la majorité des courbes se trouve presque au dessus de celle de la wilaya d'Oran. Les wilayate d'Alger, de Tizi-Ouzou et Béjaïa semblent être les territoires les plus attractifs. Ce graphique montre aussi une sorte de déclin en termes de croissance des créations pour l'année 2011 pour toutes les wilayate. Oran et Sidi-bel-Abbès sont les plus performantes puisque respectivement, elles affichent un TC de 19,4% et 24,3%.

Tableau 11 Les disparitions d'entités économiques

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Stock Oran	36590	39488	42482	46491	50138	53362	57088	60795	63690	70956	75746
Les disparitions Oran		1623	2134	1979	2464	2633	2312	2531	3429	5263	4141
TD à oran		4,44	5,4	4,66	5,3	5,25	4,33	4,43	5,64	8,26	5,84
TD National		4,19	6,23	5,49	5,33	5,84	5,34	5,12	8,37	9,86	6,36

A côté des créations, un autre événement détermine l'évolution du volume du tissu économique, la disparition des entités économiques.

### Les disparitions d'entités économiques

Cet événement a été appréhendé par le taux de disparition ou appelé aussi dans certains écrits taux de sortie. Le taux de disparition (TD) se calcule comme suit :

$$TD = (\text{nombre de disparitions} / \text{année} / \text{stock global début N}) \times 100.$$

Bien entendu, ce ratio ne tient compte que des disparitions brutes, c'est-à-dire qu'il n'intègre pas les reprises, car, ces dernières ne figurent pas dans les tableaux statistiques publiés par le CNRC. Le tableau 11 présente les calculs relatifs à ce taux sur la période 2003-2012 pour Oran et le niveau national.

Comme le montre le graphique 06, sur toute la période, les disparitions des entités à Oran sont inférieures à celles enregistrées dans le territoire national.

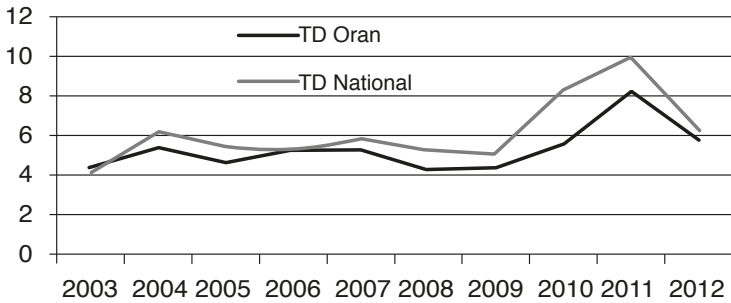
La wilaya d'Oran perd chaque année en moyenne 5% de son stock d'entités économiques à l'exception de l'année 2011 qui a connu comme pour le niveau national le taux de disparition le plus élevé, soit respectivement 8,26% et 9,86%. Ce constat fait de l'année 2011 une période de très forte dynamique économique puisqu'Oran affiche les taux de création et de disparitions les plus élevés de toute la période.

### Qu'en est-il des autres wilayate ?

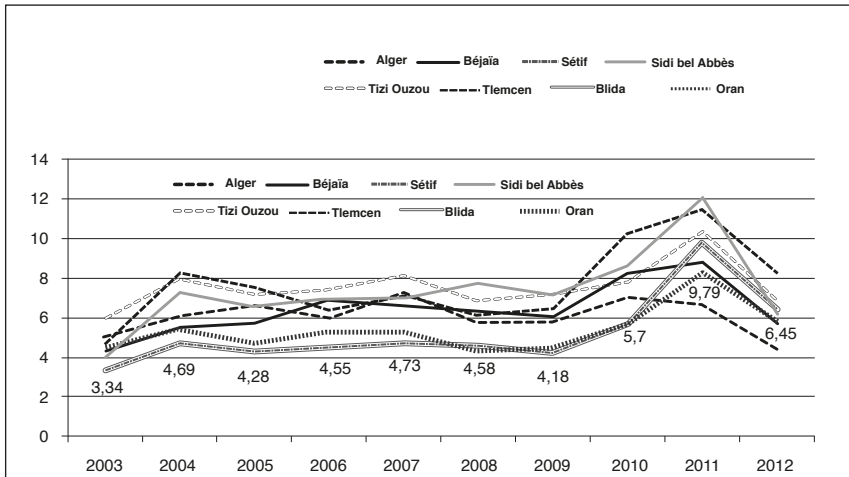
La wilaya d'Oran semble être la moins touchée par les sorties des entités économiques. Le graphique 07 montre assez bien la faiblesse du

taux de disparition par rapport aux autres wilayate à l'exception, sur la périodes 2003-2007, de la wilaya de Blida qui enregistre les TD les plus faibles.

**Graphique 06 comparaison taux de disparition à Oran aux taux du niveau national**



**Graphique 07 Evolution des taux de disparition à Oran et de huit wilayas en %**



Pour Oran, ce graphique indique plusieurs faits. Tous d'abord, la faiblesse des taux de disparitions montre une relative pérennité des entreprises sur le territoire. Celles-ci réalisent des performances qui favorisent la sédentarisation dans un marché qui présente peut-être une demande relativement durable et suffisante. En effet. Si l'on prend comme exemple l'année 2010, le nombre de nouvelles entreprises atteint 12529 contre 5263 entreprises disparues. Ce qui implique que

Tableau 12 Taux de renouvellement annuel à Oran

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Créations		4521	5128	5988	6111	5857	6038	6238	6324	12529	8931
Disparitions		1623	2134	1979	2464	2633	2312	2531	3429	5263	4141
TR à Oran		2,79	2,4	3,03	2,48	2,22	2,61	2,46	1,84	2,38	2,16

pour une disparition, il y a deux entités qui naissent au cours de l'année.

Bien entendu, le jeu de création et de disparition est important pour l'activité de production. D'abord parce qu'il modifie sur le long terme le volume du tissu économique. Mais aussi, parce que le renouvellement de ce dernier est largement conditionné par l'apparition et la pérennisation de nouvelles entreprises. On peut en effet considérer que les entrants qui connaissent le succès contribuent, par leur dynamisme, à une amélioration des performances ainsi qu'à une évolution positive du système national et régional de production<sup>11</sup>. Le renouvellement peut être mesuré par le rapport annuel des créations sur les disparitions que nous appellerons taux de renouvellement (TR). Ce taux est calculé pour chaque année (n) par le rapport des créations sur le total des disparitions.

$$TR n = \frac{CREATIONS n}{DISPARITIONS n} \times 100$$

Le chiffre trouvé indique pour chaque disparition combien de créations interviennent pour la renouveler. Plus ce chiffre est grand plus il y a un renouvellement important du tissu économique. Le tableau 12 présente les calculs du taux de renouvellement pour la wilaya d'Oran. Le renouvellement annuel est resté relativement stable sur cette période. Les chiffres indiquent des taux compris entre une valeur minimale de 1,84 enregistrée en 2010 et une valeur maximale de 3,03 enregistrée en 2005 où les créations nouvelles représentaient plus de trois fois (3,03) les disparitions enregistrées. Pour tout type d'entité, les chiffres montrent qu'en moyenne, la wilaya d'Oran enregistre chaque année la création de deux nouvelles entités pour remplacer une

11. Hubert JAYET & André TORRE, op. cit. p76



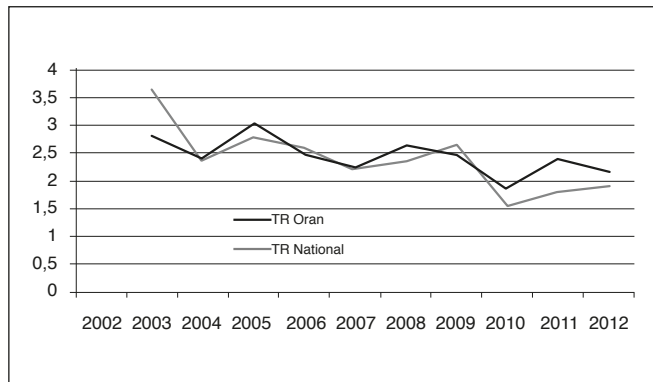
Tableau 13 : taux de renouvellement annuel du tissu économique à l'échelle nationale

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Création		119228	127479	144078	142095	144271	150882	173954	181534	257238	191720
Disparitions		32926	54247	51829	55365	65574	64203	65982	116974	144053	100167
TR NATIONAL		3,62	2,35	2,78	2,57	2,2	2,35	2,64	1,55	1,79	1,91

disparition. Le niveau de renouvellement le plus élevé est enregistré en 2005 où trois (3,03) nouvelles créations viennent remplacer une disparition.

Les calculs effectués pour le niveau national (tableau 13) permettent de constater, comme le montre le graphique 8, une tendance baissière du renouvellement à l'échelle nationale, tout comme dans la wilaya d'Oran où, respectivement, le renouvellement du tissu économique perdent durant cette période, 1,7 et 0,63 point.

Graphique 08 comparaison taux de renouvellement à Oran et à l'échelle nationale



### 10.3 Structure du tissu économique selon la nature de l'activité

Les chiffres du tableau 14 individualisent nettement le secteur du commerce avec ses trois composantes (le commerce du gros, du détail et l'import & export). Ce secteur représente à Oran, en moyenne sur cette période, 55% du total des entreprises. En deuxième position, il y a le secteur des services. Ce dernier représente presque 38% en 2011. Enfin, le secteur de l'industrie ne représente, en moyenne, que 14%. L'on pourrait déduire de ces données l'existence d'une hiérarchie entre les secteurs. Cette hiérarchie est restée identique sur cette

Tableau 14 répartition des entités économiques selon le type d'activité entre 2002 et 2012 à Oran

Oran	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Secteur de l'industrie	4794	5257	5736	6530	6958	7604	8378	9237	9833	10823	11712
Secteur de l'industrie en %	13,1	13,31	13,5	13,99	13,88	14,25	14,68	15,19	15,44	15,25	15,46
Secteur des services	10111	10919	11926	13462	15063	16362	17783	17764	19151	25142	29060
Secteur des services en %	27,63	27,65	28,07	28,83	30,04	30,66	31,15	29,22	30,07	35,43	38,37
Secteur du commerce	21685	23312	24820	26698	28117	29396	30927	32121	33033	33318	34974
Secteur du commerce en %	59,26	59,04	58,42	57,18	56,08	55,09	54,17	52,83	51,87	46,96	46,17
Stock global à Oran	36590	39488	42482	46690	50138	53362	57088	60795	63690	70956	75746

Tableau 15 Evolution du stock national par secteur d'activité 2002-2012

National	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Secteur de l'industrie	127468	143207	155376	168716	184125	199671	217525	237699	246014	258318	273244
Secteur de l'industrie en %	16,24	16,44	16,45	16,27	16,39	16,61	16,88	17,02	16,83	16,41	16,4
Secteur des services	209378	236975	265848	303170	338314	368162	400222	390108	428301	533864	639941
Secteur des services en %	26,67	27,2	28,15	29,24	30,11	30,63	31,05	27,93	29,31	33,91	38,41
Secteur du commerce	448094	491060	523250	564837	601014	634317	671082	707885	725937	721255	752914
Secteur du commerce en %	57,09	56,36	55,4	54,48	53,5	52,77	52,07	50,68	49,68	45,81	45,19
Stock global national	784940	871242	944474	1036723	1123453	1202150	1288829	1396801	1461361	1574546	1666099

période. On peut déduire que les jeux de créations et de disparitions d'entités économiques n'ont pas modifié la structure du tissu productif au niveau de sa composition sectorielle. Mais si la hiérarchie n'a pas changé, la dynamique entre secteurs n'est pas la même. Dans la wilaya d'Oran, tout comme à l'échelle nationale, l'évolution du parc d'entreprises de services est la plus importante, puisqu'entre 2002 et 2012 **2011**, le nombre d'entités du commerce s'est multiplié par respectivement 2,87 et 3,05. En seconde position, c'est le secteur de l'Industrie qui affiche le taux d'augmentation le plus important. En l'espace de dix ans, le stock des entités industrielles a augmenté de 2,44 fois à Oran et 2,14 fois au niveau national. Sur la même période, le volume global des entreprises du secteur du commerce n'a été multiplié que par 1,61 à Oran et 1,68 dans le territoire national. Enfin, on constate que le secteur de l'Industrie, (secteur manufacturier, BTP et artisanat) est très présent dans la wilaya d'Oran et le niveau d'évolution permet de penser que les entreprises restent dans la wilaya.

A partir des deux tableaux précédents, il est intéressant de remarquer d'une part, l'existence d'une même hiérarchie entre les secteurs aussi bien dans la wilaya d'Oran que dans le territoire national, et d'autre part, le même rythme d'évolution semble exister surtout au niveau national où il n'existe pas d'augmentation spectaculaire de la taille de chaque secteur. En termes de comparaison avec le tissu économique national, les données permettent de constater que le secteur de l'industrie à Oran affiche une augmentation en termes de volume d'entreprise industrielle plus importante que celle enregistrée au niveau national. Le stock global d'entités industrielles a été multiplié par 2,44 fois. L'évolution du secteur de commerce et des services a enregistré un même renouvellement.

## **Principales caractéristiques démographiques des PME dans la wilaya d'Oran**

Cette partie consiste en l'identification des principaux mouvements de créations, de disparition et de pérennité des PME de la wilaya d'Oran. Pour relativiser les résultats, des comparaisons seront faites avec les mouvements enregistrés au niveau national et de quelques wilayates. Les événements démographiques qui seront observés

Tableau 16. Evolution de la part des PME oranaises dans la formation du tissu économique

ORAN	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Stock Oran	36590	39488	42482	46491	50138	53362	57088	60795	63690	70956	75746
PME en %	13,17	13,52	14,46	14,82	14,73	15,06	16,05	16,63	17,09	16,59	16,72
Personnes physiques En %	86,83	86,48	85,54	85,18	85,27	84,94	83,95	83,37	82,91	83,41	83,28

Tableau 17. Evolution de la part des PME dans la formation du tissu économique national

ORAN	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Stock national	784940	871242	944474	1036723	1123453	1202150	1288829	1396801	1461361	1574546	1666099
PME en %	8,88	9,1	9,65	9,86	9,79	9,83	10,09	10,21	10,36	10,16	10,21
Personnes physiques en %	91,12	90,9	90,35	90,14	90,21	90,17	89,91	89,79	89,64	89,84	89,79

concernent les entreprises personnes morales que nous appellerons dans cette partie les « PME ». Dans un premier temps, nous examinerons la variation du stock sur la période 2002-2012. Ensuite, nous décrivons l'évolution des créations et des disparitions ainsi que le renouvellement du parc de PME. Afin de mieux cerner le rôle des différents secteurs d'activité dans le développement du tissu de PME dans la wilaya, nous examinerons la démographie des entreprises industrielles, commerciales et de services.

### Les PME dans le tissu économique

Les entreprises personnes physiques restent dominantes en termes de nombre, mais leur contribution dans la formation du tissu économique diminue légèrement ces dix dernières années. En 2002, les personnes physiques représentent presque 87 % du tissu économique alors qu'en 2012 elles perdent quatre points. En dépit de la faible présence dans le tissu économique global, les PME enregistrent des taux de variation de volume positifs sur les dix dernières

années. En 2002, 13% du tissu économique est composé de PME. Dix ans après, celles-ci représentent presque 17%. Le tableau 16 présente la part des PME dans le tissu économique.

Avec une ampleur moins importante, le même constat se dégage lorsqu'on examine les données du stock national. Les PME représentent en 2012 presque 10,21% du tissu économique national. Alors que cette part était seulement de 8,88% en 2002.

Par ailleurs, la part des PME dans le tissu économique à Oran affiche des taux (en augmentation) plus importants que ceux enregistrés au niveau national. En début de période, 13,17% du tissu économique à Oran est composé de petites et moyennes entreprises, alors qu'au niveau national, elles ne représentent que 8,88%. En 2012, la part des PME à Oran et au niveau national est respectivement 16,72% et 10,21%. Ce constat indique que la PME devient d'une année à l'autre un acteur important du tissu économique et cela amène à s'interroger sur le rythme de leur évolution. Il s'agit de savoir si le stock global a connu une croissance régulière, ce qui conforte le résultat précédent ou bien une croissance instable. Le titre qui suit examine le taux de variation du stock global des PME à Oran en comparaison avec le stock national.

### **11.1 Evolution du stock des PME**

L'évolution du volume des entreprises à Oran est évaluée sur la base de l'évolution annuelle du stock mais aussi par la comparaison des stocks de début et de la fin de période, que nous appellerons le taux de renouvellement. Ce dernier se calcule par le rapport entre le stock de 2012 et celui de 2002.

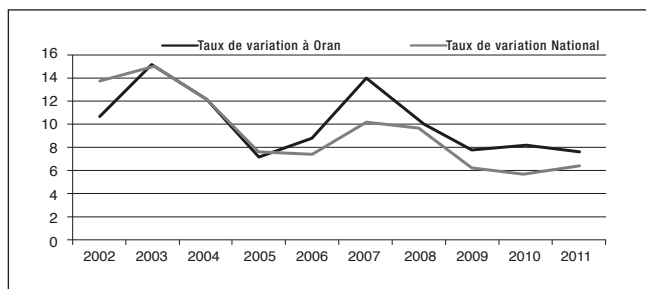
Les chiffres du tableau 18 indiquent que le renouvellement des PME en dix ans est important à Oran comme au niveau national. Le volume global des PME existantes en 2012 représente 2,63 fois celui de 2002. Ce taux de renouvellement reste supérieur à celui qu'affichent les PME nationales dont le nombre global a été multiplié par 2,44. Si ces chiffres montrent un renouvellement important du parc des PME, la croissance annuelle sur cette période n'est pas stable. Elle enregistre à Oran et au niveau national une baisse très importante en 2010 puisque respectivement la croissance enregistrée est de seulement de 7,66 % et 6,15 %. Ces chiffres restent en deçà du

Tableau 18. Evolution du stock de PME 2002-2012 : Oran et national

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Stock PME Oran	4819	5337	6144	6890	7384	8035	9163	10112	10887	11772	12664
taux de variation en %		10,75	15,12	12,14	7,17	8,82	14,04	10,36	7,66	8,13	7,58
PME national	69692	79289	91115	102192	109947	118112	130006	142579	151343	159991	170178
taux de variation en %		13,77	14,92	12,16	7,59	7,43	10,07	9,67	6,15	5,71	6,37

taux enregistré en 2004, où la croissance du stock enregistré 15,12 % de croissance à Oran et 14,92% au niveau national. Un autre fait méritant d'être souligné, concerne l'instabilité de la croissance. Sur toute la période, on n'observe pas une régularité d'accumulation d'entreprises. Mais, ce qu'on peut remarquer à partir de ces deux séries, c'est le niveau bas de croissance depuis 2008. L'intensité de la croissance du stock des entreprises diminue à Oran mais aussi au niveau national, et perd en moyenne chaque année en termes de taux de variation un à deux points, comme le montre le graphique 09.

**Graphique 09 Évolution comparée des taux de variation du parc de PME à Oran et à l'échelle nationale**



## 11.2 La pérennité des entreprises :

La pérennité est une caractéristique démographique qui renseigne sur la capacité d'un territoire donné à conserver chaque année, le stock existant l'année passé. Le taux d'entreprises pérennes (TP) se calcule donc par le rapport suivant :

$$TP = (\text{stock PME année } N-1 / \text{stock PME année } N) \times 100$$

Le tableau 19 présente le TP pour la période 2002-2012. Sur toute la période, il

Tableau 19 Taux de pérennité des PME 2002-2012

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
PME pérennes Oran		90,29	86,87	89,17	93,31	91,9	87,69	90,62	92,88	92,48	92,96
PME pérennes national		87,9	87,02	89,16	92,95	93,09	90,85	91,18	94,21	94,59	94,01

Tableau 19 Taux de pérennité des PME 2002-2012

	EURL	SARL	EPIC	SNC	SPA	C Agricole	C artisanale	SDF	AUTRES	TOTAL
NOMBRE D'ENTITÉS	2631	5757	78	848	191	20	394	9	156	10084
%	26.09%	57.09%	0.77%	8.40%	1.89%	0.19%	3.90%	0.08%	1.54%	100%

existe en moyenne 90,8% de PME pérennes. Autrement dit, le nombre de PME qui restent présentes et actives (au du moins enregistré comme tel) l'année qui suit s'élève à 90,8% dans la wilaya d'Oran. Ce taux est relativement semblable à celui calculé pour le niveau national. Selon le tableau 19, le volume des PME pérennes tourne autour de 91,46 %.

### 11.3 Structure du parc de PME Oran

Nous nous intéressons à présent à la composition du stock d'entreprises en termes de formes juridiques et de types d'activité. Il sera question de savoir s'il existe une forme juridique dominante et s'il existe une hiérarchie entre les secteurs d'activité, en comparaison avec le stock national.

#### Les formes juridiques

Les données du Centre national de registre de commerce (CNRC) ne permettent pas d'identifier les formes juridiques. Pour ce faire nous utilisons les données publiées par l'Office national des statistiques (ONS) publiées en 2010 et qui ont concerné toutes les wilayate. Le tableau 20 restitue la part de chaque forme juridique dans le stock global de PME.

Tableau 20 Répartition des entreprises selon les types de personnes morales année 2010

	EURL	SARL	EPIC	SNC	SPA	C Agricole	C artisanale	SDF	AUTRES	TOTAL
Nombre d'entités	2631	5757	78	848	191	20	394	9	156	10084
%	26.09%	57.09%	0.77%	8.40%	1.89%	0.19%	3.90%	0.08%	1.54%	100%

Graphique 10. Répartition du stock d'entreprise à Oran par type de forme juridique

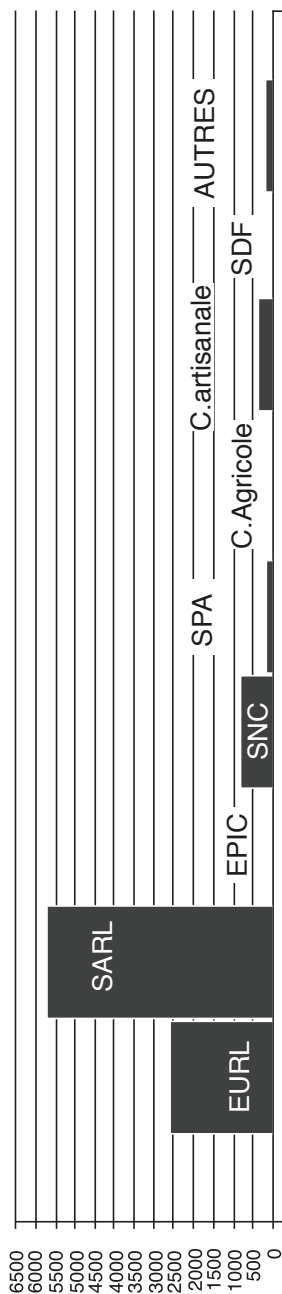
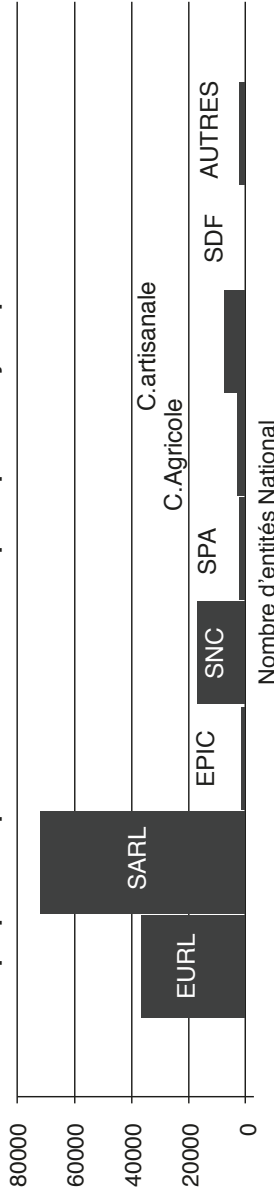




Tableau 21 Répartition des entreprises selon la formes juridique année 2010 (national)

	EURL	SARL	EPIC	SNC	SPA	C Agricole	C artisanale	SDF	autres	total
Nombre d'entités	37513	72857	2188	17728	3082	3394	8206	163	2625	147757
%	25.38%	49.30%	1.48%	11.99%	2.08%	2.29%	5.55%	0.11%	1.77%	100%

Graphique 11 : répartition du stock d'entreprises par forme juridique national



Le tableau 20 révèle que, bien que les SARL constituent la forme juridique dominante, 26% des fondateurs d'entreprises ont cependant choisi une forme juridique qui garantisse un contrôle absolu du capital en l'occurrence la EURL. Mais la prédominance de ces deux formes juridiques montre aussi le désir des entrepreneurs de protéger leur patrimoine personnel. La même tendance existe lorsqu'on examine les données nationales. Les sociétés à responsabilité limitée sont aussi dominantes (49,30%).

La prédominance des SARL, des EURL et des SNC est observée aussi dans toutes les wilayate comme le montre bien le tableau 22.

**Tableau 22. Répartition en pourcentage des formes juridiques de PME pour l'année 2010 dans quelques wilayate**

	<b>EURL</b>	<b>SARL</b>	<b>SNC</b>	<b>SPA</b>	<b>TOTAL WILAYA</b>
Alger	23,04	62,71	5,29	2,92	46 911
Tizi ouzou	8,74	25,8	17,12	0,63	10 084
SBA	28,49	56,26	2,3	2,06	1 653
Blida	29,88	52,61	10,66	10,66	5 187

### 11.4 Les secteurs d'activités

Le but de ce paragraphe est de montrer comment dans la wilaya d'Oran, a évolué le stock des PME dans le secteur de l'industrie, du commerce et des services au cours de cette décennie, et en même temps, d'identifier la hiérarchie entres ces secteurs, en la comparant avec celle observée à l'échelle nationale.

Les données du tableau 23 et 24 montrent bien qu'il existe une hiérarchie entre les secteurs économiques. Le commerce représente une moyenne 40% des PME existantes, suivi par le secteur des services (34%). En dernière position, le secteur de l'industrie contribue à raison de 30,4% dans le volume global des PME. La part de chaque secteur dans la formation du stock global ne s'est pas modifiée entre 2002 et 2012. Même en fin de période, ce sont quasiment les mêmes proportions qui apparaissent. La situation est différente lorsqu'on compare ces chiffres avec ceux calculés pour les PME nationales, comme la montre le Tableau 24.

Dans la wilaya d'Oran, le secteur du commerce est le premier secteur qui représente en moyenne 40,39 % du stock national. Il est suivi par le secteur de l'industrie (36,51%) et du secteur des services (33%). Mais en termes de variation, le secteur de l'industrie enregistre un recul important au cours de cette période. Il perd environ 05 points en dix ans alors que le secteur du commerce gagne presque 06 points. Le secteur des services affiche une relative stagnation autour de 30%. Ces variations modifient considérablement la hiérarchie des secteurs. En début de période c'est le secteur de l'industrie qui est à la tête des secteurs suivi du commerce et des services. Dix années plus tard, la hiérarchie s'est complètement modifiée puisque les PME commerciales

Tableau 23. Répartition des secteurs au niveau d'Oran en %

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Industrie en %	27,83	27,99	26,92	27,02	27,91	28,69	27,93	27,76	27,76	27,4	27,12
Commerces en %	40,01	39,85	42,63	43,35	42,02	40,54	41,22	41,34	41,17	41,17	41,65
Services en %	32,16	32,15	30,45	29,62	30,07	30,78	30,85	30,9	31,07	31,42	31,22

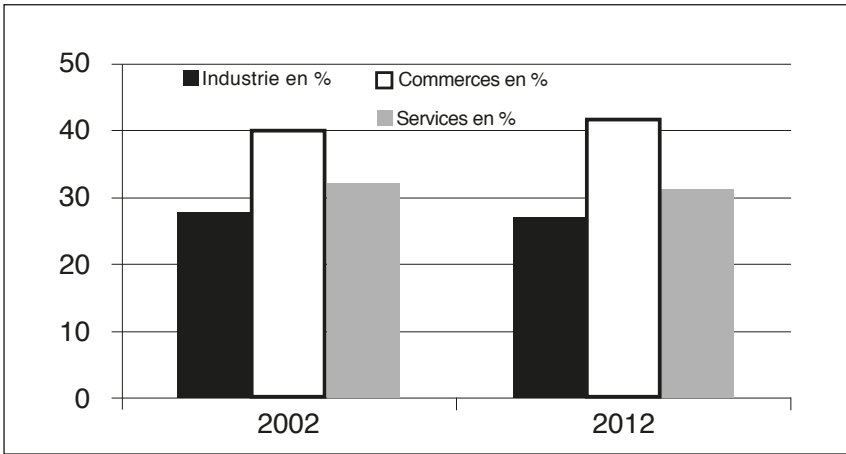
Tableau 24 Répartition des secteurs au niveau national en %

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Industrie en %	35,56	35,3	34	33,45	33,99	34,02	33,07	32,25	31,79	31,13	30,55
Commerces en %	33,88	34,58	36,62	37,27	36,06	35,24	36,56	37,47	37,95	38,75	39,52
Services en %	30,56	30,12	29,38	29,28	29,95	30,73	30,37	30,28	30,26	30,12	29,94

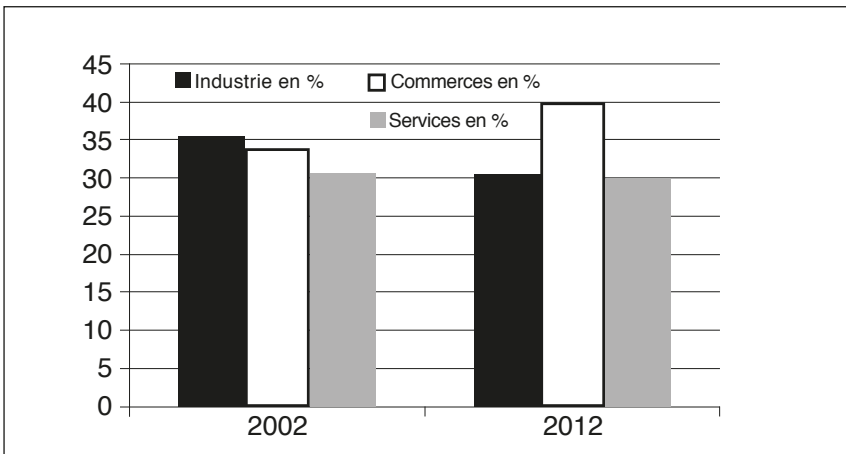
contribuent à raison de 39,52% dans la formation du stock global beaucoup plus que les PME de l'industrie qui voient leur contribution reculer à 30,55%. Les deux graphiques qui suivent (12 et 13) montrent assez bien l'évolution de la hiérarchie des secteurs à Oran et à l'échelle nationale.

Cette situation peut s'expliquer par les mouvements démographiques qui sont intervenus durant cette période. Quelles sont les conclusions que l'on pourrait tirer de l'examen des niveaux de création et de disparition de ces entreprises ?

**Graphique 12 évolution de la structure des secteurs entre 2002 et 2012 à Oran**



**Graphique 13 Evolution de la structure des secteurs entre 2002 et 2012 au niveau national**



### 11.5 Analyse démographique des PME

Cette partie tente de mettre en relief l'ampleur des événements démographiques sur la formation du tissu de PME. Dans un premier temps, il sera question de cerner l'évolution des taux de création, de disparition et de renouvellement du parc d'entreprises sur la période 2002-2012. Dans une autre phase, nous examinerons ces événements par rapport aux secteurs d'activités, le but ici est de mieux cerner la dynamique des secteurs en termes de formation et de mortalité.

Tableau 25. Les taux de création à Oran et au niveau national

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
TC Oran		13,99	19,04	15,71	12,32	12,84	17,46	31,88	10,55	11,42	12,1
TC National		16,86	19,12	16,37	12,86	12,37	15,02	14,19	12,16	11,88	11,18

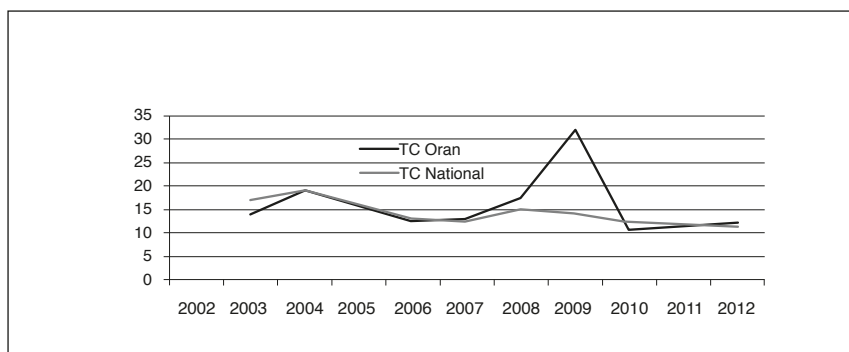
### La création des PME

Bien entendu, la création de PME, pour être considérée ainsi, doit être matérialisée par le démarrage effectif de l'activité (lancement de la production, installation des équipements, ventes). Cependant, faute de données précises concernant la création réelle des activités économiques, nous utilisons les immatriculations comme indicateurs de la création d'entreprise. Après retraitement des séries statistiques des immatriculations (CNRC), les taux de création à Oran et au niveau national sont configurés dans le graphique 14.

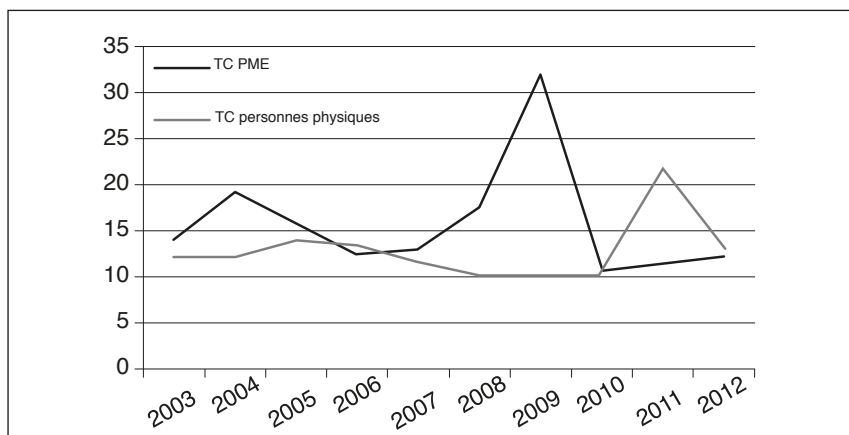
Durant cette période, les taux de création dépassent les 10%. L'année 2009, la wilaya d'Oran a enregistré le taux le plus élevé (31,88%) après celui de la wilaya de Sétif (51,94%). Par ailleurs, les graphiques 14 et 15 montrent bien que l'évolution des créations à Oran comme au niveau national enregistre des taux relativement semblables. Le taux de création à Oran suit quasiment celui du territoire national.

L'exception enregistrée ici, concerne l'année 2009. Contrairement à des constats faits dans certains écrits, cette année est la plus dynamique, puisque la wilaya d'Oran a vu l'émergence de l'équivalent de 31% du stock de la même année. En dépit de cette performance qui reste peut-être conjoncturelle, les mouvements de création s'affaiblissent en termes de densité. Il ressort aussi que les créations n'ont jamais atteint les taux de 17 et 19% enregistrés respectivement en 2003 et 2004. Outre la faiblesse de ces créations en termes de volume, leur évolution apparaît aléatoire.

**Graphique 14 Comparaison taux de création de PME  
à Oran et niveau national**

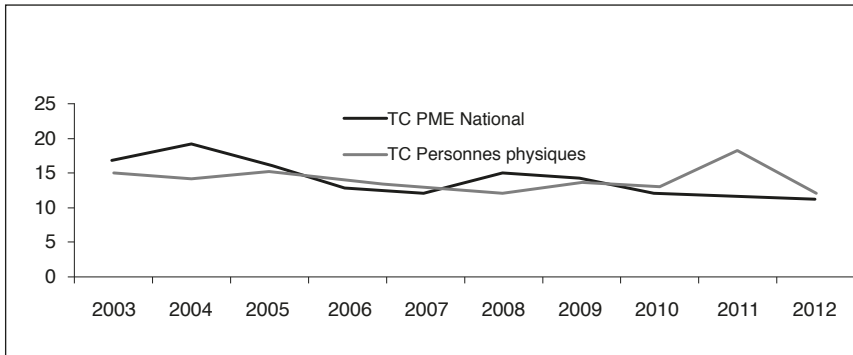


**Graphique 15 Comparaison des taux de création des PME  
avec des entreprises personnes physiques à Oran**



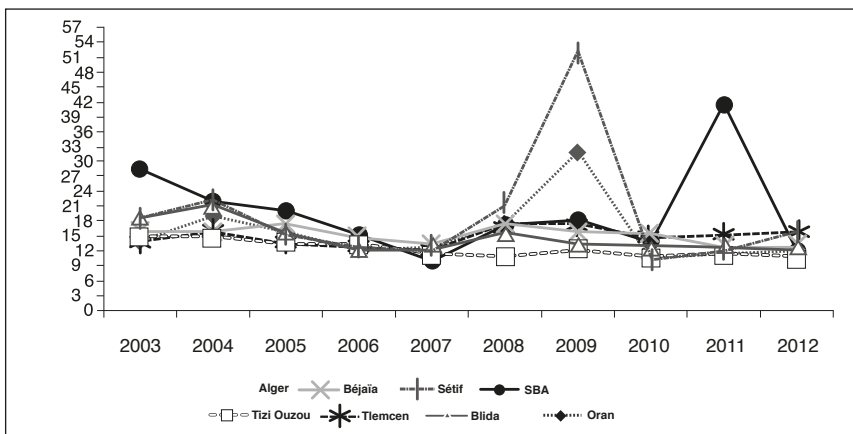
Sur toute la période, le taux de création de PME reste supérieur à celui enregistré pour les personnes physiques, avec un volume de création exceptionnel en 2009. Par rapport à leurs stocks respectifs (cf. annexe N°4), le taux de création d'entreprises « personnes morales » représente quatre fois celui des personnes physiques. Ce type d'entités affiche le taux le plus faible sur les dix ans, puisque seulement 3317 immatriculations ont été enregistrées sur un total de 49010 en début d'année (6,92). Selon le graphique 16, le même constat semble se dégager au niveau national.

**Graphique 16 comparaison taux création des PME avec les personnes physiques au niveau national**



Ce graphique montre bien le pic de création de personnes morales enregistré en 2009 (61,19%). Le taux de création des personnes morales est quatre fois supérieur à celui des personnes physiques. En dépit de ces résultats, il est difficile de se prononcer sur une dynamique stable en matière de création d'entreprise, la série 2003-2012 permet, au contraire, de déduire l'existence d'un mouvement aléatoire de création d'entreprises pour Oran comme pour le niveau national. Afin de mieux cerner ce phénomène, il est utile de voir cette situation par rapport aux autres wilayate.

**Graphique 17 Comparaison taux de création de PME à Oran et quelques wilayate**



Toutes ces wilayate affichent de 2003 à 2008 une tendance baissière en matière de création de nouvelles entreprises. Mais la forte

conjoncture de 2009 est bien visible. Le volume de création croît brutalement au cours de cette année. En effet, ce qui a été créé à Tlemcen et Bel Abbès représente presque le double de ce qui existait comme stock d'entreprises en début de 2009 pour ces deux wilayate. Cependant, les wilayate qui disposent du stock d'entreprise « personnes morales » le plus élevé ont enregistré les taux de création les plus faibles, en l'occurrence Alger. Après cette année exceptionnelle, le taux de création n'atteint pas son niveau de début de période, au contraire, toutes les wilayate du centre (Alger, Blida, Béjaïa et Tizi-Ouzou) affichent les taux les plus faibles de la décennie. Seule Bel Abbès a attiré le plus de créations (24%). Cette position particulière de la wilaya d'Oran laisse penser qu'il y avait une conjoncture favorable en 2009.

## 11.6 Les disparitions de PME

Sur toute la période, le taux de disparition calculé pour les deux formes juridiques n'a pas connu un mouvement brutal ni à la hausse ni à la baisse. Il se maintient entre 3,24% et 5,15%. Par ailleurs, la distribution des taux de disparition pour les personnes physiques et morales montre que la forme juridique est neutre par rapport au phénomène de cessation d'activité (volontaire ou sous contraintes objectives). La situation d'Oran semble en outre particulière par rapport au phénomène de disparitions au niveau national. Lorsqu'on observe le graphique 18, il ressort que sur toute la période, la mortalité des PME est bien inférieure à celle enregistrée au niveau national

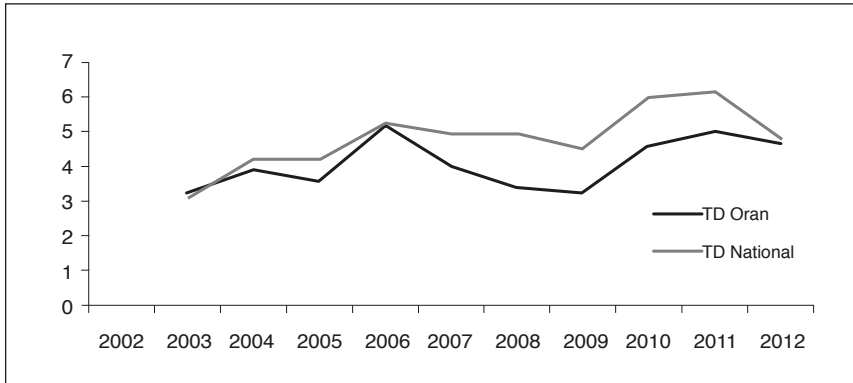
Afin de mieux cerner cette situation, il est préférable de comparer l'intensité des disparitions des PME enregistrées dans la wilaya d'Oran avec les wilayate retenues précédemment. Les calculs effectués, à ce titre, permettent de confectionner les deux graphiques qui suivent.

Comme le montre le graphique 19, la wilaya d'Oran est plus performante en matière de rétention des PME. Le trait traçant l'évolution des disparitions de PME à Oran met en relief des taux les plus faibles, comparaison faite avec ceux des wilayas de Tlemcen et Sidi Bel Abbès. Le même constat semble se dégager pour les personnes physiques, comme le montre le graphique 20, la wilaya d'Oran après celle

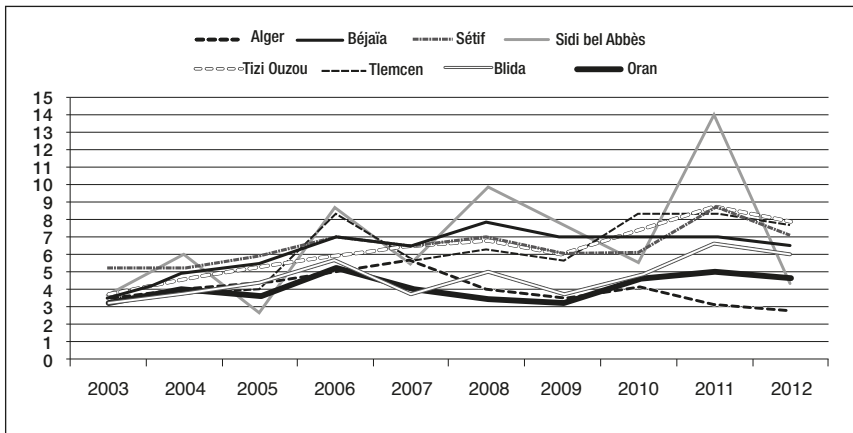


de Blida affiche une mortalité plus faible comparée avec les wilayate sélectionnées.

**Graphique 18 les taux de disparation des PME à Oran et à l'échelle nationale en %**



**Graphique 19 Les taux de disparation des personnes morales à Oran et comparaison avec quelques wilayate**



## 11.7 Le renouvellement du parc de PME

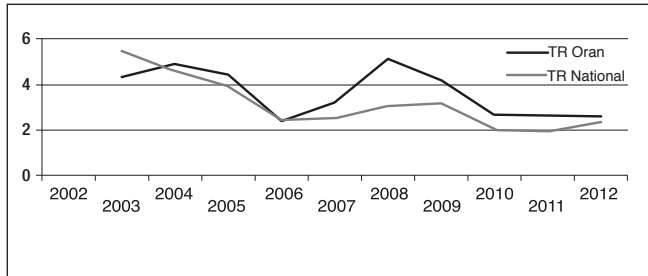
Sur toute la période, à Oran ou à l'échelle nationale, les taux de renouvellement sont restés supérieurs à 02. Mais, le renouvellement dans la wilaya d'Oran semble le plus élevé, à l'exception des deux années 2003 et 2006. En moyenne, pour une disparition d'entreprises il y a 3,6 créations, ce qui est légèrement supérieur aux proportions

Tableau 26. Renouvellement annuel Oran

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
TR Oran		4,32	4,86	4,41	2,39	3,19	5,1	4,17	2,66	2,61	2,59
TR national		5,45	4,54	3,88	2,44	2,5	3,03	3,14	2,02	1,93	2,32

du niveau national. Dans ce dernier cas, pour une disparition, il y a en moyenne une contrepartie de 3,1 créations.

**Graphique 20. comparaison de l'évolution des taux de renouvellement à Oran et à l'échelle nationale**



### 11.8 Analyse de la démographie des PME industrielles, commerciales et de services

Sur la base des données démographiques sectorielles, La dernière partie de cette recherche examine les mouvements enregistrés par les PME industrielles, de commerces et de services. Pour chacun de ces secteurs, nous examinerons les taux de création, de disparition et de renouvellement, en comparaison avec ce qui se passe au niveau national et au niveau de quelques wilayate choisis.

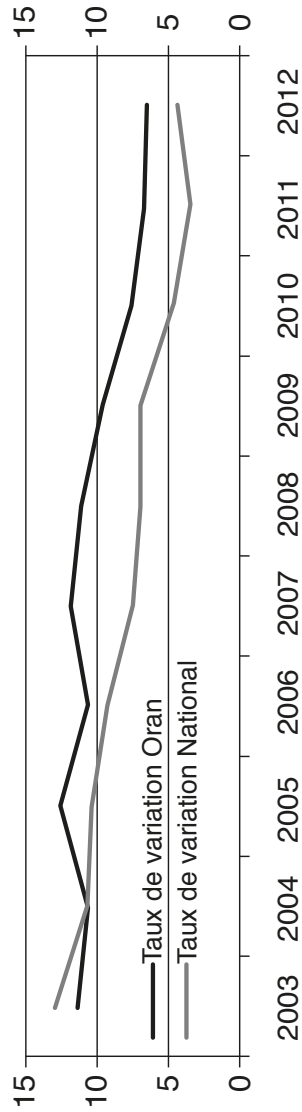
#### Les PME industrielles : évolution du parc global

L'évolution du stock de PME industrielles permet de constater une amélioration en termes de volume. Le stock disponible en 2012 représente deux fois et demi (2,5) le stock de 2002, ce qui est nettement supérieur à ce qu'a connu le stock industriel national. Mais entre ces deux dates, il ya des variations annuelles qui peuvent renseigner sur le rythme cette croissance. L'évolution du nombre de PME industrielles est appréhendée par le taux de variations annuel du stock. Ce dernier se calcule par le

Tableau 27 évolution des taux de variation du parc industriel à Oran et au niveau national

Oran	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
PME Industrielles	1341	1494	1654	1862	2061	2305	2559	2807	3022	3226	3435
Taux de variations		11,41	10,71	12,58	10,69	11,84	11,02	9,69	7,66	6,75	6,48
National	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
PME industrielles	24784	27987	30982	34186	37373	40184	42991	45975	48109	49806	51983
Taux de variations		12,92	10,7	10,34	9,32	7,52	6,99	6,94	4,64	3,53	4,37

Graphique 21 Comparaison du taux de variation au taux national en %



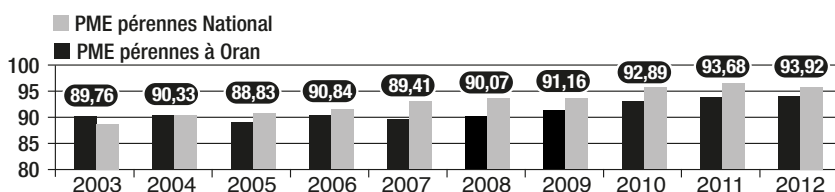
rapport de la différence de stock entre l'année n et l'année (n-1) sur le stock existant en début de l'année n. Le tableau 27 présente ces taux pour Oran et le niveau national.

Comme le montre le graphique 21, la croissance du volume du tissu industriel à Oran est nettement supérieur à celui enregistré au niveau national. Cependant, pour ces deux cas depuis 2008, cette variation affiche une diminution importante.

### La pérennité

Les chiffres indiquent que le nombre de PME industrielles pérennes s'est amélioré au cours de ces dix dernières années. Sur cette période, le taux de pérennité gagne 04 points, comme le montre le graphique 22. L'amélioration, c'est-à-dire, l'année à partir de laquelle une croissance supérieure à celle enregistrée en début de période) s'amorce à partir de 2008, puisque ce taux n'est jamais, depuis cette date, descendu au dessous de 90%. Ce qui signifie que cette wilaya garde en moyenne 91% des PME industrielles et restent actives. Le même constat se dégage lorsqu'on observe les données nationales. La croissance des PME pérennes est régulière, et gagne en moyenne 1 point chaque année. Le nombre moyen de PME industrielles pérennes est de 91%.

**Graphique 22. évolution de PME industrielles pérennes à Oran et au niveau national**

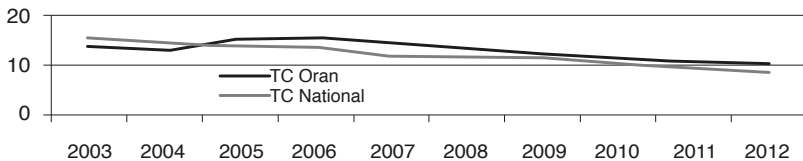


Le nombre d'entreprises pérennes reste bien entendu fortement déterminé par les jeux de créations et de disparitions de ces entreprises. C'est la différence entre l'intensité de création et celle de disparition qui déterminera le stock qui reste présent, au moins sur le plan de l'existence légale. Les paragraphes qui suivent examinent l'évolution des taux de création et de disparition des PME du secteur de l'industrie.

### Taux de création

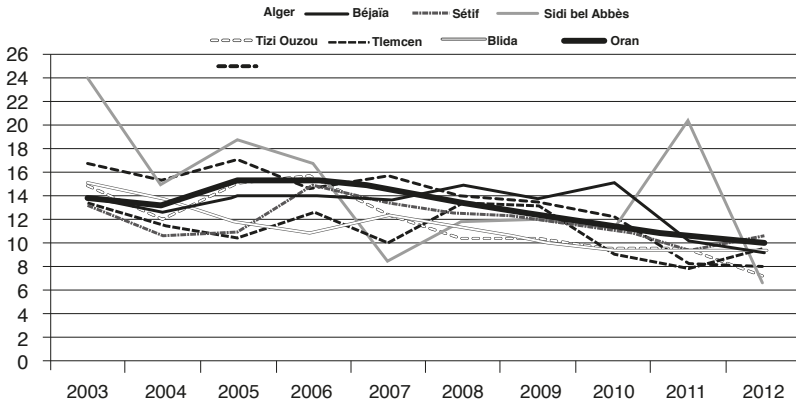
Le taux de création des entreprises industrielles est supérieur à 10% pour toute la période. Mais depuis 2008, les nouvelles créations dans ce secteur amorcent une chute libre pour se situer à seulement 10,26 % en 2012. Cette situation est inquiétante puisqu'elle reflète un recul de la dynamique industrielle dans cette wilaya. Curieusement, le même résultat est observé pour les créations de ces entreprises au niveau national. Comme à Oran, les PME industrielles amorcent aussi une diminution alarmante à partir de 2008, jusqu'à perdre 07 points en 2012, par rapport au taux de 15,55% enregistré en 2003.

**Graphique 23 Graphique Comparaison des taux de création à Oran aux taux de création au niveau national**



Pour affiner l'analyse, nous comparons ces résultats avec ceux des quelques wilayate retenues précédemment. Le tableau suivant calcule les TC sur la période 2003-2012 dans ces wilayate. Ces taux sont supérieurs à 10% avec deux taux record de 23,92% et 20,35% enregistrés dans la wilaya de Sidi Bel Abbès respectivement en 2003 et 2011. Par rapport au constat que nous avons évoqué plus haut, faisant état d'un recul des taux de création à partir de 2008, il semble, selon le graphique 24, que ces wilayate connaissent la même situation puisque la majorité d'entre elles, exception faite de Bel Abbès, d'Oran et Sétif ont enregistré des créations inférieures à 10%. Cela implique que, relativement, le recul de l'entrepreneuriat industriel constitue un fait qui concerne tous les territoires.

**Graphique 24. Comparaison des taux de création des PME industrielles à Oran aux taux de quelques wilayate**

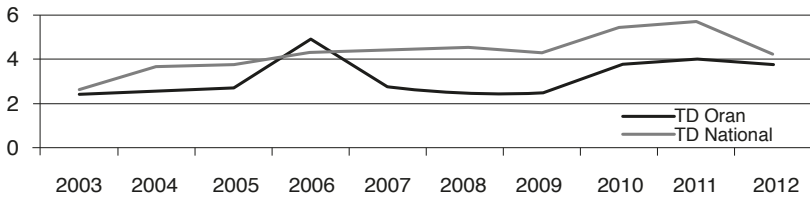
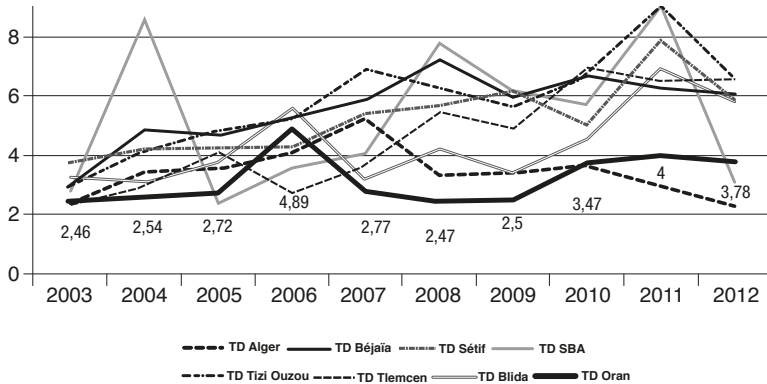


L'effet du recul de la création, sur la formation du stock industriel, semble être atténué par la faiblesse des disparitions dans ce secteur, sinon le secteur disparaîtrait complètement sur le moyen terme si les taux de disparition étaient de 10%. Le paragraphe qui suit discute l'évolution des disparitions de PME industrielles à Oran.

### **Taux de disparition**

Comme le montre le graphique 25, la disparition des PME industrielles reste relativement faible. Les taux calculés ne dépassent pas 5% et restent inférieurs sur presque toute la période aux taux calculés pour le niveau national (à l'exception de l'année 2006). Cependant, sur la période 2010-2012, ce taux commence à enregistrer une augmentation sensible à Oran, comme au niveau national, atteignant respectivement 04% et 5,68% en 2011, après une période de net recul (2006- 2008).

Bien entendu, il faudrait attendre les prochaines années pour se prononcer sur la tendance mais comparativement aux taux observés sur la période 2003 et 2008, les trois dernières années affichent des radiations plus élevées. Dès lors, on pourrait se demander si les PME industrielles à Oran se démarquent par ces caractéristiques ou s'agit-il d'un fait qui concerne tout le territoire national. Pour cela, nous comparons les taux de disparition enregistrés à Oran avec ceux des autres wilayate évoquées plus haut. Cette comparaison donne le graphique 26.

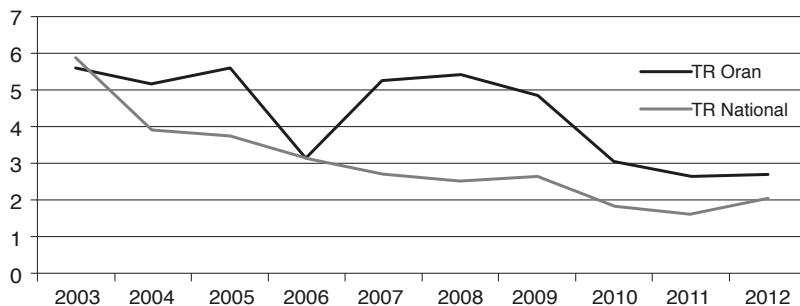
**Graphique 25. Comparaison des taux de disparition à Oran et au niveau national****Graphique 26. L'évolution du taux de disparition de PME par wilaya de 2003 à 2012**

Comparée à ces wilayate, Oran semble connaître le moins de disparitions. Elle se positionne en deuxième position après Alger. Mais les autres wilayate ont enregistré des taux de disparition dans l'industrie supérieurs à 5%, notamment à Tizi -Ouzou, et Sidi-bel-Abbès (9,07% et 09 %). D'un autre côté, le secteur de l'industrie affiche aussi des taux de disparition élevés sur les trois dernières années. De 2010 à 2012, toutes ces wilayate, à l'exception d'Alger, ont connu leur plus fort taux de création de la décennie. S'agit-il là d'un signe de « désindustrialisation » au profit d'autres secteurs comme le commerce. Il n'est pas possible de fournir des éléments de réponse tant que nous ne disposons pas des taux de transfert d'activité entre les différents secteurs. Ce taux peut nous renseigner sur le nombre de créations engendrées par des changements d'activité opérée par les entrepreneurs.

### **Le renouvellement des PME industrielles**

Le jeu de création et de disparitions des PME industrielles conditionne les capacités d'un territoire à renouveler son parc d'entreprises. Cette capacité est appréhendée par un taux appelé taux de renouvellement (TR). Un taux de renouvellement élevé indiquera, par hypothèse, que le milieu est favorable à la création de nouvelles activités et à la sédentarisation des entreprises. Le calcul de ce taux s'obtient par le rapport entre le total des créations enregistrées chaque année sur le total de disparitions de la même année. Plus ce taux est élevé plus il indique un renouvellement important. Le graphique 27 met en relief l'évolution du taux de renouvellement à Oran et au niveau national.

**Graphique 27. taux de renouvellement à Oran et à l'échelle national 2003-2012**



Le principal constat qui s'impose ici est la diminution régulière des capacités de la wilaya à renouveler le parc industriel après une relative performance au début de la période. Ce constat concerne aussi tout le territoire national, puisque le taux enregistré en 2003 avoisine les 06%, dix années plus tard, il perd 3,87 points. Les taux les plus faibles sont enregistrés en 2010 et 2011 (seulement deux créations pour une seule disparition).

A présent, nous nous interrogeons si les principales caractéristiques mises en relief pour le secteur de l'industrie diffèrent de celles du secteur du commerce. Ce dernier regroupe les entreprises du commerce de gros, de détail et de l'import-export.



## 11.9 Les PME commerciales

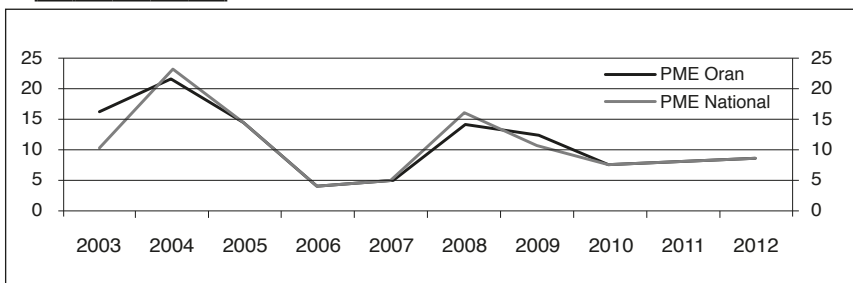
### L'évolution du stock global

Le tableau 28 montre le volume et la croissance des PME commerciales. Les courbes qui retracent l'évolution du stock de PME de commerce se juxtaposent presque sur toute la période. Le rythme d'évolution des entreprises commerciales suit la même tendance enregistrée au niveau national. Le graphique montre aussi une certaine volatilité quant à la croissance du tissu commercial. On pourrait repérer en effet trois périodes. La première de 2003 à 2006 enregistre une chute drastique de la croissance des PME commerciales à Oran comme au niveau national. Au cours de la deuxième période allant de 2006 jusqu'à 2008, la wilaya d'Oran affiche une tendance haussière où la croissance du parc de PME dépasse les 14 %. Mais, au cours de la période de 2009 à 2012, le taux de variation rechute à des niveaux très faibles qui n'ont pas atteint les performances du début de la période.

Tableau 28. Le volume et la croissance des PME commerciales

Commerce	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
PME Oran	1928	2127	2619	2987	3103	3257	3777	4180	4482	4847	5275
Taux de variation		10,32	23,13	14,05	3,88	4,96	15,97	10,67	7,22	8,14	8,83
PME national	23611	27421	33362	38083	39643	41628	47527	53424	57432	61990	67246
Taux de variation		16,14	21,67	14,15	4,1	5,01	14,17	12,41	7,5	7,94	8,48

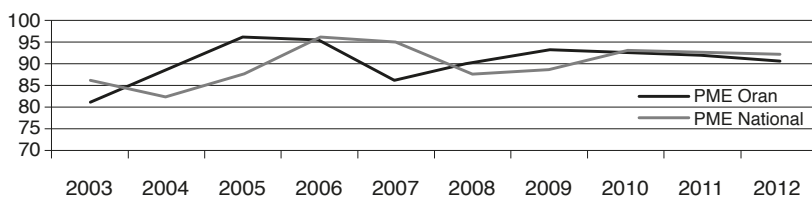
Graphique 28. L'évolution du parc de PME du commerce de la wilaya d'Oran



## Pérennité

Le nombre de PME pérennes se stabilise durant les quatre dernières années et atteint en 2012 plus de 90%, ce qui est nettement supérieur au taux enregistré en 2002 (81%). En dépit de cette performance, à partir de 2008, il y a de moins en moins de PME commerciales qui restent actives si on les compare avec les PME industrielles notamment à partir de 2008. En effet, chaque année, la wilaya d'Oran perd en moyenne un point en termes de taux d'entreprises pérennes, comme le montre le graphique 29. La situation par rapport au stock national est différente puisque ce dernier affiche une tendance haussière depuis 2008 qui se stabilise autour de 92%.

**Graphique 29. Évolution des PME pérennes du commerce à Oran comparé au niveau national**



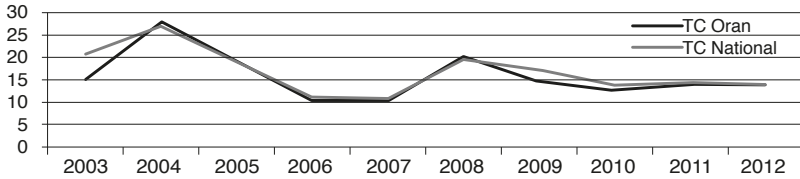
Avec une moyenne de 90,5 (90,4 à l'échelle nationale), les PME commerciales d'Oran affichent des taux de pérennité relativement inférieurs à ceux de l'industrie qui tourne autour de 91%. La question qui se pose est de savoir si ce constat est généré par les flux de création et de disparition. Le paragraphe qui suit examine leur évolution.

## Taux de création

La lecture croisée des deux courbes du graphique 30 permet de constater que la faiblesse des PME pérennes dans le commerce à Oran est causée par deux faits qui interviennent en concomitance. D'une part, il y a une diminution des nouvelles entrées sur le marché des entreprises du commerce, et, d'autre part, on enregistre une croissance relative des sorties. Autrement dit, il y a de moins en moins de nouvelles créations et de plus en plus de nouvelles disparitions. Peut être ce fait est-il le résultat du volume important des entreprises qui sont déjà installées et celle qui intègrent le marché chaque année. Le volume

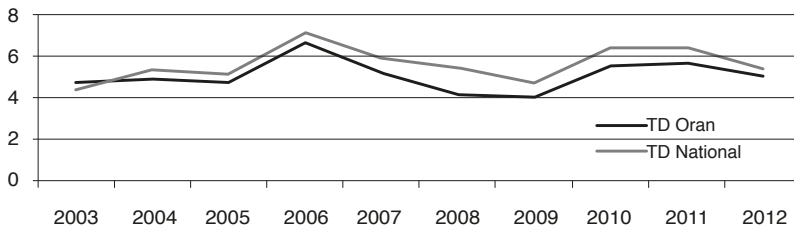
important d'entreprises accroît la probabilité de sortie des entreprises existantes du fait notamment de la saturation du marché.

**Graphique 30. Taux de créations des PME commerciales à Oran comparés à la moyenne nationale**



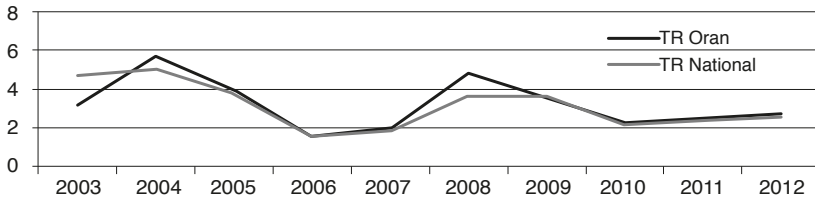
Par ailleurs, les données montrent une différence substantielle entre le secteur de l'industrie et celui du commerce. Ce dernier affiche des taux de mortalité beaucoup plus importants. En effet, comme le montre le graphique 31, les taux de disparition sont compris entre 4,05 et 6,6%, alors que les PME industrielles enregistrent des taux de mortalité qui n'ont pas dépassés les 05 %.

**Graphique 31. Les taux de disparition à Oran comparés à la moyenne nationale**



Lorsqu'on compare les niveaux de mortalité des PME à Oran avec ceux du niveau national, une dernière remarque mérite d'être soulignée. Sur toute la période étudiée, la mortalité dans le secteur du commerce à Oran est inférieure à celle enregistrée au niveau national à l'exception de l'année 2003. La faiblesse des nouvelles créations et le volume relativement important des disparitions, dans ce secteur, impliquent des renouvellements faibles aussi bien à Oran et qu'au niveau national. Comme le montre le graphique 32, en moyenne, la wilaya d'Oran enregistre trois 03,2 créations pour une seule disparition. Le même rythme de renouvellement caractérise les PME commerciales à l'échelle nationale.

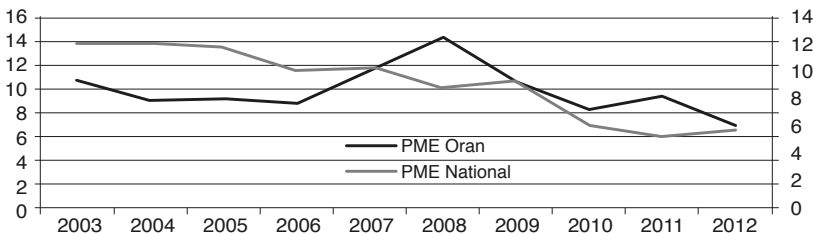
**Graphique 32. Renouvellement des PME du commerce à Oran et à l'échelle nationale**



### 11.10 Les PME de services

Le rythme de croissance du nombre de PME des services semble traverser deux phases au cours de la période 2002-2012. Une première phase allant de 2003 à 2008, au cours de laquelle la wilaya d'Oran a enregistré une croissance importante, puisqu'entre ces deux dates, elle gagne presque quatre points au moment où au niveau national on perd quatre points. Cependant à partir de 2008, la tendance s'inverse pour Oran, puisqu'elle perd en moyenne deux points chaque année, en termes d'augmentation du volume des entreprises de services. La situation est beaucoup plus défavorable au niveau national, car à partir de 2008, le recul continue. En 2012, le taux de variation du stock national des PME de services enregistre son plus bas niveau qui est de 6,85%.

**Graphique 33. Les taux de variations Oran et niveau national 2003-2012**

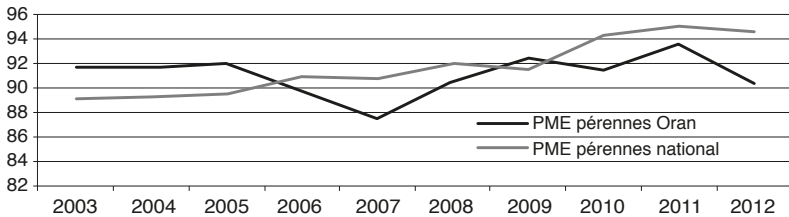


### Pérennité des PME de commerce

En termes de pérennité, selon le graphique 34, on pourrait déduire que d'un côté, la part des PME pérennes oranaises s'améliore à partir de 2008 par rapport aux niveaux enregistrés en 2006 et 2007 (respectivement 89,77% et 87,48%). D'un autre côté, les performances

enregistrées dans la wilaya d'Oran n'atteignent pas le niveau enregistré au niveau national qui tourne au tour de 95 %.

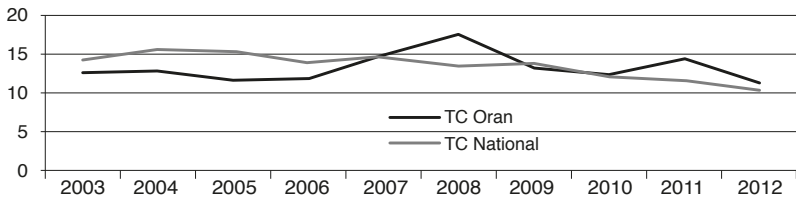
**Graphique 34. PME commerciales pérennes à Oran et à l'échelle nationale**



### Taux de création

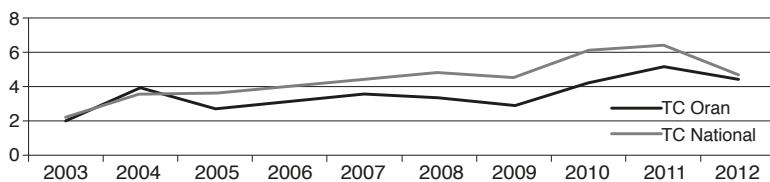
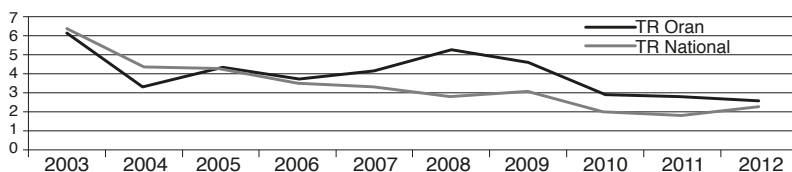
Les taux de création demeurent, sur toute la période, supérieurs à 10%, mais perdent environ 01 point sur les taux enregistrés en 2003 et 2012. Un recul plus important est constaté pour les PME nationales. Ces dernières enregistrent seulement 10,43 % de nouvelles créations alors que le taux affiché en 2003 était de 14,36%.

**Graphiques 35. Évolution des taux de création à Oran et au niveau national**



### Taux de disparition

Globalement, les taux de disparition enregistrés pour les PME oranaises sont inférieurs à ceux du niveau national. Cependant, le nombre d'entreprises ayant cessé l'activité affiche une tendance à la hausse atteignant 05 %. Ces disparitions interviennent au cours de l'année où a été enregistré un taux de création de l'ordre de 14,48%. Au niveau national, les disparitions dans ce secteur semblent connaître la même évolution qu'à Oran, mais avec des taux beaucoup plus élevés. En effet, les PME de services nationales disparaissent avec une ampleur plus importante qu'Oran. Le taux de disparition enregistré en 2012 représente quasiment le double de celui de 2003.

**Graphiques 36. Évolution des taux de disparition à Oran et au niveau national****Graphique 37. Renouvellement du parc de PME de service à Oran comparé au niveau national**

Le taux de renouvellement du parc des entreprises de services baisse considérablement à Oran et surtout au niveau national. En 2003, on comptait 06 créations pour une disparition à Oran, dix ans plus tard, seulement 02 entreprises sont créées en contrepartie d'une disparition. Le même constat est observé pour les PME nationales. Le recul du renouvellement le plus important débute à partir de 2008. Les taux les plus faibles de la période sont enregistrés en 2010 et 2011, et tournent respectivement autour de 2,95% et 2,82%. Le comportement de cet indicateur est-il durable ?

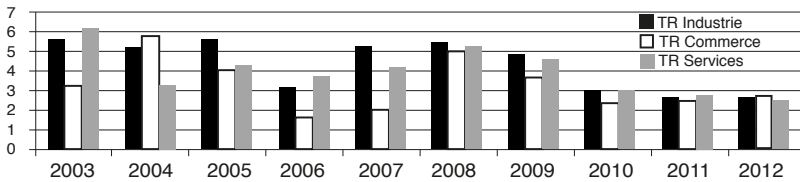
### 11.11 Comparaison sommaire de la dynamique démographique inter sectorielle

Ce paragraphe examine la différence en termes de création et de disparition entre les secteurs de l'industrie, du commerce et des services dans la wilaya d'Oran.

L'examen de l'évolution comparée des taux de renouvellement à Oran (graphiques) permet de déduire trois résultats. Le premier concerne le rythme d'évolution. Ce dernier n'affiche pas un mouvement régulier.

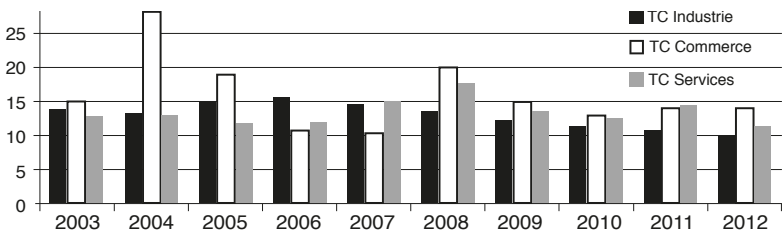
Par contre, au cours des quatre dernières années, on peut observer une tendance baissière mais relativement régulière. En effet, entre 2008 et 2012, le taux de renouvellement dans les secteurs de l'industrie est de 2,75, celui du commerce 2,1 et celui des services 2,28.

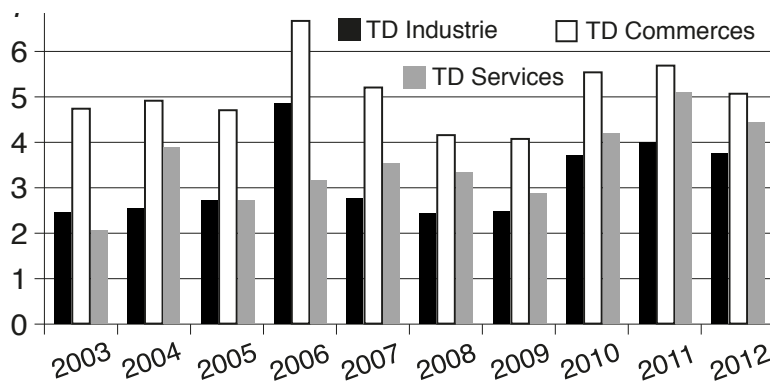
**Graphique 38. Évolution des taux de renouvellement des trois secteurs à Oran (2003-2012)**



Ce constat concerne le renouvellement annuel. Mais sur toute la période, on pourrait dire que le bilan est globalement positif puisqu'en 2012, le stock des PME industrielles représente 2,56 fois celui existant en 2002, 2,74 fois pour le secteur du commerce et 2,55 fois pour les PME de service. Autrement dit, dans la wilaya d'Oran le stock de PME a, en moyenne, doublé en l'espace de dix années. Mais la question qui se pose est de savoir quel secteur est le plus dynamique en termes d'émergence et de disparitions d'entreprises, puisque, ces deux événements déterminent en grande partie l'intensité du renouvellement du tissu économique ?

**Graphique 39. Evolution des taux de création par secteurs d'activité à Oran**



**Graphique 40. Evolution des taux de disparition par secteur d'activité à Oran**

Les disparitions dans le secteur de l'industrie restent les plus faibles comparées à celles du commerce et des services, et c'est ce qui explique, peut-être, le renouvellement important dans ce secteur. Le secteur du commerce est, par ailleurs, le plus touché par les disparitions puisque le taux calculé n'est pas descendu en dessous de 4%, contrairement à l'industrie. Dans le secteur commercial, les entrées et les sorties de PME semblent beaucoup plus importantes, car les investissements d'installation y sont infiniment plus faibles que ceux du secteur industriel.

## Eléments de conclusion : Caractéristiques démographiques d'entreprise

La démographie des entreprises s'intéresse aux mouvements importants qui caractérisent le stock d'entreprises vivant dans un territoire donné. Il s'agit principalement d'étudier la nature des nouvelles créations et des radiations d'entreprises. Les données qui nous intéressent sont celles du CNRC et ne concernent que les personnes morales.

Pour la wilaya d'Oran, nous avons choisi d'étudier ces mouvements au cours de la dernière décennie, marquée, à l'échelle nationale, par un engagement massif d'investissements publics et privés et la mise en place, par les pouvoirs publics, d'une série de mécanismes facilitant la création d'entreprises de toutes sortes. L'objectif principal concerne



naturellement la croissance du nombre d'entreprises et donc la création d'emplois.

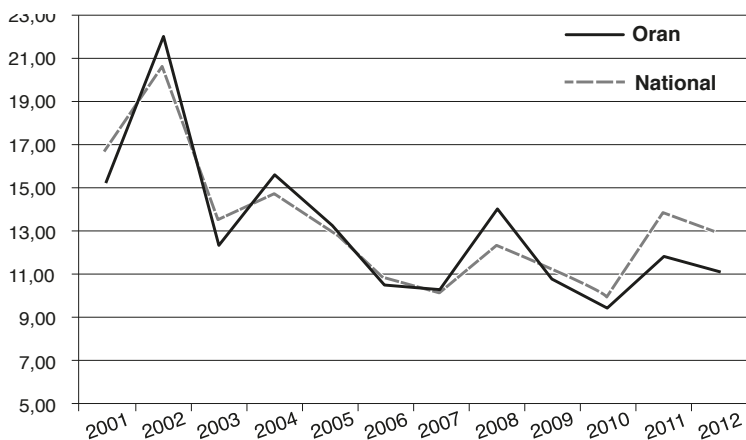
L'examen approfondi des données relatives aux nouvelles inscriptions au CNRC et aux radiations d'entreprises à l'échelle nationale et au niveau de la wilaya d'Oran permet de tirer plusieurs conclusions importantes.

### **12.1 Une tendance à la baisse du taux de création d'entreprise à l'échelle nationale**

A l'échelle nationale, malgré l'observation d'une nette croissance du nombre de création d'entreprise entre 2001 et 2012 passant respectivement de 9081 à 17879, on peut remarquer que le taux de création d'entreprises (rapport entre les nouvelles créations de l'année et le stock de l'année) a sensiblement diminué au cours de cette décennie puisqu'il est passé respectivement de 16,73 % à 12,88%.

### **12.2 Une tendance à la baisse du taux de création d'entreprise à l'échelle de la wilaya d'Oran**

A l'échelle de la wilaya d'Oran, la même observation peut être effectuée. Les créations passent de 543 en 2001 à 1424 en 2012. Mais le taux de création a nettement diminué puisqu'il est passé respectivement de 15,37 % à 11,10%. La chute de ce taux semble être moins importante que celle enregistrée à l'échelle nationale, comme le montre le graphique suivant. Même si on constate un petit décalage entre les deux courbes, il y a lieu de noter la forte similitude entre la courbe de la wilaya d'Oran et la courbe nationale.

**Graphique 41. Taux de création des entreprises à l'échelle nationale et à Oran**

### 12.3 Une légère croissance du taux de mortalité des entreprises à l'échelle nationale

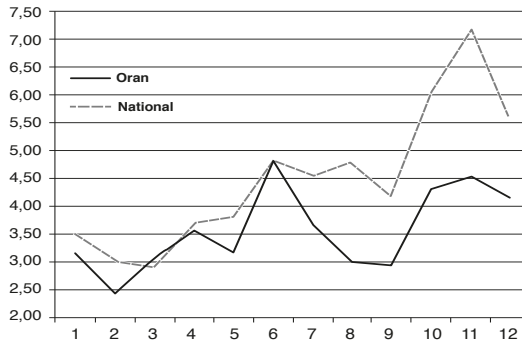
À l'échelle nationale, le taux de mortalité des entreprises (rapport entre nombre de radiations et le stock) semble connaître une tendance à la croissance assez marquée. Passant de 3,49 % en 2001 à 5,54 % en 2012. En nombre absolu, le nombre de radiations d'entreprises est relativement important puisqu'il passe respectivement de 1893 à 7692. On observe également la même tendance à l'échelle de la wilaya d'Oran.

### 12.4 Une hausse du taux de mortalité des entreprises dans la wilaya d'Oran

Au niveau de la wilaya d'Oran, le nombre de radiations d'entreprises est passé de 111 en 2001 à 532 en 2012, donnant respectivement des taux de mortalité de 3,14 et 4,15 %.

La comparaison entre les deux taux de mortalité des entreprises (national et wilaya d'Oran) permet de relever une nette différence entre les deux courbes, même si elles marquent toutes les deux une nette tendance à la hausse.

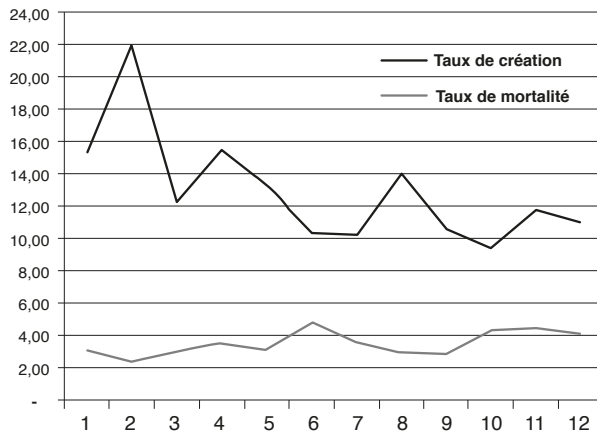
**Graphique 42. Taux de mortalité des entreprises à l'échelle nationale et à Oran entre 2001 et 2012**



## 12.5 Une forte instabilité de la démographie des entreprises dans la wilaya d'Oran

On peut parler d'une instabilité de la population d'entreprises d'Oran, pour ne pas parler de crise, car on constate qu'il y a une forte tendance à la baisse du taux de création d'entreprises jumelée à une nette croissance du taux de mortalité. Nous avons vu que cette tendance est très nette à l'échelle nationale aussi, ce qui signifie que les facteurs d'encouragement à la création et les causes de mortalité jouent de la même manière dans toutes les wilayates.

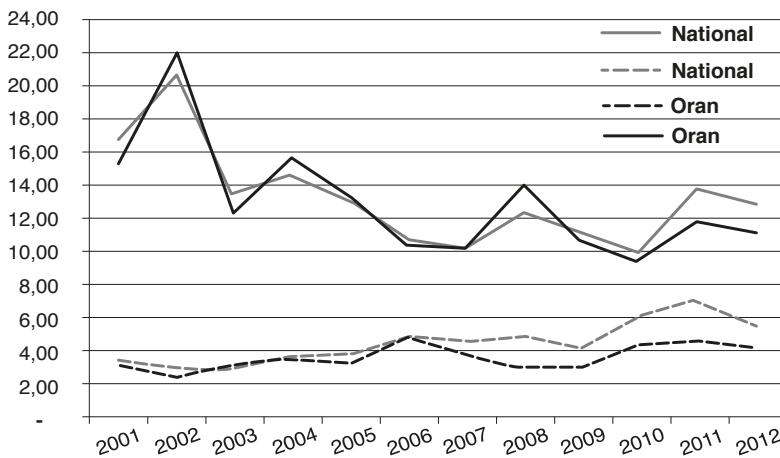
**Graphique 43. Taux de création et taux de mortalité des entreprises dans la wilaya d'Oran entre 2001 et 2012**



## 12.6 Une forte similitude entre la wilaya d'Oran et la moyenne de l'échelle nationale en matière de démographie d'entreprises

En matière de créations comme en matière de radiations, on constate les mêmes mouvements à la hausse et la baisse à Oran et à l'échelle nationale. C'est un comportement presque similaire, ce qui signifie que la wilaya d'Oran ne dispose pas de vrais facteurs spécifiques d'encouragement ou de protection des entreprises. Les mesures administratives et les facteurs économiques semblent produire des effets identiques sur le mouvement des entreprises à l'échelle du territoire national.

**Graphique 44. Taux de création et taux de mortalité des entreprises ( National et wilaya d'Oran)**



## 12.7 Une forte diversité des taux démographiques entre les différentes wilayate au cours d'une même année

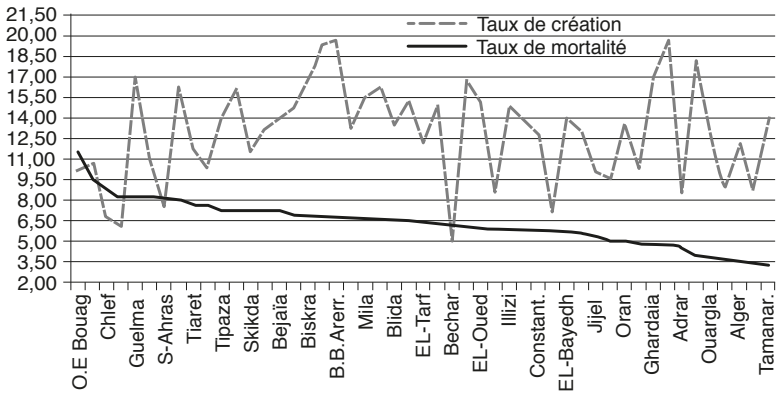
La similitude des tendances générales ne doit pas cacher la forte diversité des situations entre les différentes wilayate au cours d'une même année. L'examen des données de l'année 2012 révèle que le taux de création est supérieur à 19 % pour trois wilayate ( Bordj bou

Arréridj, Ain Témouchent et Sidi bel Abbès) et inférieur à 7 % pour trois wilayate (Chlef, Ain Defla et Béchar).

Le taux de mortalité est également très diversifié. Il est supérieur à 9 % pour Oum el Bouaghi et Relizane, mais, il est inférieur à 3,75 % pour quatre wilayate (Tindouf, Alger, Saida et Tamanrasset).

Pour certaines wilayate, le taux de mortalité est même supérieur à leur taux de création ( Oum el Bouaghi, Chlef, Ain Defla et Souk-Ahras). Le graphique suivant affichant le taux de mortalité des wilayate par ordre décroissant est assez significatif de cette diversité de situations.

**Graphique 45. Taux de création et de mortalité des entreprises en 2012**



## Conclusion

1. Bien que le nombre d'entreprises croisse en volume, le taux de création baisse régulièrement entre 2001 et 2012, à l'échelle nationale et à l'échelle de la wilaya d'Oran.
2. Le nombre de radiations croît régulièrement également de manière importante et avec lui le taux de mortalité des entreprises, au cours de cette période.
3. Il y a lieu de constater une très forte similitude entre le mouvement démographique d'entreprise d'Oran et le mouvement démographique d'entreprises à l'échelle nationale. Les mêmes hausses et les mêmes baisses sont enregistrées aux deux niveaux avec parfois des amplitudes différentes.
4. Le différentiel entre le taux de création et le taux de radiation se réduit de manière importante, entre 2001 et 2012, à l'échelle nationale comme à l'échelle de la wilaya, ce qui met en danger le processus de constitution du tissu économique.
5. On note également, pour une même année, une très forte diversité de situations en matière de taux de création et de mortalité des entreprises entre les différentes wilayate.
6. Enfin, il y a lieu de rechercher les facteurs explicatifs de ces mouvements démographiques en les examinant dans les détails, par branche d'activité, par wilaya et à long terme.

**PARTIE II**  
RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES  
DE L'ENQUÊTE

## Introduction

L'objet de cette deuxième partie porte sur la présentation des résultats préliminaires de l'enquête de terrain que nous avons menée sur un échantillon de 219 PME ayant effectivement répondu sur les 300 enquêtées, dans la wilaya d'Oran.

- **Le premier chapitre** de cette partie (désigné chapitre 4 du rapport global) porte sur les principales caractéristiques de notre échantillon de PME étudiées. Il présente les différents aspects relatifs à la fois aux PME et aux chefs d'entreprise. Ces données éclairent sur la nature juridique dominante, les activités principales, mais également sur les profils des entrepreneurs, en termes d'âge, de niveau d'instruction et d'expérience professionnelle.

- **Le deuxième chapitre** porte sur les éléments de fonctionnement des PME de la wilaya d'Oran. Il présente les principaux résultats obtenus à partir de l'exploitation de l'enquête et concernant notamment les principales fonctions du management comme la production, l'approvisionnement, la distribution et la gestion des ressources humaines. Ces résultats éclairent sur le niveau de management pratiqué dans ces PME et leurs appréciations, concernant une série d'aspects liés à la vie d'une entreprise qui évolue en économie de marché, et qui doit normalement affronter la concurrence locale, régionale, nationale et étrangère.

- **Le troisième chapitre** porte sur les caractéristiques de la performance des PME de cette wilaya. Il aborde cette question à partir des notions habituelles d'évolution de chiffre d'affaires et de concurrence, mais aussi du point de vue du secteur d'activité et du type de production adopté. L'analyse accorde une place toute particulière au rôle joué par la mise à niveau des entreprises et son impact sur les différents aspects du management de la PME. Une relation est recherchée et identifiée par des mesures du niveau de satisfaction des entrepreneurs, entre, ce processus de mise à niveau et différents éléments de performance. Des résultats intéressants sont identifiés à ce sujet. Un autre élément,



mis en évidence dans ce chapitre, concerne les facteurs d'attractivité économique d'un territoire (wilaya). Ces facteurs renseignent sur les difficultés que les PME affrontent, pour leur installation comme dans leur fonctionnement, dans un territoire donné. Enfin, une présentation rapide des résultats relatifs au rôle des principaux acteurs (Etat, associations patronales, entreprises elles-mêmes), pouvant aider les PME dans la résolution des principales difficultés qu'elles rencontrent.

## CHAPITRE 4

# Principales caractéristiques de l'échantillon

## Introduction

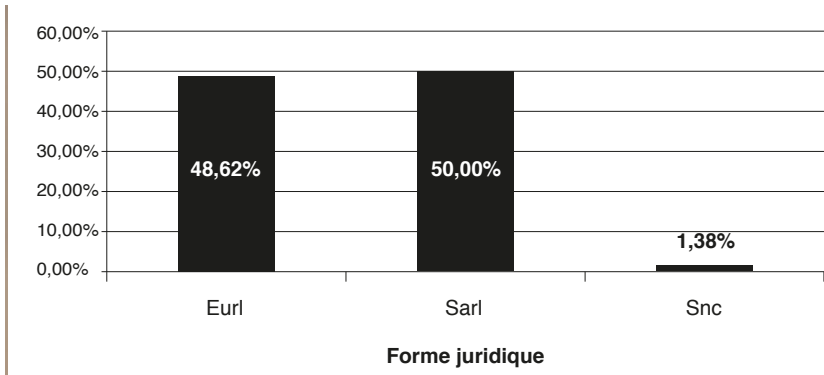
Cette introduction ne concerne que la nature de l'échantillon et sa répartition. L'enquête a porté sur 300 PME de la wilaya d'Oran. Les réponses plus ou moins valides ne concernent que 219 PME se répartissant de la manière suivante entre les différents secteurs d'activité. Nous constatons que 70 % des PME relèvent des secteurs de l'industrie et des BTP, traditionnellement considérés comme relevant de la production matérielle. Il va de soi que toutes ces entreprises n'ont pas répondu à toutes les questions. Les non-réponses sont parfois significatives d'une appréciation et nous avons essayé de formuler quelques hypothèses à ce propos.

**Tableau 29. Présentation de l'échantillon par secteur d'activité**

Répartition des PME par secteur d'activité	Effectifs	Pourcentage
Industries agroalimentaires	32	14,6
Secteurs manufacturiers	41	18,7
BTP	79	36,1
Transport et communication	11	5,0
Commerce	31	14,2
Hôtellerie et Restauration	8	3,7
Services fournis aux entreprises	7	3,2
Secteurs services aux ménages	10	4,6
Total	219	100

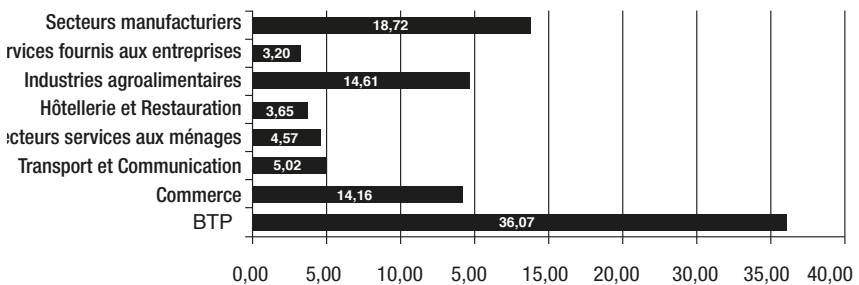
## Formes juridiques :

Les formes juridiques les plus sollicitées par la PME restent la société à responsabilité limitée (SARL) et l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (EURL).

**Graphique 46. Répartition des PME de la wilaya d'Oran par forme juridique**

### Secteurs d'activité :

Le tissu des PME d'Oran reste dominé par le secteur du BTP à 36,07 % suivi par le secteur manufacturier à 18,72% et les secteurs de l'industrie agroalimentaire et celui du commerce respectivement à 14,61 % et 14,16 %. Le secteur des services dans leur totalité ne dépasse pas les 14 %.

**Graphique 47. Répartition des PME de la wilaya d'Oran par secteur d'activité en %**

### Taille : La TPE l'emporte sur la petite et moyenne entreprise

Plus de 91 % des PME d'Oran n'emploient pas plus de 50 salariés. En termes de taille donc, la PME reste petite, voire très petite, car, plus de 60 % de cette part n'emploie pas plus de 10 salariés.

**Tableau 30. Effectif permanent 2006**

Tranche de taille	Nombre	%	% cumulé
<10	103	60.59%	60.59%
10 à 49	52	30.59%	91.18%
50 à 149	14	8.24%	99.41%
150-250	1	0.59%	100.00%
>250	0	0.00%	100.00%
Total	170		

## Le chef d'entreprise :

### 16.1 Âge du chef d'entreprise

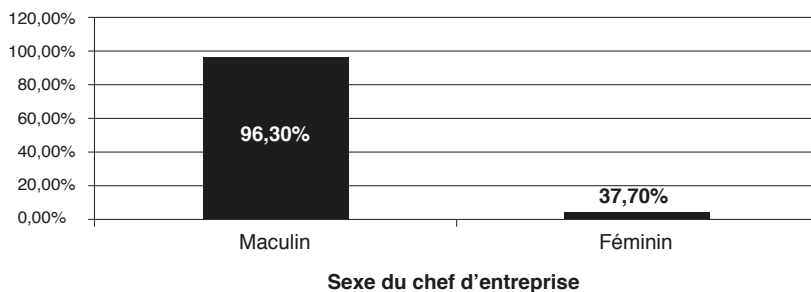
Uniquement 25 % des chefs d'entreprises de la population étudiée ont un âge supérieur à 55 ans. Ceci renvoie à une population de chefs d'entreprise majoritairement jeune.

**Tableau 31. Âge du chef d'entreprise**

Tranche d'âge	Nombre	%	% cumulé
<26	3	1.37%	1.37%
26-35	38	17.35%	18.72%
36-45	74	33.79%	52.51%
46-55	48	21.92%	74.43%
>55	56	25.57%	100.00%
Total	219		

### 16.2 Sexe :

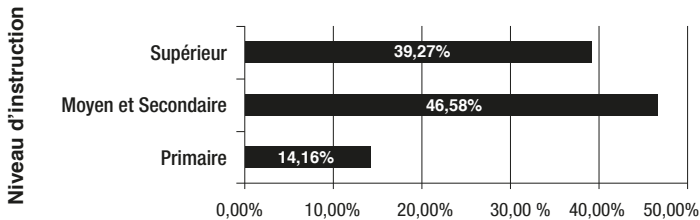
Malgré l'émergence de femmes dans le domaine de l'entrepreneuriat, sa présence ne dépasse pas 3,7 %.

**Graphique 48. Ventilation des chefs de PME par sexe**

### 16.3 Niveau d'instruction :

Le niveau d'instruction des chefs d'entreprises de l'échantillon reflète un niveau moyen. En effet, plus de 60 % de la population n'a pas le niveau supérieur. À l'inverse, il y a plus de 14% de cette population qui n'a que le niveau primaire.

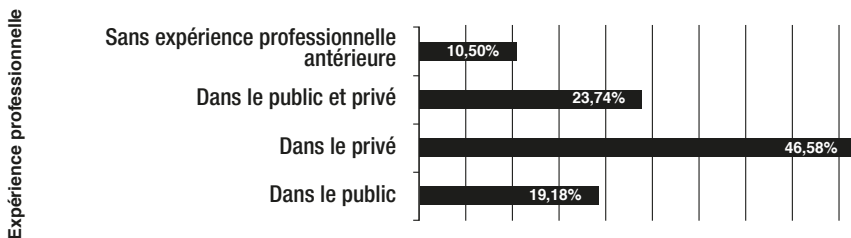
**Graphique 49. Ventilation des chefs d'entreprise selon leur niveau d'instruction**



### 16.4 Expérience professionnelle :

Plus de 46 % des chefs d'entreprises ont eu une expérience professionnelle antérieure dans le privé contre seulement 19,18 % qui ont eu une expérience professionnelle dans le public.

**Graphique 50. Ventilation des chefs des PME de l'échantillon selon leur expérience professionnelle**

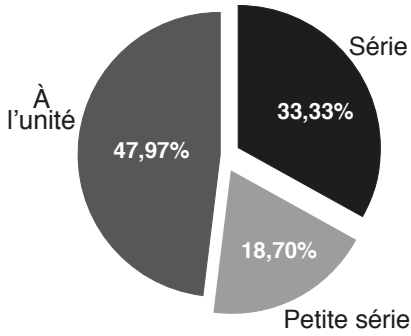


### Nature d'activité (série, petite série...)

L'analyse de la nature d'activité de la PME d'Oran affiche une prédominance de la production en série à plus de 52 % englobant la

production en série et en petite série. La production à l'unité affiche un taux de 47,97 %.

**Graphique 51. Ventilation des PME de l'échantillon par nature d'activité**



## CHAPITRE 5

## Les éléments de fonctionnement des PME de la wilaya d'Oran

Cette partie discute les principales caractéristiques de fonctionnement des entreprises enquêtées. On entend par fonctionnement tous les processus d'activité permettant l'acquisition et l'exploitation des différentes ressources (matériels, humaines, financière et technologiques) pour réaliser les objectifs de l'entreprise. Ces activités s'opèrent dans des organes, appelés généralement les fonctions (production, ressources humaines approvisionnement, finances). L'analyse des fonctions de l'entreprise ne s'est pas faite sur la base de l'observation directe des processus internes, ce qui aurait demandé d'autres procédures d'enquêtes, mais par l'examen des perceptions qu'ont les entrepreneurs sur la contribution de certains aspects liés à l'acquisition et à l'organisation des ressources dans la compétitivité. Autrement dit, comment les entrepreneurs perçoivent-ils leurs capacités en termes de gestion interne. Ces perceptions individuelles par définition, résultent des représentations informationnelles et de connaissances construites sur la base de l'expérience et des interactions avec l'environnement, mais qui, objectivement, déterminent le comportement et les actions des entrepreneurs<sup>12</sup>, notamment en matière d'organisation, de gestion et de formulation de la stratégie.

Nous avons retenu 04 fonctions (Tableau 31) pour cerner les principales caractéristiques de fonctionnement des PME. Pour chacune de ces fonctions, il est demandé aux personnes interrogées d'exprimer leur satisfaction sur une échelle de 1 (pas du tout satisfait) à 10 (très satisfait) par rapport à la contribution des activités d'approvisionnement, de production, de distribution et de gestion des ressources humaines dans leur compétitivité. Le traitement des données via le logiciel SPSS

---

12. LAURION J. une approche sociocognitive de la décision stratégique, cité par Delphine GENDRE-AEGERTER, thèse de doctorat : la perception de dirigeant de PME de sa responsabilité social, Fribourg 2008.p28

(18.0) permet d'obtenir deux types de résultats. D'un côté, les résultats sur les principales caractéristiques des fonctions de l'entreprise, et notamment les points forts et les points faibles. D'un autre côté, la structure des réponses permet d'individualiser parmi les entreprises enquêtées, celles qui ont exprimé une satisfaction totale. Ces entreprises peuvent être considérées comme des PME managériales dans la mesure où, implicitement, ces fonctions existent sur le plan formel et ne sont pas prises en charge par le propriétaire et contribuent à la performance des entreprises.

## **Une rareté de PME managériales**

Le tableau 31 identifie le nombre et le poids dans l'échantillon des entreprises ayant affiché une totale satisfaction (niveau de satisfaction compris entre 8 et 10) par rapport aux fonctions de production, ressources humaines, approvisionnement et de distribution.

Selon les réponses fournies par les entrepreneurs, entre 71 et 217 entreprises qui se sont exprimé sur ces fonctions, une moyenne de 135 peut être retenue pour apprécier les entrepreneurs totalement satisfaits des activités de production, d'approvisionnement, de distribution et de gestion des ressources humaines. Le nombre de ces entrepreneurs, en moyenne, tourne autour de 38 individus. Cette satisfaction indique aussi que seulement 29,71% (de la moyenne des répondants) fonctionnent comme des entreprises managériales. Le reste, c'est à dire 70% qui affichent des satisfactions moyennes ou faibles dirigent des entreprises qui ne sont pas dotées des fonctions citées, ou bien leur fonctionnement ne contribue pas à la performance des entreprises. Ce constat reste bien entendu global et concerne toutes les fonctions à la fois, mais étudiées séparément, les réponses obtenues mettent en relief des situations contrastées, pour telle ou telle fonction. C'est pourquoi, dans les paragraphes qui suivent, nous examinons pour chacune de ces fonctions, les perceptions des chefs d'entreprise sur les conditions de la production, sur les conditions de l'approvisionnement en matière première, des modes de gestion du personnel et des activités liées à la distribution des produits finis.



**Tableau 32 Les fonctions dans l'entreprise et compétitivité**

<b>Contribution des fonctions dans la compétitivité</b>	<b>Entreprises exprimant une totale satisfaction en %</b>
Production	
Innovation dans les processus de fabrication	26,8
Emballage des produits -packaging	30,99
Diversification de la production	45,16
Qualité et certification du produit (oui)	37,9
Délai de production	41,86
Contrôle qualité des différentes phases de production	39,85
Gestion des ressources humaines	
Qualité de management des ressources humaines	23,08
Écoutes internes des acteurs de l'entreprise	41,4
Mode de management des RH	32
Budget de formation en évolution	11,9
Amélioration MRH par moyens propres	25,1
Amélioration formation moyens propres	28,3
L'approvisionnement	
Existence d'un réseau d'entreprises fournisseurs	18,7
Maîtrise des délais de réception des matières premières	19,86
Source de matière première	12,8
Contrôle qualité matière première	22,45
La distribution	
Promotion publicitaire de vos produits	20,2
Force de vente de votre entreprise	30,16
Qualité des services après-vente à la clientèle	37,5
Conseil et assistance à la clientèle	38,46
Efficacité du réseau de distribution	43,96
Capacités internes en marketing (études de marché)	25,2

Avant d'examiner chaque fonction, examinons tout d'abord le milieu dans lequel ces entreprises activent et les contraintes qui s'exercent sur les fonctions, puisque ces dernières ont pour mission d'adapter les activités de l'entreprise, en fonction de l'hostilité ou de l'incertitude qui caractérisent leur environnement. Pour étudier cet environnement, nous interrogeons, d'une part, la situation par rapport à la concurrence, à la disponibilité des ressources et, notamment les ressources humaines, et finalement les besoins en matière d'informations.

## Les ressources du territoire

Les caractéristiques du territoire jouent un rôle important dans la dynamique économique. La création de nouvelles entreprises, le renouvellement du système productif et toutes les conséquences en termes d'emploi et de production que cela suppose sont fortement déterminés par les ressources dont dispose un territoire. En effet, comme l'ont souligné Benko. G et Pecqueur<sup>13</sup>, le principal facteur de différenciation des territoires, et donc de performance, ne réside pas seulement dans la faiblesse des coûts de production ni de transport, mais dans la capacité des acteurs, qui composent ce territoire, de transformer ces ressources en actifs qui participent dans la production. Car il existe deux types de ressources, des ressources génériques qui profitent à la majorité des acteurs, comme les infrastructures, les routes, les moyens de télécommunications et la disponibilité de matières premières, et des ressources spécifiques qui ne sont pas disponibles, mais sont construites par les acteurs, comme les compétences, les connaissances, le degré de facilité des démarches administratives que seul un système de coordination et de relation peut permettre de mobiliser.

Ainsi, dans le paragraphe qui suit, nous examinons ce que pensent les dirigeants d'entreprises des ressources de la wilaya d'Oran. Sur sept propositions, les personnes interrogées devaient s'exprimer sur les facteurs justifiant le choix de la wilaya d'Oran comme zone d'investissement. L'échelle d'appréciation pour chaque facteur comporte 05 niveaux ; de 1 «pas important» à 05 «très important». Le tableau 32 résume les résultats selon le degré d'importance accordé à chaque facteur. Nous avons retenu les niveaux 04 (assez important) et 05 (très important) pour faire ce classement. Les résultats sont donnés dans le tableau 32.

Selon ce tableau, il semble que les facteurs peuvent être scindés en deux types. Les cinq premiers sont des ressources génériques. En moyenne, 44,3 % des entrepreneurs considèrent que le choix de la wilaya d'Oran comme lieu d'implantation est motivé par la disponibilité des infrastructures (le port, les routes, les entrepôts.), de matière

13. BENKO. G et PECQUEUR. G, Les ressources de territoires et les territoires de ressources, Finisterra, XXXVI, 71, 2001, pp7 -19, p 9

première, mais, l'autre catégorie de ressources que nous avons appelé les ressources spécifiques est mal appréciée. En moyennes, 23 % des entrepreneurs considèrent comme «important» les réseaux d'entreprises, le climat d'affaires, et les démarches administratives. En d'autres termes, les moyens qui permettent d'offrir un potentiel de transformation des ressources en des actifs favorables à la croissance du système productif., ce qui soulève, à notre sens, la problématique de la coordination entre les acteurs d'un territoire.

**Tableau 33 les ressources du territoire p 2**

	<b>Facteurs d'attractivité du territoire</b>	<b>%</b>
1	Disponibilité d'infrastructures	47
2	Situation géographique	44
3	Faiblesse des coûts de production	44
4	Sources de matières premières	44
5	Qualification de la main-d'œuvre	42,15
6	Considérations personnelles	41
7	Existence de relations d'affaires	36
8	Climat économique local	33
9	Existence concentration entreprise	26
10	Facilites démarches administratives	24

Dans le tableau précédent, la qualification des ressources humaines, lorsqu'elles sont occupées dans des entreprises( considérée comme un capital humain) est classée en cinquième position. Cela conduit à s'interroger sur le niveau de capital humain des entrepreneurs, sur leur perception quant au niveau de disponibilité et de qualification de la ressource humaine dans la wilaya, mais aussi, au sein des entreprises. Les paragraphes qui suivent examinent ces trois niveaux du capital humain.

## **Capital humain**

### **Le niveau de capital humain présent dans le territoire**

En moyenne le tiers (34,32%) des entreprises considère que le milieu est doté d'un capital humain satisfaisant par rapport aux besoins de l'entreprise. Les taux de satisfaction concernent la main d'œuvre dans le marché

du travail ; par rapport aux compétences locales (collectivités, institutions etc.), il ne semble pas y avoir un niveau élevé de satisfaction. Ces résultats montrent que les entreprises ne trouvent pas toujours les métiers dont elles ont besoin, notamment dans les BTP et l'industrie agroalimentaire. Ces ressources ne sont peut-être pas rares mais difficiles, pour des raisons qu'il faudrait interroger, à se transformer en des actifs qui contribuent dans la production. En effet, les PME qui considèrent que la wilaya d'Oran dispose de ressources humaines diversifiées et quantitativement suffisantes représentent respectivement 37,8% et 37,5%.

**Tableau 34. Appréciation du niveau de capital humain dans la wilaya d'Oran**

Critères d'évaluation du capital humain	Répondants satisfaits en %
Diversité des compétences de la main d'œuvre	37.8
Existence d'un savoir-faire local	27.8
Existence d'une main d'œuvre qualifiée	37.5

### **Le niveau de capital humain présent dans l'entreprise**

A ce niveau, en moyenne, 32% des enquêtés considèrent que le niveau de qualification du capital humain en termes de maîtrise de nouvelles technologies, de disponibilité quantitative des compétences et d'expériences des gestionnaires sont satisfaisants et contribuent à la performance des entreprises.

### **Capital humain de l'entrepreneur**

Si l'on se limite à l'expérience professionnelle et au niveau d'instructions des personnes interrogées, il semble que globalement le niveau du capital humain de l'entrepreneur soit élevé. En effet, puisque 40 % des interrogés ont un niveau d'instruction universitaire et 89% ont une expérience antérieure à la création des entreprises que ce soit dans le secteur public (19,2%, ou privé (46. %).

**Tableau 35 Expérience professionnelle des chefs d'entreprises**

Niveau instruction	%	Expérience professionnelle antérieure	%
Primaire	14,2	Dans le public	19,2
Moyen et secondaire	46,6	Dans le privé	46,6
Supérieur	39,3	Dans le public et privé	23,7
Total	100,	Sans expérience professionnelle	10,5

Lorsqu'on articule les trois niveaux de capital humain, il ressort ceux qui créent et gèrent les entreprises disposent d'un niveau de capital humain assez élevé, soit 39.3% des entrepreneurs sont universitaires. Mais le niveau des ressources humaines disponibles ne semble pas satisfaire les besoins des utilisateurs, alors que la wilaya d'Oran dispose, selon les chiffres de 2008, de presque 26,3% de personnes du niveau secondaire et 9,2% du niveau du supérieur. Ces derniers représentent un chiffre de 133775 individus. Les caractéristiques du territoire ne constituent pas les seules contraintes ou atouts pour les entreprises, la concurrence détermine aussi le fonctionnement interne des ces dernières au niveau des processus de production, de qualité des produits et de délai de livraison. Nous examinons dans le paragraphe qui suit l'appréciation que donnent les entrepreneurs sur la concurrence.

### Niveau de la concurrence

Il a été demandé aux entrepreneurs de fournir le nombre de produits concurrents aussi bien nationaux qu'étrangers auxquels leurs entreprises sont confrontées. La distribution des réponses est donnée dans le tableau 35.

**Tableau 36 Perception des entreprises sur le nombre de produits concurrents**

	Entreprises concurrencées par des produits étrangers en %	Entreprises concurrencées par des produits locaux en %
Aucun	13.4%	5.9%
entre 1 à 5 produits	20.7%	19.8%
entre 6 et 10 produits	4.6%	5.4%
entre 11 et 15 produits	0.5%	1.0%
plus de 16 produits	5.5%	3.0%
ne connaissent pas	55.3%	64.9%
Total	100	100

Respectivement 13,4% et presque 06% des entrepreneurs activent dans des marchés où ils ne sont pas gênés par la concurrence. Ceux qui sont concurrencés par les produits étrangers et locaux représentent respectivement 31,3% et 29,2%. Mais le constat qui mérite d'être souligné concerne ceux qui ne connaissent pas leurs concurrents. Leur nombre est très important. Ils représentent 55,3% pour la concurrence

étrangère et 64,9% pour la concurrence locale. Plusieurs hypothèses peuvent être suggérées à ce titre. Cela résulte soit de la satisfaction qu'ils tirent éventuellement de leur situation commerciale, par la non disponibilité de l'information structurée sur la concurrence, ou bien, de la faiblesse de capacité interne à chercher et à exploiter cette information. A ce sujet, il faut s'interroger sur le niveau d'utilisation des conseils et de l'expertise dans le fonctionnement des entreprises. Le paragraphe qui suit tente de cerner le degré de recours à ce genre d'activité.

## Recours aux conseils

Le recours à l'intervention de bureau de conseil implique généralement des transformations au niveau de l'organisation de l'entreprise. Le conseil induit souvent la formalisation des activités et des processus donnant naissance à des fonctions et rendu nécessaire par la détection d'une faiblesse dans telle ou telle activité : ressources humaines, marketing, approvisionnement, etc. La mise à niveau constitue à ce titre un des mécanismes pouvant permettre de formaliser l'informel, et d'expliquer l'implicite<sup>14</sup>. Pour ce qui est de notre échantillon, 162 entreprises n'ont pas suivi un programme de ce genre, contre seulement 52 qui déclarent ayant bénéficié de ce programme.

**Tableau 37 Mise à niveau**

	Effectifs	Pourcentage
OUI	52	24,3
Non	162	75,7
Total	214	100

Même si le nombre d'entreprises mises à niveau est faible, leur besoin en matière d'information sur la concurrence, la réglementation, les prix reste très présent dans les déclarations des dirigeants. En effet, selon les réponses à la question relative à l'amélioration du climat d'investissement, les besoins en matière d'information viennent en deuxième position après la souplesse des démarches administratives. L'information s'avère, aussi, plus importantes que l'amélioration des infrastructures et l'incitation à l'investissement.

14. TORESSE O, les PME, le recours au conseil est-il un processus dénaturant pour la PME, p2

**Tableau 38 L'information pour améliorer le climat d'investissement**

	<b>Effectifs</b>
Plus de souplesse dans les démarches administratives	153
Fournir plus d'informations aux entreprises	151
Revoir la législation concernant les investissements	149
Fournir plus d'incitations	136
Améliorer les infrastructures pour les entreprises	123

### **Utilisation d'études de benchmarking**

Les études de benchmarking ont pour finalité de fournir aux entreprises des connaissances sur les pratiques de management employées par d'autres entreprises les plus compétitives. Ces études sont généralement effectuées à l'extérieur de l'entreprise parce que nécessitant des moyens et des compétences que la PME ne peut pas mobiliser. A ce titre, les entrepreneurs, interrogés sur l'importance de ces études pour améliorer la compétitivité de leurs entreprises, ne sont pas unanimes. Sur 114 répondants, 55 considèrent que la comparaison avec la concurrence est un facteur d'amélioration de la compétitivité. Les opinions des autres sont partagées entre une importance moyennes (45) et une indifférence totale (13). Comme le montre le tableau 38, presque la moitié des répondants sont sensibles à la connaissance de leurs situations par rapport à la concurrence.

**Tableau 39 Utilisation des études de Benchmarking**

	<b>Effectif</b>	<b>%</b>
0 à 3	13	11,4
4 à 7	46	40,4
8 à 10	55	48,3
TOTAL	114	100,0

### **Utilisation d'étude benchmarking avec quels moyens ? de l'Etat, du patronat ou de l'entreprise**

Dans le tableau précédent, la distribution des réponses semble être expliquée par l'état de la concurrence. Aussi bien pour les produits nationaux qu'étrangers, les entreprises déclarant être en concurrence avec 1 jusqu'à 16 produits et totalisent respectivement 59 et 68 entreprises (tableau 07). D'un autre côté, bien que les études de ce genre

soient coûteuses, on recense 45 entreprises déclarant pouvoir financer ces études par leurs moyens propres. Comme le montre le tableau 39, 36 % sur 103 réponses déclarent être capables de financer ces études pour améliorer leur position vis-à-vis de la concurrence. Le reste est partagé entre un financement de l'Etat (33,05%), ou par le biais des organisations patronales (30,55%).

**Tableau 40. Qui intervient dans les études de benchmarking ?**

	Effectifs	%
Etat	39	33.05
Patronat	36	30.51
Moyens de l'entreprise	43	36.44
Total	118	100

Outre les études sur la concurrence, la recherche-développement semble intéresser une part très faible de PME. Par rapport à la question précédente, les perceptions des entrepreneurs sur l'importance du recours aux laboratoires de recherche et aux centres de recherche pour développer de nouveaux produits ou de nouveaux procédés de fabrication paraît, comme le montre ce tableau, relativement identique. Seulement 118 sur 219 ont répondu à la question. Parmi ces répondants, 45 entrepreneurs expriment une totale satisfaction par rapport à la sollicitation de ces entités. Le reste (58) ne fait pas recours à la recherche- développement (23), ou bien, en fait d'une manière occasionnelle (35)

**Tableau 41. Sollicitation de laboratoire et centre de recherche en Algérie**

	Effectif	%
1à3	23	22,33
4à7	35	33,98
8à10	45	43,69
Total	103	

L'examen de la question du recours ou non aux conseils nous a permis de constater la faiblesse de ces activités dans les PME. Cette situation n'est pas due seulement à la question de financement, puisqu'un nombre relativement important déclare être capable de financer par leurs propres moyens les activités de recherche et de développement.



## La production

depuis longtemps, les auteurs en organisation ont postulé les liens entre les caractéristiques technologiques et économiques du système de production et l'organisation interne de l'entreprise. La performance de l'entreprise serait alors tributaire de sa capacité à adapter ses mécanismes de fonctionnement par rapport à la nature de la production. Généralement, trois types de systèmes de production existent : la production unitaire, la production en série et la production continue. Par rapport à cette classification, l'échantillon d'entreprise se structure comme suit :

**Tableau 42. Nature de la production**

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Série	41	18,7	33,3	33,3
Petite série	23	10,5	18,7	52,0
A l'unité	59	26,9	48,0	100,0
Total	123	56,2	100,0	

Il faudrait signaler tout d'abord le nombre relativement important des non- réponses par rapport à une question facile. Il est demandé dans le questionnaire de choisir parmi trois types de production, celui qui existe dans l'entreprise. Ainsi, 96 entrepreneurs (43,8%) n'ont pas donné de réponses. Ceci peut être expliqué par la présence dans l'échantillon d'entreprises du secteur tertiaire et du commerce.

**Tableau. 43 Répartition de l'échantillon selon le secteur d'activité**

Industrie	BTP	Commerce et services	Total
73	79	67	219
33,33%	36,07%	30,59%	100

Comme le montre ce tableau, il représente presque le tiers (31 %) du total. Le reste de l'échantillon est partagé, presque à part égale, entre le secteur des BTP et de l'industrie. Ainsi, lorsqu'on croise le type d'activité (tableau 43) avec le nombre de non réponses, l'explication peut être confirmée.

**Tableau 44 Distribution des non réponses par secteur d'activité**

	<b>BTP</b>	<b>Services et commerce</b>	<b>Industrie</b>	<b>Total</b>
Non réponses	30	47	19	96
Non réponses%	31,25	48,96	19,79	100

Lorsqu'on croise la nature de l'activité et les questions relatives à la nature de la production, la distribution des réponses montre bien l'impact secteur d'appartenance sur les réponses. Un nombre de 47 entrepreneurs du secteur commerces et services n'ont pas fourni de réponses. Les entrepreneurs activant dans ces deux secteurs ne considèrent pas l'activité de service comme un type de production dont on peut mesurer le volume et caractériser la technologie utilisée pour le produire, sachant que ces deux éléments (volume de production et technologie) déterminent l'échelle de production. Pour les répondants, la majeure partie des réponses sont données par des entrepreneurs du secteur de l'industrie, en l'occurrence le BTP, l'agroalimentaire et le secteur manufacturier, dont les taux de réponses sont respectivement 39,84%, 21,14% et 22,76%. Les données du tableau 44 montrent que l'échantillon se structure autour des deux extrémités ; la grande et la moyenne série (33%) et la production unitaire (48%) et le reste des entreprises (23%) a un système de production de petite série.

Ainsi, la moitié des entreprises (48%) produisent sur la base des commandes des clients. Ces dernières sont présentes principalement dans le secteur du BTP (27), dans l'industrie agro alimentaire (11) et dans l'industrie manufacturière (9). La même distribution semble se dégager quant à la production de série. Elle est présente principalement dans le secteur des BTP (15) et les IAA (12) et le secteur manufacturier (12). Il existe ainsi 15 entreprises du bâtiment qui ont des portefeuilles d'activité très importants contre 27 entreprises qui produisent à l'unité. Les résultats précédents renseignent sur la nature du processus de production, mais le potentiel de performance et du développement de l'entreprise est aussi lié à la diversification ou non de cette production. Le tableau 45 restitue la distribution des réponses par rapport à la question sur la satisfaction ou non des chefs d'entreprise quant la contribution de la diversification dans la compétitivité de leur entreprise. Outre l'opinion des entrepreneurs, il est possible de déterminer l'importance relative des entreprises qui diversifient leur gamme de produits.

**Tableau 45. Nature de la production selon le secteur d'activité**

	Secteurs d'activité							TOTAL	
	Btp	Commerce	Transport et communication	Services aux menages	Hotellerie et restauration	Industries agroalimentaires	Services fournis aux entreprises		Secteurs manufacturiers
Série	15	1	0	1	0	12	0	12	41
Petite série	7	1	2	2	0	3	1	7	23
A l'unité	27	4	1	2	3	11	2	9	59
Total	49	6	3	5	3	26	3	28	123

**Tableau 46 Diversification des produits**

Echelle de satisfaction	Effectifs	Pourcentage
1 à 3	15	16,13%
4 à 7	36	38,71%
8 à 10	42	45,16%
Total	93	100

Un nombre relativement important d'entreprises (45%) ont plus d'un produit et considèrent que la diversification des produits a un impact sur la performance de l'entreprise. Le reste peut être considéré comme mono-productrice, puisque respectivement 16 % et 38% ne sont pas ou sont peu satisfaites de la diversification. Autrement dit, ces entreprises se contentent d'un marché restreint (une niche).

**Fonctionnement en matière de production**

Les questions posées permettent de savoir si les entrepreneurs considèrent que les délais de production, le contrôle de la qualité des produits, l'emballage des produits, l'innovation dans le processus de fabrication et la diversification des produits assurent à leurs entreprises une compétitivité par rapport à leurs concurrents. Or, les facteurs cités nécessitent un certain nombre de conditions pour leur opérationnalisation dans l'entreprise comme l'allocation des ressources, la division des tâches, le contrôle, la planification. Ces activités ne relèvent pas d'une seule personne, mais d'organes que nous appelons des

fonctions. Ainsi nous considérons que les entrepreneurs ayant exprimé une entière satisfaction sur l'échelle proposée dirigent des entreprises où existe une fonction de production, dont on connaît les activités principales comme la planification, la réalisation et contrôle de la fabrication. Le tableau 46 restitue les réponses recueillies.

**Tableau 47 Contrôle qualité des différentes phases de production**

Echelle	Nombre d'entreprise	%
0 à 3	45	33,83
4 à 7	35	26,32
8 à 10	53	39,85
Total	133	100

Le nombre de répondants représente 60 % de l'échantillon. Ce qui montre une relative sensibilité des entrepreneurs aux questions de qualité des produits et de l'importance du système de contrôle dans les différentes phases de production. Cependant, la même tendance apparaît quant aux capacités de contrôle de la qualité. Selon les 133 réponses obtenues, seulement 53 entreprises disposent des mécanismes de contrôle du processus de fabrication tout comme le nombre d'entreprises certifiées.

**Tableau 48 Délais de production**

	Effectifs	Pourcentage
1 à 3	37	28,68
4 à 7	38	29,46
8 à 10	54	41,86
Total	129	100

Notons par ailleurs que seulement 54 entreprises arrivent à maîtriser les délais de production et le considèrent comme une source de compétitivité. Par contre, presque le tiers (37 entreprises) affiche des capacités de maîtrise du processus de production très faibles.

**Tableau 49 Emballage des produits -packaging**

Echelle	Effectifs	%
0 à 3	15	21,13
4 à 7	34	47,89
8 à 10	22	30,99
Total	71	100

La question posée consiste à savoir si les entrepreneurs considèrent que l'emballage et le packaging (éléments composant le processus de production), comme des facteurs de compétitivité. La perception de ces entrepreneurs a été évaluée par rapport au degré de satisfaction qu'ils expriment de leur situation compétitive par rapport à ces facteurs. L'évaluation de la satisfaction est sur une échelle de 0 (pas du tout satisfait) à 10 (totalement satisfait). Nous avons, par ailleurs, regroupé les réponses selon trois niveaux de satisfaction, à savoir :

1. Niveau faible (de 0 à 3) qui indique que la compétitivité des entreprises n'est pas liée aux caractéristiques des produits en termes de conditionnement et d'emballages.
2. Niveau moyen (de 4 à 7) qui indique que les entreprises en tiennent compte de façon moyenne.
3. Niveau fort (de 8 à 10) qui indique que le conditionnement et le packaging sont pris en compte dans le processus de production, et, en même temps, contribuent à la compétitivité.

Selon les chiffres du tableau 49, on peut remarquer tout d'abord la faiblesse du nombre de répondants. Seulement 32% de l'échantillon, soit 71 entrepreneurs ont fourni une réponse à la question, la majorité d'entre eux activant dans le secteur industriel (58 entreprises). Ce qui s'explique, en partie, par le nombre d'entreprises du secteur des services et de commerces présents dans notre échantillon. Ces dernières ne sont pas généralement préoccupées par les questions d'emballage, parce que techniquement il n'existe pas (cas des services), ou bien, il est pris en charge par le producteur dans le cas des entreprises de commerce.

En termes de résultat, le nombre d'entreprises qui intègrent le packaging dans le processus de production est relativement faible. Seulement 31% des entrepreneurs sont satisfaits de leur produit vis-à-vis de la concurrence. Lorsqu'on croise ces résultats avec le type d'activité des entreprises, il ressort que les entrepreneurs satisfaits, au nombre de 22, dirigent, en majorité, des entreprises du secteur industriel (03 entreprises du BTP, 9 entreprises de l'industrie agroalimentaire et 08 entreprises du secteur manufacturier). La satisfaction moyenne (4 à 7) est exprimée par presque 48 % des entrepreneurs et selon les mêmes proportions que les niveaux précédents (6 pour le BTP, 11 entreprises

de l'agroalimentaire et 11 entreprises du secteur manufacturier). Enfin, la satisfaction la plus faible concerne 21 % des entreprises dont la majorité (53%) relève des BTP. On pourrait déduire de ces résultats que l'intégration des préoccupations d'emballage et de packaging, qui sont par définition des préoccupations marketing dans le processus de production, n'intéresse qu'une faible partie d'entreprises. Alors qu'ils peuvent constituer des facteurs importants de compétitivité, puisqu'en plus de leur fonction de préservation du produit, les emballages et le packaging ont des fonctions de communication avec l'utilisateur final et peuvent modifier ses comportements au profit de l'entreprise.

L'innovation constitue le processus par lequel l'entreprise acquiert par différents mécanismes des compétences, des technologies, une organisation nouvelle permettant d'améliorer sur le plan économique le processus de fabrication.

De ce point de vue, l'innovation permet de procurer un avantage concurrentiel dans un marché donné. La question posée à l'entrepreneur permet de savoir s'il est satisfait de la contribution de l'innovation en matière de processus production dans la performance. Cette satisfaction est évaluée sur une échelle de 1 (pas du tout satisfait) à 10 (totalement satisfait). Les résultats affichés dans le tableau 49, montrent un taux de réponse important (plus de 50% de réponses valides). Ce qui signifie une relative sensibilité des dirigeants quant au lien existant entre la performance et l'innovation.

En termes de satisfaction, seulement 26 % expriment une satisfaction totale contre plus de 35% de non satisfaits. Ceux qui ont affiché une satisfaction moyenne représentent 37,4%. La distribution des réponses montre que l'innovation constitue une préoccupation pour les chefs d'entreprise mais, à cause des contraintes de différentes natures réglementaires et financières, seulement une part relativement faible d'entreprises intègre de nouvelles techniques dans le processus de fabrication.

La part des entrepreneurs les plus satisfaits activent principalement dans le secteur industriel : 31% dans le BTP, 38% dans l'agroalimentaire et 23% dans le secteur manufacturier.

**Tableau 50 Innovation dans les processus de fabrication**

	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
0 à 3	44	35,8
4 à 7	46	37,4
8 à 10	33	26,8
Total	123	100,0

La distribution des réponses concernant le volet de la production, conduit à s'interroger sur l'impact de la mise à niveau sur la perception des entrepreneurs par rapport aux aspects de la production évoqués plus haut. Nous croisons deux types de question ; la première relative à la mise à niveau qui est une question fermée, et des questions sur les délais de la production, la qualité et la certification, le contrôle de la qualité durant le processus de production et, enfin, l'innovation dans le processus de production. Les croisements obtenus nous donnent la part des entreprises passées par la mise à niveau et qui ont amélioré ces aspects. Les tableaux qui suivent explicitent ces résultats.

**Tableau 51 La perception des entreprises quant aux aspects de la production**

<b>Nombre d'entreprises ayant répondu</b>	<b>8 à 10</b>	<b>%</b>	<b>Total</b>
Délais de production	13	35,14	37
Contrôle qualité des différentes phases de production	16	42,11	38
Innovation dans les processus de fabrication	12	33,33	36
Emballage des produits -packaging	7	30,43	23

Le nombre total des entreprises qui ont suivi un programme de mise à niveau est de 52 entreprises. Selon le tableau 50, on note qu'en moyenne, 33 entreprises ont fourni des réponses sur les quatre aspects de la production. Les pourcentages calculés dans ce tableau représentent le nombre de PME très satisfaites (de 8 à 10) de la contribution des facteurs cités.

## **Approvisionnement**

Quatre questions ont été posées pour cerner la perception des entrepreneurs sur le fonctionnement en matière d'approvisionnement. Cette perception est appréhendée sur la base de l'évaluation de la satisfaction des personnes interrogées en matière de 1) Performance des

fournisseurs 2) de la maîtrise des délais de réception, 3) de contrôle de la qualité de la matière première et 4) sources de la matière première. Pour compléter l'analyse nous avons aussi demandé aux entrepreneurs de s'exprimer sur l'importance qu'ils accordent aux relations avec les fournisseurs ainsi que l'existence du réseau d'approvisionnement dans le choix de la wilaya comme zone d'implantation.

### **En termes de Performance des fournisseurs**

**Tableau 52 En termes de Performance des fournisseurs**

<b>Echelle</b>	<b>Effectifs</b>	<b>Pourcentage valide</b>
0 à 3	22	19,13
4 à 7	53	46,09
5 à 10	40	34,78
Total	115	100

Plus de la moitié des entrepreneurs ont répondu à la question. Seulement 34 % considèrent que leur compétitivité est liée à la performance de leur fournisseur. Plus du tiers affiche une satisfaction moyenne (46%). Mais, ceux qui ne sont pas satisfaits des performances des fournisseurs représentent presque 20%. La distribution des réponses de cette façon signifie, à notre sens que les entrepreneurs se contentent de leur réseau personnel pour s'approvisionner en matières premières. C'est pourquoi la majorité des répondants ont affiché une satisfaction moyenne qui implique la non stabilité des relations avec les fournisseurs (parfois ils sont performants, parfois ils ne le sont pas).

### **En termes de maîtrise des délais de réception des matières premières**

**Tableau 53. Maîtrise des délais de réception des matières premières**

<b>Echelle</b>	<b>Effectifs</b>	<b>Pourcentage</b>
1 à 3	42	28,77
4 à 7	75	51,37
8 à 10	29	19,86
Total	146	100

Presque 67 % des personnes interrogées ont répondu à la question. Cela montre que les délais d'approvisionnement préoccupent les



entreprises. Selon les taux calculés, plus de la moitié des répondants affiche une satisfaction moyenne. Ce qui implique que ces entreprises, soit, ne disposent pas de compétences internes leur permettant de calculer et de planifier leurs achats et de choisir les fournisseurs les plus performants, soit, parce que, comme la montre la question précédente, les problèmes d'acheminement des matières premières viennent de la source donc des fournisseurs. Dans les deux cas de figures, les délais d'approvisionnement constituent une contrainte pour 28,77% des entreprises. On ne trouve que 19,86% qui sont satisfaits de la contribution de la maîtrise de délais de réception de matières premières dans la performance.

### **En termes de Contrôle de la qualité de la matière première**

**Tableau 54. Contrôle de la qualité de la matière première**

	Effectif	%
1 à 3	46	31,29
4 à 7	68	46,26
8 à 10	33	22,45
Total	147	100

Plus de la moitié des enquêtés ont répondu à la question (67%). La qualité de la matière première est un facteur important, notamment dans les secteurs fortement réglementés tels que les BTP et l'agroalimentaire où les entreprises sont souvent soumises à des règles de production et de normalisation très strictes. Cependant, un nombre très important d'entrepreneurs n'est pas satisfait de leur capacité à contrôler la qualité des matières premières (31,2%), et seulement 22% considèrent que leur compétitivité est liée à cette capacité. Entre ces deux catégories, un autre groupe de PME hésite en affichant une satisfaction moyenne.

### **En termes de relations avec les fournisseurs :**

La question posée consistait à savoir si les entrepreneurs considèrent que les relations avec les fournisseurs étaient déterminantes dans le choix de la wilaya d'Oran comme zone d'implantation et d'investissement. Plus des deux tiers ont répondu à la question. Mais les réponses

données fournissent une image plutôt négative des entreprises sur les fournisseurs. Le tableau 54 donne les résultats selon cinq niveaux d'importance 1 (pas du tout important) à 5 (très important).

**Tableau 55 Degré d'importance accordé aux relations avec le fournisseur**

	Nombre d'entreprise	%
Pas du tout important	58	26,5
Peu important	21	9,6
Moyennement important	20	9,1
Assez important	16	7,3
Très important	41	18,7
Total	156	71,2

Les relations avec les fournisseurs ne semblent pas déterminer la décision d'investissement. Seulement 18,7% des PME considèrent la relation avec les fournisseurs comme un facteur attractif pour s'installer à Oran, contre presque le double (36,1%) qui considèrent « pas du tout » ou « peu important » l'existence des fournisseurs. Les autres entrepreneurs (16,4%) n'accordent qu'une importance moyenne aux relations avec les fournisseurs en matière d'investissement.

### **En termes de source de matières premières**

**Tableau 56 Degré d'importance accordé aux sources de matières premières**

Echelle	Effectifs	% des entreprises
Pas du tout important	27	24,3
Peu important	13	11,7
Moyennement important	22	19,8
Assez important	21	18,9
Très important	28	25,2
Total	111	100

Les chiffres de ce tableau montrent une quasi-égalité entre ceux qui n'accordent pas d'importance à la disponibilité de la matière première comme un facteur déterminant le choix de l'implantation d'entreprises (24%) et ceux qui considèrent que cet aspect est très important pour la création d'une entreprise à Oran.

## La distribution (commerciale)

La distribution inclut toutes les activités mettant en relation les clients avec l'entreprise. Les questions posées à ce titre tentent de cerner la satisfaction des entrepreneurs sur la contribution de la distribution, des capacités marketing et de la qualité de relation avec les clients dans la compétitivité des entreprises.

### En termes de distribution

Sur une échelle de 1 à 10, les entrepreneurs devaient s'exprimer sur leur satisfaction en matière d'efficacité du réseau de distribution, Le taux de réponse est très faible puisque seulement 41% des PME ont répondu.

**Tableau 57 Efficacité du réseau de distribution**

Echelle	Effectifs	%
0 à 3	14	15,38
4 à 7	37	40,66
8 à 10	40	43,96
Total	91	100

Presque la moitié des PME considèrent qu'elles utilisent un réseau de distribution efficace, contre 15,38% qui ne lient pas leur compétitivité à la distribution. La faiblesse du taux de réponse et celle des PME satisfaites permettent de conclure que ces dernières activent dans des marchés restreints et de forte proximité.

### En termes de capacité interne de marketing

La fonction marketing a pour rôle d'agir par des mécanismes différents sur les comportements des consommateurs pour les rendre favorables aux objectifs de l'entreprise. Mais auparavant, il faut s'informer sur ces comportements par le biais des études de marché notamment. La question posée à ce titre cherche à cerner le niveau de satisfaction des entrepreneurs de l'utilisation de ce type d'études par les moyens propres de l'entreprise. Le taux de réponse est relativement important. Plus de la moitié a fourni des réponses, mais la majorité se concentre sur le niveau moyen de satisfaction (66%). Un pourcentage faible

d'entreprises cherche à maîtriser le fonctionnement de la demande, puisque seulement 25,2% des PME engagent des études de marché, soit pour le lancement de nouveaux produits, soit pour préparer des campagnes publicitaires pour les anciens produits.

**Tableau 58 Capacités internes en marketing (études de marché)**

Echelle	Effectifs	%
0 à 3	11	8,66
4 à 7	84	66,14
8 à 10	32	25,20
Total	127	100

Sur 129 répondants, seulement 20% déclarent que leur compétitivité est liée aux actions de promotion et de publicité qu'elles engagent, et presque 30% des entreprises ne sont pas satisfaites. La moitié des entrepreneurs (50,4%) ont exprimé une satisfaction moyenne.

**Tableau 59 La promotion publicitaire**

Echelle	Effectifs	%
0 à 3	38	29,5
4 à 7	65	50,4
8 à 10	26	20,2
Total	129	100,0

**En termes de relation avec les clients**

La relation avec les clients a été examinée à travers trois questions. Elles consistent à évaluer, sur la base de la même échelle, la satisfaction des entrepreneurs concernant la force de vente, la qualité des services -après -ventes et les conseils et assistance à la clientèle. Les résultats des réponses sont regroupés dans le tableau 59.

**Tableau 60 Croisement mise à niveau et fonction de production**

	Satisfaction faible	Satisfaction moyenne	Satisfaction totale
Force de vente de votre entreprise	26,19%	43,65%	30,16%
Qualité des services après vente à la clientèle	23,33%	39,17%	37,5%
Conseil et assistance a la clientèle	20,77%	40,77%	38,46%

Pour les trois questions posées, la même distribution des entreprises est enregistrée. En moyenne, le tiers des PME sont satisfaites de leurs efforts en matière de fidélisation des clients et entretiennent des relations permanentes avec eux. Mais, seulement 23% des entrepreneurs ne sont pas satisfaits de leur performance en termes de relations clients.

Une satisfaction moyenne est exprimée par presque 41% des entreprises. La distribution de ces réponses semble indiquer qu'une part très faible de ces entreprises veut se développer. Le développement vient bien entendu avec l'exploration de nouveaux marchés et la préservation des marchés existants. Cette faiblesse des satisfactions est induite aussi de la faiblesse de l'expertise interne. Toutes ces activités concernant le suivi des forces de ventes et le conseil requièrent des compétences et des savoir-faire souvent absents dans les petites et moyennes entreprises.

## **La gestion des ressources humaines**

Pour l'ensemble des questions relatives au champ de la gestion des ressources humaines, le taux de réponses est supérieur à 54%.

### **Qualité de management des ressources humaines**

La distribution des réponses est centrée autour du deuxième niveau de satisfaction. En effet, 60 % des répondants sont moyennement satisfaits quant à l'apport de la gestion des ressources humaines à la compétitivité des entreprises. Mais, 23% seulement expriment une totale satisfaction dans ce domaine, malgré le fait qu'il existe presque 39,2% de ces entreprises qui emploient plus de dix employés permanents. Il y a, par ailleurs, 8,8% qui ont plus de 50 salariés permanents et plus de 30% qui ont un effectif permanent compris entre 10 et 49 individus. Cela montre qu'une part assez importante d'entreprises occupe un effectif important qui nécessite une organisation moderne du personnel en termes de gestion des compétences, de formation, et de recrutement des flux. La distribution confirme l'importance accordée à la qualité de la gestion la ressource humaine (GRH).

**Tableau 61 Qualité de management des ressources humaines**

Echelle	Effectifs	Pourcentage valide
0 à 3	22	16,92%
4 à 7	78	60,00%
8 à 10	30	23,08%
Total	130	100,00%

### **Mode de management de la ressource humaine**

Les modes de GRH regroupent l'ensemble des pratiques et des processus opératoires d'acquisition, de conservation et de développement des ressources humaines. Dans ce sens, la première question cherchait à identifier l'appréciation générale des entrepreneurs quant à l'efficacité des pratiques de GRH. Cette appréciation est évaluée sur la base d'une échelle de 1 (l'entreprise n'est pas compétitive à cause de ce facteur) à 10 (l'entreprise est compétitive grâce aux modes de GRH existants en son sein). Nous avons structuré les réponses autour de trois niveaux de réponses « pas satisfait » (0 à 3), « moyennement satisfait » (4 à 7) et « très satisfait » (8 à 10).

Comme le montre le tableau 61, presque le tiers des entrepreneurs sont très satisfaits, et plus de 42 % affichent une satisfaction moyenne. Les non satisfaits ne représentent que 25,6% du total des répondants. Ces réponses traduisent une vision relativement positive, de la part des employeurs, sur les modes de management des ressources humaines au sein des PME.

**Tableau 62 Mode de management de la ressource humaine**

Echelle	Effectifs	Pourcentage valide
0 à 3	32	25,60%
4 à 7	53	42,40%
8 à 10	40	32,00%
Total	125	100,00%

Dans le paragraphe qui suit nous nous intéressons à la perception qu'ont les entrepreneurs sur la formation et notamment sa contribution à la performance des entreprises. Deux questions ont été posées à cette fin. La première demande aux chefs d'entreprises de s'exprimer sur la prise en charge des besoins en formation du personnel. La formation étant une action qui nécessite un financement et c'est pourquoi

la seconde question demande aux enquêtés leur appréciation sur l'évolution, au cours des deux dernières années, du budget de la formation.

**Tableau 63 Prise en charge des besoins en formation du personnel**

Echelle	Effectifs	%
0 à 3	46	38,33
4 à 7	52	43,33
8 à 10	22	18,33
total	120	100

Les réponses fournies par les entrepreneurs font distinguer une part très faible d'entreprises qui considère que leur compétitivité est liée à la prise en charge des besoins en formation. Seulement 18 % des entreprises considèrent que la formation est nécessaire pour la performance, et ceux qui n'affichent pas d'intérêt pour la formation sont estimés à plus d'un tiers (38,33%). Entre ces deux tendances, on trouve 43,3% des personnes interrogées affichant une satisfaction moyenne. Bien entendu, la prise en charge des besoins en formation du personnel, nécessite la mise en place des processus de collecte d'information sur les qualifications actuelles, et les qualifications à développer. Ces processus relèvent de l'expertise intégrée dans des fonctions normalement ne relevant pas directement détachée de l'entrepreneur. Or, a cause de la place prépondérante qu'il occupe dans les PME, le chef d'entreprise choisira souvent lui-même les pratiques à mettre en place pour former le personnel, comme le souligne certains auteurs (Bruno FABI, 2007),

### **Ecoutes internes des acteurs de l'entreprise**

L'écoute interne renvoie à des processus de communication entre le management et le personnel, soit pour informer ce dernier des politiques de l'entreprise, ses objectifs, ses résultats et les contraintes qui pèsent sur son activité, soit pour connaître les attentes du personnel, leurs besoins, mais aussi, les lacunes tenant aux informations opérationnelles, c'est-à-dire directement liées à l'exécution des tâches.

Presque la majorité des répondants considère que l'écoute interne des acteurs de l'entreprise, à savoir le personnel et les gestionnaires, constitue un atout important pour la compétitive des entreprises.

**Tableau 64. Ecoute interne des différents acteurs de l'entreprise**

Echelle	Effectifs	%
0 à 3	23	17,3
4 à 7	55	41,4
8 à 10	55	41,4
Total	133	100

En effet, les deux tiers des entreprises ont affiché une satisfaction moyenne (41 %) et une satisfaction totale (41%), mais, seulement 17% ne considèrent pas cette activité comme essentielle. Lorsqu'on croise ces résultats avec ceux du nombre d'effectifs, on remarque que les entreprises les plus satisfaites disposent d'un effectif de moins de 20 salariés. Ce qui implique que la communication est le fait de la proximité physique de l'entrepreneur, et des principaux acteurs de la PME comme les salariés. Cette spécificité tient au caractère souvent familial de l'entreprise (50% des PME sont des SARL), et au rôle particulier que tient le dirigeant, car, c'est autour de lui que circule l'information (Catherine Bachelet)<sup>15</sup>. Cette proximité rend le système de communication simple et peu structuré. Les dirigeants de PME préfèrent les moyens de communication les plus informels basés sur la communication orale, à l'inverse des grandes entreprises qui adoptent des moyens formalisés (O. Torres, 2007). Mais dans le cas des entreprises enquêtées, il semble que les entrepreneurs donnent de l'importance à l'échange d'informations avec les acteurs internes et le considèrent comme stratégique. Selon la question posée, il a été demandé si l'écoute interne des acteurs est une source de compétitivité. Les réponses sont largement positives.

Le caractère stratégique ou non de l'écoute des acteurs, et de manière générale de la communication interne, dépend de facteurs de contingence, comme les résume Bruno FABI deux catégories. Il y a des facteurs externes qui regroupent les facteurs commerciaux (économiques, de marché de travail, et technologie) et des facteurs sociétaux liés aux aspects réglementaires, socioculturels et démographiques. Du point de vue des facteurs internes, cet auteur considère que les traits du propriétaire (formation, personnalité) et ceux des employés ont un impact aussi sur les modalités et les pratiques en termes de

15. BACHELET. C. Difficulté de la communication interne en PME, 1997, pp 45-54, p 46



communication. Nous tenterons dans ce qui suit, d'examiner de près la relation entre l'écoute interne dans les PME, et le niveau instruction comme indicateur du profil du propriétaire.

**Tableau 65 Croisement écoute interne et niveau instruction**

	Satisfaction faible	Satisfaction moyenne	Satisfaction totale
Supérieur	13,6	24	9,6
Primaire	5,6	2,4	4,8
Secondaire et moyen	6,4	16	17,6
	25,6	42,4	32

Les niveaux de satisfaction les plus élevés (8-10) émanent des entrepreneurs relativement bien instruits, comme le montre ce tableau 64. Ce sont les entrepreneurs universitaires (9,6%) et du niveau secondaire et moyen (17,6%) qui considèrent la communication interne comme facteur essentiel de la réussite de l'entreprise. Les entrepreneurs faiblement instruits (niveau primaire) ne représentent que 4,8 %. Les chiffres obtenus de ce croisement permettent aussi de remarquer que parmi ceux qui considèrent que la communication interne ne joue pas un rôle dans la performance, les universitaires y constituent la grande part (13,2%). Ce qui met en relief l'importance aussi de la personnalité et du leadership.

### **Conclusion**

Au terme de ce chapitre, quatre résultats méritent d'être particulièrement soulignés. Le programme de mise à niveau qui avait pour vocation de doter les entreprises d'un potentiel de ressources (certification qualité, compétences et organisation) leur permettant, à terme, d'atteindre un niveau élevé de compétitivité pour un meilleur positionnement dans les marchés, semble avoir un impact relativement positif sur les pratiques d'organisation et de gestion dans les PME à Oran. En effet, les entreprises qui ont suivi des programmes de mise à niveau sont celles où le plus haut niveau de satisfaction en matière de fonctionnement a été observé. Il existe bien entendu des cas de PME mises à niveau mais qui affichent des insatisfactions ou des satisfactions moyennes, car la mise à niveau constitue un processus permanent d'amélioration dont les résultats n'interviennent pas dans le court

terme. Il faudrait, à notre sens, des enquêtes plus approfondies pour évaluer les impacts réels de la mise à niveau sur les processus internes de management des entreprises. Parmi les contraintes de fonctionnement qui se posent à l'entreprise, l'approvisionnement constitue selon les résultats de l'enquête la source d'insatisfaction la plus importante. Une part très faible de PME a affiché une satisfaction en matière de sources de matière première, de réseaux de fournisseur et de maîtrise des délais d'approvisionnement. De plus, on note que la quasi-majorité de ces entreprises ne considère pas la disponibilité des inputs comme un facteur déterminant du choix de leur implantation dans la wilaya. Cette situation suggère aussi la faiblesse de l'expertise interne en matière de gestion des activités d'achat et de stockage.

En aval, les résultats de l'enquête révèlent une faiblesse des pratiques commerciales et de marketing dans les PME. Peu d'entreprises recourent à la publicité, à la fidélisation des clients. Lorsqu'on examine la satisfaction des entrepreneurs en matière de processus de distribution et la nature des marchés des entreprises, on déduit que ces dernières activent en majorité dans des marchés locaux, de forte proximité avec les clients et ne nécessitant pas le recours à des pratiques telles la force de vente, la communication et l'investissement dans les réseaux de distribution, pourtant nécessaires à la croissance et au développement. Ces PME se contentent des clients actuels et ne déclenchent pas des actions pour chercher des clients potentiels, même si une part importante de ces PME déclare être en situation de concurrence aussi bien par des produits locaux qu'étrangers.

L'amélioration du fonctionnement des entreprises nécessite, entre autres, l'acquisition et le développement d'une expertise interne, qui passe nécessairement par la mise en place des processus de gestion de ressources humaines. Les résultats du questionnaire révèlent, à ce titre, que les pratiques de formation, de communication interne et globalement de modes de GRH sont faiblement présentes dans les entreprises. Peu d'entrepreneurs affichent une satisfaction sur la contribution de ces pratiques dans la performance de leur entreprise, ce qui dénote à notre sens, une forte présence du propriétaire même si certaines entreprises atteignent des tailles importantes en termes d'effectif et de chiffres d'affaires. Ces PME semblent traverser difficilement la transition de la petite entreprise à gestion personnalisée vers une entreprise managériale qui a besoin de processus et de règles de fonctionnement indépendants de l'exercice de la propriété.

## CHAPITRE 6

# Les éléments de performance des PME

## De la croissance du chiffre d'affaires :

L'analyse de la performance en termes de chiffre d'affaires montre que plus de 58 % des PME ont un niveau d'activité de plus de dix millions de dinars. La tranche de dix millions à cent millions représente la majorité avec plus de 40 %,

**Tableau 66 Chiffre d'affaires 2009 en milliers de DA**

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
<1 000	20	9,13%	12,58%	12,58%
1 000 <= <10 000	46	21,00%	28,93%	41,51%
10 000 <= < 100 000	64	29,22%	40,25%	81,76%
100 000 <= < 1 000 000	24	10,96%	15,09%	96,86%
>= 1 000 000	5	2,28%	3,14%	100,00%
Total	159	72,60%	100,00%	
Système manquant	60	27,40%		
Total	219	100,00%		

Par ailleurs, 34,04 % des entreprises de l'échantillon n'ont pas réalisé une croissance positive de 2007 à 2009.

Enfin, n'oublions pas de rappeler que la PME algérienne reste réticente à toute demande d'informations sur son chiffre d'affaires, car, plus de 27 % n'ont pas répondu à la question y afférente.

## **De la compétition internationale :**

Selon les résultats, 3 % seulement de ces PME sont exposées à la compétition internationale, pendant que 50 % rivalisent seulement

avec des entreprises locales, Le reste se répartit entre les PME qui rivalisent avec des entreprises au niveau régional (29,1 %) et celles 17,9 % rivalisent avec des entreprises au niveau national.

**Tableau 67. L'exposition des PME à la compétition en %**

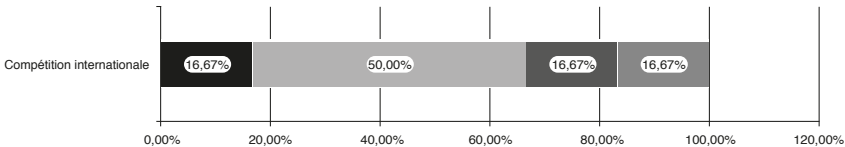
	L'exposition des PME à la compétition en %	Pourcentage cumulé
Compétition au niveau local	50	50
Compétition au niveau régional	29.1	79.1
Compétition nationale	17.9	97
Compétition internationale	3	100
Total	100	

La faiblesse du nombre d'entreprises exportatrices peut être justifiée par l'absence d'une volonté de substitution à l'importation. Ce type de comportement renvoie à la naissance même des PME en Algérie, qui sont tirées beaucoup plus par des opportunités et des occasions dénichées au plan local. Cette logique de « suivisme » a été imprégnée ou du moins amplifiée par les dispositifs d'aide à la création de PME, distribuant des listes de domaines d'activités les plus demandés aux jeunes désirant de créer leurs propres entreprises.

**De la compétition par secteur :**

La part de la compétition internationale ressentie par les PME de l'échantillon étudié est détenue par le secteur de l'industrie à 50 %, et les secteurs des BTP, du commerce et des services ont une part égale à 16,67 %.

**Graphique 52. La compétition internationale par secteur**



Compétition internationale	
■ BTP	16,67%
■ Industrie	50,00%
■ Commerce	16,67%
■ Services	16,67%

**Tableau 68 La composition de la compétition des PME par secteur d'activité en %**

	Secteurs d'activité								
	Btp	Commerce	Transport et communication	Services aux menages	Hôtellerie et restauration	Industries agroalimentaires	Services fournis aux entreprises	Secteurs manufacturiers	TOTAL
Compétition au niveau local	50.00%	51.85%	45.45%	62.50%	71.43%	48.39%	40.00%	45.95%	50.00%
Compétition au niveau régional	30.00%	40.74%	18.18%	0.00%	14.29%	32.26%	40.00%	27.03%	29.08%
Compétition nationale	18.57%	3.70%	36.36%	25.00%	14.29%	16.13%	20.00%	21.62%	17.86%
Compétition internationale	1.43%	3.70%	0.00%	12.50%	0.00%	3.23%	0.00%	5.41%	3.06%
Total	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%

La ventilation des résultats relatifs à l'exposition des PME à la compétition sur les différents secteurs nous montre clairement que la répartition sur la compétition locale, régionale et nationale se fait respectivement à une moyenne 50%, 30% et 18 %. Ce qui semble dénoter une démarche identique adoptée par une majorité de PME au niveau national vis-à-vis de la compétition internationale.

A l'exception du secteur hôtellerie et restauration et celui des transports et communications, les PME du premier secteur ont une démarche beaucoup plus locale (71,43%), Ce qui explique l'absence de chaîne d'hôtellerie occupant le territoire national (seulement 14,29%),

Par contre, les pourcentages des PME du secteur du transport affichent une démarche orientée vers la compétition locale et nationale à plus de 80%. C'est peut-être une caractéristique

typique aux entreprises de ce secteur qui ne se contentent pas du marché régional dès qu'elles décident de faire plus que le local.

La compétition internationale n'attire aucune des entreprises du secteur de l'industrie et reste très modeste, avoisinant les 4,41 %.

## **De la compétitivité du point de vue de la chaîne d'approvisionnement :**

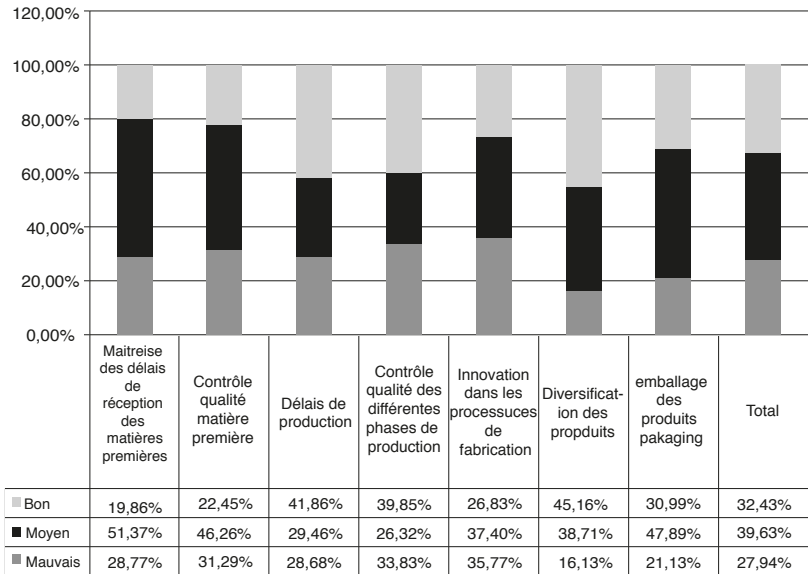
L'analyse de la performance des PME selon leur degré de satisfaction par rapport aux entreprises concurrentes, donne des chiffres assez variés en fonction de l'angle d'analyse choisi et éventuellement du secteur d'activité auquel appartient ses PME. Dans notre démarche, nous nous sommes intéressés uniquement à la chaîne d'approvisionnement, en insistant sur les sept facteurs de performance suivants :

1. Maîtrise des délais de réception des matières premières
2. Contrôle qualité matière première
3. Délais de production
4. Contrôle qualité des différentes phases de production
5. Innovation dans les procès de fabrication
6. Diversification des produits
7. Emballage des produits-packaging.

La récapitulation des éléments de réponses des PME sur leurs satisfactions par rapport à ces facteurs peut être illustrée dans le graphe 55.

En effet, seulement une moyenne de 32,43% des PME estime que le degré de maîtrise des facteurs étudiés est bon. Ce degré varie en fonction des facteurs étudiés, car, il est fort (30% à 45 %) pour les facteurs dont la maîtrise est moins sensible à l'environnement et requiert les compétences de l'entreprise elle-même (diversification des produits, délais de production, innovation dans les processus de fabrication...). Ce même degré est parfois faible (19%) surtout pour les facteurs dont la maîtrise nécessite l'intervention des compétences des partenaires de l'entreprise (maîtrise des délais de réception des matières premières).

**Graphique 53. Satisfactions par rapport aux facteurs de performance de la chaîne d'approvisionnement**



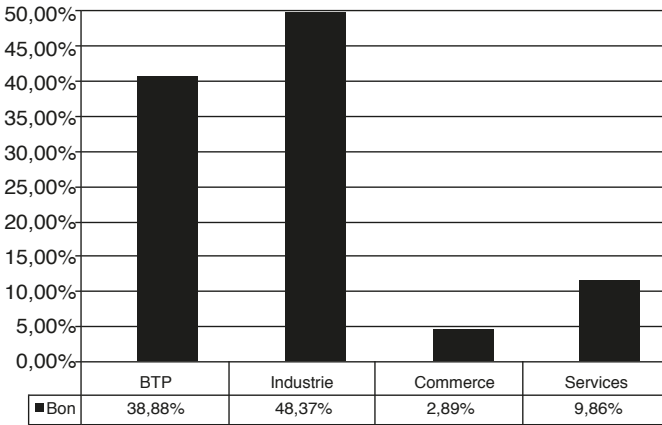
## De la perception de la performance par secteur d'activité :

Sur le plan global, aucun des secteurs ne dépasse 50 % en termes de satisfaction. La répartition du degré de satisfaction des PME par secteur dénote que les PME des secteurs de l'industrie et du BTP se montrent les plus compétitives.

Par ailleurs, ce faible taux peut être expliqué par la non-maitrise de ces facteurs, notamment les délais de réception de matière première (19,86%) et le contrôle qualité de la matière première (22,45 %).

Enfin, ces appréciations doivent être jugées en prenant en considération le recours à ces facteurs de performance, car le secteur du commerce, le plus confronté aux utilisateurs finaux et à un nombre de fournisseurs plus important, est le moins satisfait quant à la performance de l'organisation de ses transactions avec ses partenaires. La même remarque est valable pour le secteur transport et communication demandeur d'un nombre important d'intrants, ce qui engendre une multiplication de transactions en amont.

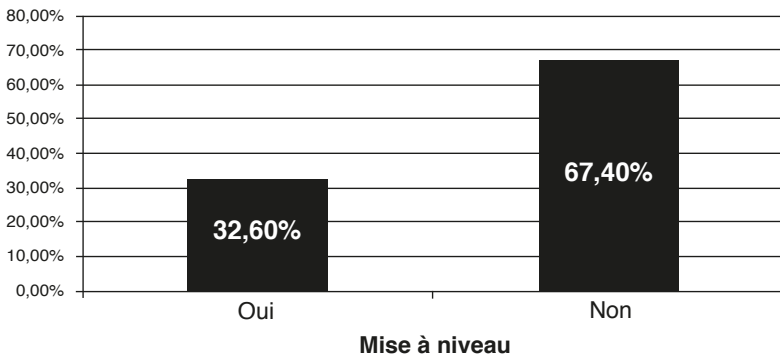
**Graphique 54 Degré de satisfaction du niveau de compétitivité des PME par rapport aux entreprises concurrentes (par secteur d'activité en %)**



**De l'impact de la mise à niveau :**

Dans le chapitre précédent, la mise à niveau a été identifiée comme un élément d'amélioration du fonctionnement de l'entreprise. En revanche, nous remarquons un faible impact de la mise à niveau sur la compétitivité de PME. En effet, 32,60 % seulement des PME ayant déclaré un bon degré de compétitivité sont passées par la mise à niveau.

**Graphique 55. Répartition des PME ayant un bon degré de compétitivité selon leur passage ou pas par un processus de mise à niveau**

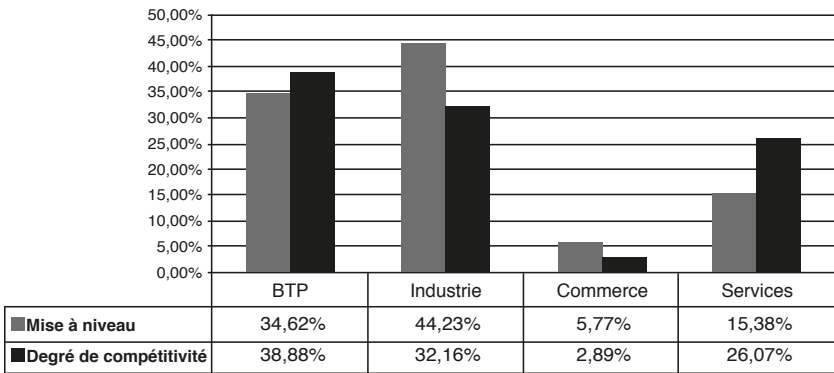


Le secteur de l'industrie représente la plus grande part des PME mises à niveau à 78,85 %, suivi par le secteur des services à 15,38 % et enfin celui du commerce à seulement 5,77 %.



Comparés au degré de compétitivité par secteur, ces chiffres montrent que les PME peuvent avoir un bon degré de compétitivité, comme pour le secteur des services à 26,07 %, sans avoir bénéficié pour autant, de la mise à niveau. Le contraire est aussi possible comme dans le secteur de l'industrie où nous remarquons que 71,04 % ont un bon degré de compétitivité alors que le pourcentage des entreprises mises à niveau dépasse les 78 %.

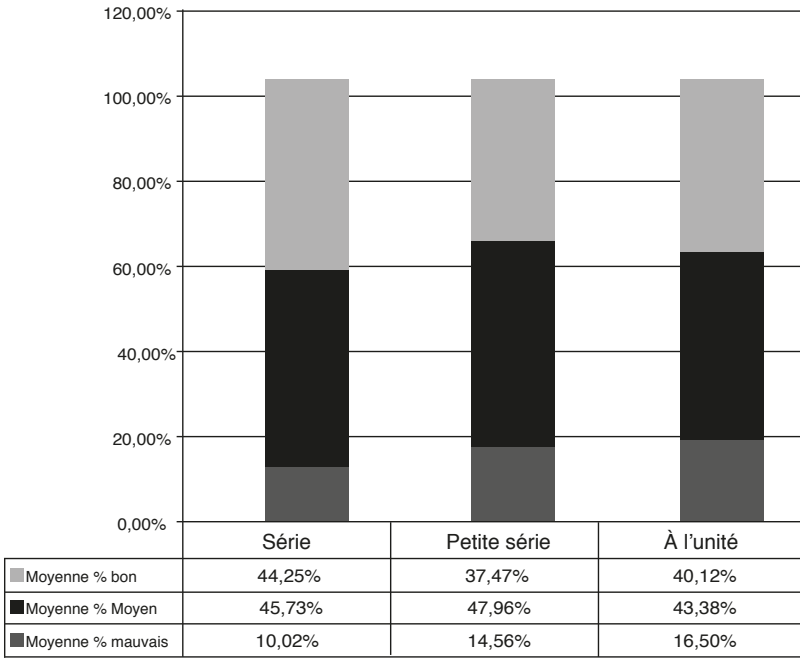
**Graphique 56. Répartition de la mise à niveau et du degré de compétitivité des PME par secteur d'activité en %**



## De la perception de la performance par nature de production :

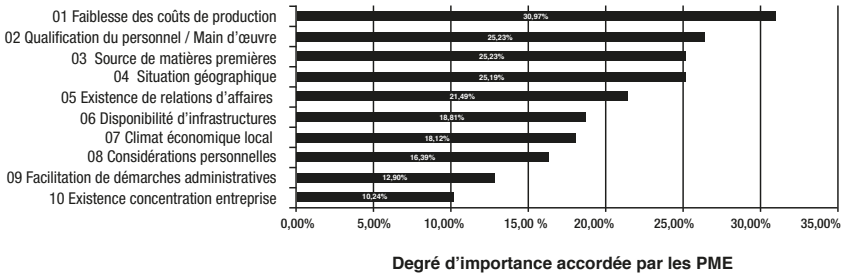
L'analyse de la performance par nature de production montre que ce sont surtout les entreprises qui ont recours à la production en série qui s'estiment performantes. En effet, la nature de la production en série est moins exigeante en termes de types de matières premières et peut se permettre un stock important de matière première pour éviter toute perturbation relevant du non-respect de délais. Par contre, la production à l'unité ne déclenche l'opération d'achat qu'après avoir déterminé avec précision la nature de la production commandée selon les exigences du marché et ou du consommateur.

**Graphique 57. Degré de satisfaction du niveau de compétitivité des entreprises par rapport aux entreprises concurrentes (selon la nature de production en %)**



## Perception des facteurs d'attractivité du territoire de la wilaya d'Oran

**Graphique 58. Classement par ordre d'importance des facteurs justifiant l'attractivité du territoire dans le choix de la région comme zone d'investissement**



Le facteur travail (coûts de production 31% et qualification de la main d'œuvre 26%) semble être le plus important pour la plupart des répondants dans l'attractivité de la zone d'Oran. Néanmoins, la source de matières premières et la zone géographique constituent, elles aussi, des facteurs cachés d'attractivité car, elles sont souvent considérées par les investisseurs comme des contraintes.

### **Perception du degré d'importance accordé à l'intervention de l'Etat dans le cadre de la mise à niveau**

Si l'intervention de l'Etat est considérée comme importante notamment pour les questions de réglementation et de veille technologique et industrielle, celle du patronat et des entreprises elles-mêmes semblent s'orienter vers des problèmes de veille concurrentielle (patronat) et de préoccupations mercatiques (marketing mix notamment en matière de distribution et de promotion).

L'importance accordée par les PME à l'intervention de l'Etat dans les quatre premiers aspects (graphique 59) est due à deux raisons possibles suivantes :

- Ce sont des actions demandeuses de fonds et souvent chères.
- L'Etat soutient le financement de ces aspects là dans le cadre des opérations de mise à niveau et de certification.

**Graphique 59. Classement des aspects de gestion par rapport au degré d'importance accordé à l'intervention de l'Etat dans le cadre de la mise à niveau**



## **Perception du degré d'importance accordé à l'intervention du patronat dans le cadre de la mise à niveau**

De la même façon que le graphique 59 montre les points favorables par les PME pour une intervention de l'Etat, le graphique 60 le montre aussi, mais pour une intervention du patronat. Selon ce graphique, trois points sont favorables à une intervention du patronat, à savoir :

- Connaissance des entreprises concurrentes
- Connaissance des entrants potentiels sur le marché
- Utilisation d'études benchmarking.

Nous remarquons que ces derniers renseignent beaucoup plus sur le marché et sont susceptibles d'être utilisés comme données pour affiner le diagnostic stratégique de ces PME. Nous savons, par ailleurs, que le patronat et ses manifestations est parmi les meilleurs moyens de rencontre entre concurrents, fournisseurs et clients.

## **Perception du degré d'importance accordé à l'intervention des entreprises elles-mêmes le cadre de la mise à niveau**

Contrairement aux raisons précédentes, motivant le choix entre l'intervention de l'Etat et du patronat, le graphique 61 montre que les PME préfèrent utiliser ses propres fonds et moyens pour financer la mise à niveau de sa chaîne d'approvisionnement. En effet, ce même graphique montre que les quatre facteurs qui sont classés premiers dans cette logique de prise en charge interne sont surtout des facteurs relevant de la production, de l'emballage et de délais.

Par ailleurs, ces mêmes facteurs classés premiers au graphique 61, sont classés derniers dans les graphiques 59 et 60. Ceci confirme la thèse selon laquelle les PME préfèrent plutôt prendre en charge elles-mêmes ces éléments que de souhaiter une intervention externe, celles de l'Etat ou du patronat.

**Graphique 60. Classement des aspects de gestion par rapport au degré d'importance accordé à l'intervention du patronat dans le cadre de la mise à niveau**



**Graphique 61. Classement des aspects de gestion où l'entreprise préfère utiliser ses moyens propres pour les améliorer**



## Conclusion générale

Il est difficile de conclure un travail inachevé, dans la mesure où il s'agit de présenter les résultats d'un traitement préliminaire. En revanche, il est important de souligner les grandes tendances qui se dégagent de l'analyse.

### Conclusions sur le dynamisme démographique des PME dans la wilaya d'Oran

---

1. La wilaya d'Oran présente des caractéristiques avantageuses par rapport aux autres wilayate du pays. Elle devrait en principe avoir un degré d'attractivité plus élevé que la moyenne nationale.
2. Dans le tissu économique hors agriculture (ensemble des entités économiques, c.-à-d., tous les porteurs d'un registre de commerce en qualité de personnes morales et de personnes physiques), la part des PME dans la wilaya d'Oran a connu une croissance sensible entre 2002 et 2012. En 2012, elle atteint 16,72 % du total des entités économiques alors qu'au niveau national, elle ne représente que 10,21 %.
3. La structure de l'activité n'a pas changé en une décennie dans la wilaya d'Oran. La part des PME activant dans l'industrie et les BTP représentait 27,8 % en 2002 et pratiquement le même taux en 2012 (27,12%), alors qu'au niveau national, cette part a perdu 5 points au cours de cette décennie pour atteindre 30,55 % en 2012. A une stabilité de la part de ces deux secteurs à Oran correspond un recul net de cette part à l'échelle nationale.
4. On constate que la croissance du nombre des PME activant dans ces secteurs (industrie et BTP) entre 2002 et 2012, dans la wilaya d'Oran a été plus élevée que la moyenne nationale (à Oran multiplication par 2,56 alors que le nombre national a



- été multiplié par 2,1 seulement), cependant, la part de ces secteurs reste plus faible à Oran que la moyenne nationale.
5. En termes de structure globale, la répartition des formes juridiques des PME à Oran semble correspondre à la moyenne nationale, avec cependant quelques différences notables. En 2010, les SARL représentent à Oran 57,1 %, alors qu'elles représentent 49,3 % au niveau national. Il en va de même pour la SNC qui représente 8,4 % à Oran mais 12 % au niveau national.
  6. Bien que le nombre d'entreprises croisse en volume, le taux de création baisse régulièrement entre 2001 et 2012, à l'échelle nationale et à l'échelle de la wilaya d'Oran.
  7. Le nombre de radiations croît régulièrement également de manière importante et avec lui le taux de mortalité des entreprises, au cours de cette période.
  8. Il y a lieu de constater une très forte similitude entre le mouvement démographique d'entreprise d'Oran et le mouvement démographique d'entreprises à l'échelle nationale. Les mêmes hausses et les mêmes baisses sont enregistrées aux deux niveaux avec parfois des amplitudes différentes.
  9. Le différentiel entre le taux de création et le taux de radiation se réduit de manière importante, entre 2001 et 2012, à l'échelle nationale comme à l'échelle de la wilaya, ce qui met en danger le processus de consolidation du tissu économique.
  10. On note également, pour une même année, une très forte diversité de situations en matière de taux de création et de mortalité des entreprises entre les différentes wilayate. La similitude des tendances générales ne doit pas cacher la forte diversité des situations entre les différentes wilayate au cours d'une même année. L'examen des données de l'année 2012 révèle que le taux de création est supérieur à 19 % pour trois wilayate (Bordj bou Arréridj, Ain Témouchent et Sidi bel Abbès) ; et il est inférieur à 7 % pour trois wilayate (Chlef, Ain Defla et Béchar).

Le taux de mortalité est également très diversifié. Il est supérieur à 9 % pour Oum El Bouaghi et Relizane, mais inférieur à 3,75 % pour

quatre wilayate (Tindouf, Alger, Saïda et Tamanrasset). Pour certaines wilayate, le taux de mortalité est même supérieur à leur taux de création (Oum El Bouaghi, Chlef, Ain Defla et Souk Ahras). Ces wilayate courent le risque de l'effritement de leur tissu économique.

### **Conclusions sur les caractéristiques des PME**

---

1. De l'avis des chefs d'entreprise, la mise à niveau dont certaines entreprises ont bénéficié semble avoir eu un impact très positif sur l'amélioration du fonctionnement des PME à Oran.
2. L'opération de certification qui en a découlé semble également jouer un rôle important dans la maîtrise des délais de production et par conséquent des coûts de production.
3. Quand on examine les résultats sur la satisfaction des chefs d'entreprise concernant les principales fonctions, on est surpris de constater qu'ils sont loin d'afficher une très grande satisfaction de leurs actions. Les plus grandes satisfactions concernent le délai et la diversification de la production et le réseau de distribution. Ce sont les trois paramètres qui recueillent les taux élevés de satisfaction. Par contre, la relation avec les fournisseurs ne semble pas satisfaire beaucoup de monde comme le management des ressources humaines et notamment la question de la formation au sein de l'entreprise et du budget qui lui est alloué.
4. L'attractivité du territoire semble fortement liée aux facteurs génériques, c'est-à-dire, les infrastructures, la situation géographique, la disponibilité des matières premières et la disponibilité de la main d'œuvre qualifiée et, enfin, des facteurs personnels. Tous ces éléments sont considérés comme importants et très importants par plus de 40 % de répondants. Par contre, le climat économique local, l'existence d'un tissu économique, et les facilités administratives sont des facteurs considérés comme importants et très importants par un très faible nombre d'opérateurs.
5. Il s'en suit que la création de nouvelles entreprises, le renouvellement du système productif et toutes les conséquences en termes d'emploi et de production que cela suppose sont

fortement déterminés par les ressources dont dispose un territoire.

6. En moyenne, le tiers (34,32%) des entreprises enquêtées considère que l'environnement est doté d'un capital humain satisfaisant par rapport aux besoins de l'entreprise. Les taux de satisfaction concernant la main -d'œuvre dans le marché du travail et la satisfaction par rapport aux compétences locales (collectivités, institutions etc.) ne semblent pas d'un niveau élevé. Ces données indiquent que les PME considèrent dans leur majorité qu'il y a une insuffisance de capital humain (disponibilité et niveau de qualification)
7. Par contre, le niveau du capital humain de l'entrepreneur semble relativement élevé, puisqu'une majorité affiche un niveau universitaire et une majorité aborde le processus entrepreneurial avec une expérience professionnelle non négligeable. Le niveau de formation important et une expérience professionnelle non négligeable semblent être deux principales caractéristiques des créateurs de PME à Oran.
8. Il se dégage de l'enquête qu'un petit pourcentage de PME seulement n'affronte ni concurrence de produits étrangers (13,4 %) ni concurrence de produits locaux (5,9%)
9. Mais le plus surprenant concerne la majorité de PME, qui ne connaissent pas leurs concurrents étrangers (55,3% de PME) ni les concurrents nationaux (64,9%). Ici l'hypothèse qui mérite d'être soulignée est que les PME ont des niches ou des marchés captifs locaux et ne se soucient pas de leur concurrence.
10. Outre les études sur la concurrence, la recherche-développement semble intéresser une part très faible de PME. Par rapport à la question précédente, les perceptions des entrepreneurs sur l'importance du recours aux laboratoires et centres de recherche pour développer de nouveaux produits ou de nouveaux procédés de fabrication paraît relativement identique. En effet, seulement 118 sur 219 ont répondu à la question, soit 53,9 % des PME interrogées. Parmi ces répondants 45 entrepreneurs expriment une totale satisfaction par rapport à la sollicitation de ces entités, soit 38,1 % seulement des répondants et 20,5 % du total des entreprises enquêtées. Le reste (49,2%) ne fait pas

- recours à la recherche- développement, ou bien en fait d'une manière occasionnelle (29,6%)
11. Il y a lieu de noter que 43,7 % des PME faisant appel à un laboratoire ou centre de recherche affichent une grande satisfaction, mais les « non satisfaits » et « pas satisfaits du tout » ne représentent que 22,3% des PME concernées. Il s'ensuit que la grande majorité des PME qui fait appel aux laboratoires ou centres de recherche peut être déclarée satisfaite ou très satisfaite.
  12. Concernant la nature de la ressource humaine, la distribution des réponses est centrée autour du deuxième niveau de satisfaction. En effet, 60 % des répondants sont moyennement satisfaits quant à l'apport de la gestion des ressources humaines à la compétitivité de l'entreprise. En revanche, seulement 23% expriment une totale satisfaction
  13. Pour l'amélioration de la qualité de la ressource humaine, les réponses sont partagées. 41,7% des répondants pensent que c'est le rôle de l'Etat, 15,3 % pensent que ce rôle échoit à l'organisation patronale et une petite majorité, soit 43,1 %, pense, quand même, que c'est le rôle de l'entreprise elle-même. Mais le budget de formation n'existe que dans 27 % des PME. Ce qui constitue un vrai paradoxe entre le discours sur l'importance de la ressource humaine et la pratique dans les entreprises.
  14. Une grande majorité d'entreprises (61%) semble être satisfaite des conditions d'approvisionnement et ne rencontrent pas de contraintes particulières dans ce domaine. De plus, les entreprises semblent fonctionner, en matière d'approvisionnement, sans lien particulier à un réseau de fournisseurs (50,6% de PME). Une petite minorité seulement, soit 18 %, déclare être liée à un réseau de fournisseurs.
  15. Par contre, 44 % seulement des entreprises semblent très satisfaites du réseau de distribution et une minorité (15,3%) affirme sa non satisfaction totale. Ce qui signifie que la distribution des produits, à l'échelle du territoire national, n'est pas encore totalement réglée et peut constituer un frein à la croissance de la PME.

16. Enfin, en matière de relation avec les institutions financières, 70 % des PME confirment qu'elles sont difficiles, dans la wilaya d'Oran.
17. Il y a lieu de noter également que les relations avec les organisations patronales sont considérées comme difficiles, puisque seulement 20 % des PME leur font confiance et la majorité d'entre elles préfère lutter individuellement en matière de compétitivité.

## Bibliographie

### Ouvrages :

Abedou Abderrahmane & Bouyacoub Ahmed & Kherbach Hamid : «L'entrepreneuriat en Algérie 2011, Global Entrepreneurship Monitor (GEM)», GIZ (Allemagne) CREAD (Alger), Janvier 2013, 280 pages,

Abedou Abderrahmane & Bouyacoub Ahmed & Lallement Michel & Madoui Mohamed : «Entrepreneurs et PME; Approches algéro-françaises», L'Harmattan, Paris, 2004, 280 pages,

Abedou Abderrahmane & Bouyacoub Ahmed & Lallement Michel & Madoui Mohamed : «De la gouvernance des PME-PMI, Regards croisés France - Maghreb», L'Harmattan, Paris, 2006, 338 pages,

Abedou Abderrahmane & Bouyacoub Ahmed & Lallement Michel & Madoui Mohamed : «PME, Emploi et relations sociales, France - Maghreb», L'Harmattan, Paris, 2007, 272 pages,

De Kerviler Isabelle : «La compétitivité : enjeu d'un nouveau

modèle de développement », Les éditions des Journaux Officiels, Paris, 2011, 98 pages,

Filion Louis Jacques : « Management des PME : de la création à la croissance », Renouveau Pédagogique, Paris, 2007, 566 pages,

Hernandez Emile Michel : «L'entrepreneuriat : Approche théorique», L'Harmattan, Paris, 2005,

Marniesse Sarah et Ewa Filipiak : « Compétitivité et mise à niveau des entreprises Approches théoriques et déclinaisons opérationnelle », © MAGELLAN & Cie, Paris, 2003, 190 pages,

Miraoui, A et Toubache, A (coordonné par), Entrepreneuriat et mise à niveau Larege, Lameor, OPU, 2009, 594 page,

Torrès, O, (Sous la coordination de), « PME : de nouvelles approches », Economica, Paris, 1998, 187 pages,

### Reuves :

Amabile Serge, Gadille Martine : «Les NTIC dans les PME : stratégies, capacités organisationnelles et avantages concurrentiels», Revue française de gestion, N° 144, 2003,

Arena Richard, Paul Marie Romani : « Contribution à une approche marshallienne de la petite entreprise »,

Revue d'économie Industrielle N° 86, 1998,

Arzeni Sergio et al, : « Les pôles de compétitivité, une démarche paradoxale ? », Le journal de l'école de Paris du management, 2008/2 - N°70, pages 37 à 45.

- Belattaf Matouk : « Territoire, banques et création d'emploi en Algérie : le cas de la PME et des micro-entreprises de la wilaya de Béjaïa », Cahiers du GRIOT N° 03, 2004, pages 213-236,
- Ben Mlouka Selma et Jean-Michel Sahut : « La taille est-elle un facteur déterminant de la compétitivité des entreprises ? », La Revue des Sciences de Gestion, 2008/5 - n°233, pages 77 à 86,
- Benko, G et Pequeur, G : « Les ressources de territoires et les territoires de ressources », Finisterra, XXXVI, 71, 2001, pp7 -19,
- Bonneau Jaques : « la création d'entreprises, sources de renouvellement du tissu des PME », Economie et statistiques, 1994 N° 271-272, pp 25-36, p 29,
- Bouyacoub Ahmed : « Entrepreneuriat, territoires et capital humain », Colloque international : « Création d'entreprises et territoires », 2006,
- Bouyacoub Ahmed : « Les PME en Algérie : quelles réalités ? », Cahiers du GRIOT N°3, 2004,
- Bouyacoub Ahmed : « Que publie la revue du CREAD ? ou l'analyse de deux décennies de sommaires », Cahiers du GRIOT N°3, 2004,
- Calies Jean-Marie, Une entreprise sur deux disparaît avant cinq ans, Economie et statistiques, N°215, 1988, pp,45-50
- Caves RE, Industrial organization and new findings on turnovers and mobility of firms, journal of economic literature, Vol 36 N° 4, 1998, p 1947,
- Cieply Sylvie : « Pour la construction de l'espace financier des PME : identification des vides de financement et implications politiques », Revue d'économie politique, Vol, 106 - N° 4, 1996,
- CNRC, centre national des registres de commerce, : Statistiques 2000-2010,
- Courrent Jean-Marie : « Éthique et petite entreprise », Revue française de gestion, N° 144, 2003,
- CREAD-LAREGE : Enquête nationale sur la PME, Alger, CREAD-PME, 2007,
- Ferfera Mohamed Yassine, Belarbi Yassine : « L'impact des caractéristiques entrepreneuriales sur le développement des entreprises en Algérie : Etude de cas », Colloque International : «Création d'entreprises et territoires », 2006, p14,
- Goy Hervé, Robert Paturel : « Les problématiques de diagnostic et de projection dans les PMI », Revue française de gestion N° 150, 2004,
- Guéliffo Hountondji, Concurrence sectorielle et démographie des firmes industrielles régionales : une étude économétrique sur la région Provence-Alpes-Côte-D'azur, Revue d'économie industrielle, Vol, 45, 3e trimestre 1988, PP58-68,
- HCCI : Propositions pour favoriser le développement des pme africaines, Rapport et projet de propositions de la commission économie et développement, Mars 2008,
- Hernandez Emile Michel : « De L'entrepreneuriat Au Modèle

- Entrepreneurial », R,E,G N° 138, Avril-Juin 2002, 99-108,
- Hubert Jayet & André Torre, études empiriques, vie et mort des entreprises, Réflexion sur les dynamiques de renouvellement des tissus économiques, revue d'économie industrielle, Vol, 69, 1994, 99,75-91, Page 1 ex nihilo,
- Huiban Jean-Pierre et al, La démographie des établissements industriels : une différenciation entre espaces urbains, périurbains et ruraux, Revue d'Économie Régionale & Urbaine 2006/5 – décembre pages 751 à 779, p 752,
- INSEE : Démographie d'entreprises, Paris 2011,
- Kichou Lyazid : «Une analyse institutionnaliste de la PME en Algérie», gouvernance et développement des PME PMI, Cread-Cnam, 24/06/1995,
- Latruffe, L,: «Competitiveness, Productivity and Efficiency in the Agricultural and Agri-Food Sectors», OECD Food, Agriculture and Fisheries Papers, 2010, No, 30, OECD Publishing,
- OCDE (2011), «Indicateurs de l'entrepreneuriat et registres d'entreprises : importance de la comparabilité internationale», Panorama de l'entrepreneuriat 2011, Éditions OCDE,
- ODD : Dynamisme et performance économiques : Comment assurer le développement et le renouvellement du tissu productif ? Observatoire du développement durable, Paris 2011,
- ONS : «Collections statistiques», N° 168 et 175, 2011,
- ONS : « L'activité industrielle 2009-2011», Collections statistiques, N° 174, Septembre 2012,
- ONS : «L'Algérie en quelques chiffres», N° 31 à 40, 2001 à 2010,
- ONS : «Les comptes économiques de 2000 à 2012», N° 609, Septembre 2012,
- ONS : «Les comptes économiques en volume de 2000 à 2011», N° 617, décembre 2012,
- ONS : «Premier recensement économique 2011 : résultats préliminaires», Collections statistiques, N° 168, Janvier 2012,
- ONS : «Résultats définitifs de la première phase du recensement économique 2011», Collections statistiques, N° 172, Juillet 2012,
- Pecqueur Bernard : « Pôles de compétitivité et spécificité de la ressource technologique : une illustration grenobloise », Géographie, économie, société, 2008/3 - Vol, 10, pages 311 à 326,
- SINGH, J : « Apports et limites des théories de l'évolution organisationnelle, E,P,M, Paris 1994,
- Torrès Olivier : « Petitesse des entreprises et grossissement des effets de proximité », Revue française de gestion, N° 144, 2003,
- Torrès, O « Pour Une Approche Contingente De La Spécificité De La PME»,Revue Internationale PME (Ripme), Vol 10, N°2, 1997, P, 9-43,



Torrès, O. : «La recherche académique française en PME : les thèses, les revues, les réseaux», Editions La Documentation Française - Oséo, 2007, 136p,

VAN WISSEN L, J,G,, Demography of the Firm: A Useful Metaphor?,

European Journal of Population 18: pp 263–279, 2002, Netherlands, p264,

Yami Saïd : « Petite entreprise et stratégie collective de filières », Revue française de gestion, N° 144, 2003.



مركز البحث في الإقتصاد  
المصنق من أجل التنمية

**CREAD**